

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1998 B 03837

Numéro SIREN : 414 945 089

Nom ou dénomination : LINEDATA SERVICES

Ce dépôt a été enregistré le 10/08/2021 sous le numéro de dépôt 45553



**Linedata**

# **RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 2020**

Linedata Services  
Société anonyme au capital de 6.518.150 euros  
Siège social: 27, rue d'Orléans – 92 200 Neuilly-sur-Seine



# Rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020

## **1 Gouvernance de la Société**

- 1.1 La mise en œuvre des principes du Code AFEP-MEDEF
- 1.2 Les organes de direction et d'administration de la Société

## **2 Rémunérations**

- 2.1 Politique de rémunération des membres du Conseil
- 2.2 Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

# 1

## Gouvernance de la société

- 1.1 La mise en œuvre des principes du Code AFEP-MEDEF
- 1.2 Les organes de direction et d'administration de la Société



## 1. Gouvernance de la Société

### 1.1. La mise en œuvre des principes du Code AFEP-MEDEF

Linedata Services se réfère au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées élaboré conjointement par l'Afep et le Medef en décembre 2002 et révisé dernièrement en janvier 2020 (le « **Code AFEP-MEDEF** »), disponible sur le site [www.medef.fr](http://www.medef.fr).

Conformément à l'article L. 225-37-4 8° du Code de commerce et à l'article 27.1 du Code AFEP-MEDEF, Linedata Services considère que ses pratiques se conforment aux recommandations du Code AFEP-MEDEF sauf lorsqu'il est expressément indiqué le contraire dans le présent rapport et explique ci-dessous les raisons qui l'ont conduite à déroger à 3 recommandations dudit Code.

Recommandation du Code AFEP-MEDEF	Justification de Linedata Services
<b>Comité en charge des nominations</b>	
16.2.2 Il est conseillé au Comité en charge des nominations ou à un comité <i>ad hoc</i> d'établir un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux.	En raison de la stabilité de l'équipe de direction et de ses interlocuteurs, le Conseil n'a pas souhaité créer un Comité <i>ad hoc</i> chargé de préparer un plan de succession des mandataires sociaux. La pérennité des équipes de direction constitue un enjeu majeur pour le Groupe Linedata.
<b>La rémunération des dirigeants mandataires sociaux</b>	
24.1.1 Il est conseillé que la rémunération des dirigeants mandataires sociaux comporte un ou plusieurs critères liés à la responsabilité sociale et environnementale.	En raison de l'activité d'éditeur de logiciels du Groupe et du faible impact environnemental de son activité, le Conseil d'Administration n'a pour l'heure pas jugé utile de conditionner la rémunération des mandataires sociaux à des critères liés à la responsabilité sociale et environnementale.
<b>L'information sur les rémunérations des mandataires sociaux et les politiques d'attribution d'options et d'actions de performance</b>	
25.1 Il est conseillé de rendre public immédiatement après la réunion du Conseil les ayant arrêtés, tous les éléments de rémunération potentiels ou acquis des dirigeants mandataires sociaux.	La rémunération des dirigeants mandataires sociaux décidée ou autorisée par le Conseil au titre de l'année n+1 est rendue publique dans le document d'enregistrement universel de l'année n.

### 1.2. Les organes de direction et d'administration de la Société

La Société est actuellement une société anonyme à Conseil d'Administration. Les actionnaires réunis en Assemblée Générale le 27 avril 2017 ont décidé de modifier le mode de gouvernance de la Société pour passer d'un modèle composé d'un Conseil de Surveillance et d'un Directoire à une structure unique à Conseil d'Administration. Cette modification vise, d'une part, à simplifier les processus de décision du Groupe et d'autre part, à davantage impliquer les administrateurs dans les choix stratégiques de Linedata Services S.A. La Société a en effet estimé que la dualité des instances dirigeantes entre Conseil de Surveillance et Directoire n'était plus adaptée à un marché en constante évolution et transformation dans lequel il convient de faire preuve d'une grande réactivité.

Au regard de l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'Administration a décidé le 27 avril 2017 puis réitérer ce choix le 22 mai 2019, de regrouper en une seule fonction les postes de Président du Conseil d'Administration et Président Directeur Général afin d'assurer un maximum d'efficacité dans la prise de décision. Monsieur Anvaraly Jiva possède une grande expérience et connaît parfaitement les marchés sur lesquels évolue le Groupe.

Sa connaissance du marché combinée à sa connaissance du Groupe lui permettent d'assumer les fonctions de Président Directeur Général avec une grande efficacité. Cette organisation permet un équilibre des pouvoirs entre Conseil d'Administration et Direction Générale. Le règlement intérieur du Conseil d'administration et les statuts de Linedata Services posent des limites de pouvoirs précises tant au Président Directeur Général qu'au Directeur Général Délégué. Les Administrateurs ont par ailleurs été choisis pour leur expérience et leur liberté de parole permettant un débat de grande qualité au sein du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration du 22 mai 2019 a procédé à l'élection et au renouvellement du mandat de son Président pris en la personne de Monsieur Anvaraly Jiva. En application de l'article 13.1 des statuts, le Conseil d'Administration a décidé à l'unanimité d'attribuer les fonctions de Directeur Général à Monsieur Anvaraly Jiva qui cumulera ces fonctions exécutives avec celles de Président du Conseil.

Le mandat du Conseil d'Administration et de son Président étant de deux (2) ans, il sera proposé un renouvellement du Conseil d'Administration et de son Président à la prochaine Assemblée Générale à tenir en 2021.

## 1.2.1. La Direction Générale

### Président du Conseil d'Administration - Directeur Général



#### **Anvaraly Jiva**

#### **Président Directeur Général de Linedata Services**

Entré dans le Groupe GSI en 1978, Anvaraly Jiva assure la direction générale de GSI Division des Banques jusqu'en 1985. Il crée Linedata en janvier 1998, à partir du rapprochement de trois sociétés : GSI Division des Banques, Line Data et BDB Participation. Anvaraly Jiva est le Président Directeur Général de Linedata et porteur de la stratégie du Groupe. Ainsi, il anticipe l'évolution de l'industrie financière mondiale en construisant un Groupe de dimension internationale et disposant d'une gamme de solutions et services globale.

#### Liste des mandats :

##### Mandats au sein du Groupe :

###### **En France**

- Président Directeur Général de Linedata Services
- Président de Linedata Services Leasing & Credit SAS
- Président de Linedata Services Asset Management SAS

###### **En Europe**

- Administrateur et Président du Conseil d'Administration de Linedata Services Luxembourg
- Membre du Conseil d'administration et Président Directeur Général de Linedata Services Limited (Royaume-Uni)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata Limited (Irlande)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Derivation Software Limited (Royaume-Uni)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Ltd (Royaume-Uni),
- Membre du Conseil d'Administration et Président de Linedata Services SIA (Lettonie)

###### **Hors Europe**

- Administrateur et Président de Linedata Services Tunisie
- Administrateur et Président de Linedata Technologies Tunisie
- Administrateur et Président de Linedata S.A. de C.V. (Mexique)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata Services Inc. (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata Asset Management Inc. (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata Services Canada Inc
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata Lending and Leasing Corp. (Canada)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Gravitas Technology Services LLC (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de Linedata L&C Inc (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services (H.K.) Limited (Chine)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services India Private Limited (Inde)
- Membre du Conseil d'Administration de Gravitas Technology Private Limited (Inde)
- Membre du Conseil d'Administration de QualityRisk Management & Operations (QRMO) (Chine)
- Gérant de Linedata Maroc SARL

##### Autres mandats hors Groupe :

- Président de AMANAAT SAS
- Membre du Conseil d'Administration de Industrial Promotion Services (West Africa) S.A. "IPS (WA) S.A.", Côte d'Ivoire (Abidjan)
- Membre du Conseil d'Administration de Première Agence de MicroFinance S.A., "PAMF S.A.", Madagascar (Antananarivo)
- Vice-Président du Conseil de Surveillance de Aga Khan Foundation Madagascar, Suisse (Genève)

#### Pouvoirs du Président Directeur Général

L'article 13.2 des statuts précise que le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général mais ces limitations sont inopposables aux tiers.

Les pouvoirs du Président Directeur Général ont été fixés par le Conseil d'Administration lors de sa nomination au titre du renouvellement de son mandat le 22 mai 2019.

Le Président Directeur Général doit, conformément à l'article 2 du règlement intérieur, obtenir l'autorisation préalable du Conseil pour les engagements qui suivent, cette mesure étant d'ordre interne et inopposable aux tiers :

- les cessions d'immeubles par nature;
- les cessions de participations détenues par la Société;
- les cautions, avals et garanties constitués pour garantir les engagements pris par des tiers conformément aux dispositions de l'article L.225-35 alinéa 4 du Code de Commerce avec possibilité de fixer chaque année un plafond global d'autorisation et le cas échéant, un montant maximum par opération;
- la constitution de sûretés pour garantir les engagements de la Société d'un montant supérieur à un million d'euros;
- les décisions d'investissement ou de désinvestissement d'un montant supérieur à cinq millions d'euros, ainsi que tout projet de rachat de sociétés, de prise ou de cession de participation supérieur à ce seuil;
- tous échanges, avec ou sans soulte, portant sur des biens, titres ou valeurs, hors opérations de trésorerie;
- tous prêts, emprunts, crédits et avances d'un montant supérieur à dix millions d'euros;
- tous traités et transactions, tous arbitrages et compromis d'un montant égal ou supérieur à cinq millions d'euros.

L'approbation préalable visée ci-dessus n'est toutefois pas requise pour les opérations et décisions qui donneront lieu à la conclusion de conventions impliquant exclusivement des sociétés du Groupe.

Le Conseil d'administration est régulièrement tenu informé par son Président et les Comités du Conseil d'Administration et, le cas échéant, le Directeur Général de la Société, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements de la Société, et généralement de tous les événements significatifs concernant la marche des affaires de la Société et du Groupe. Le Conseil d'Administration veille également à la bonne information des actionnaires.

## Directeur Général Délégué en charge du Business Développement



**Michael de Verteuil**  
Directeur Général Délégué de Linedata Services

Michael de Verteuil est entré en 1987 dans l'activité Banque de GSI Suisse, puis a rejoint GSI Division des Banques en 1993. Il a participé auprès d'Anvaraly Jiva à la création du Groupe Linedata. Depuis 1998, il a pour mission le développement du Groupe à l'international et a ainsi permis à Linedata de devenir un acteur international majeur dans le domaine de l'informatique financière. Michael de Verteuil participe activement à l'acquisition et à l'intégration des sociétés qui rejoignent le Groupe. Michael de Verteuil, faisant valoir ses droits à la retraite, a remis au Conseil d'Administration du 10 décembre 2020 sa lettre de démission de son mandat de Directeur Général Délégué, à effet du 10 décembre 2020, à minuit.

### Liste des mandats :

#### Mandats au sein du Groupe :

##### En Europe

- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Ltd (Royaume-Uni)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services Limited (Royaume-Uni)
- Membre du Conseil d'Administration de Derivation Software Limited (Royaume-Uni)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services SIA (Lettonie)
- Directeur suppléant de Linedata Ltd (Irlande)
- Administrateur de Linedata Services Luxembourg

##### Hors Europe

- Administrateur de Linedata S.A. de C.V.(Mexique)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services Inc. (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Asset Management Inc. (Etats-Unis)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Lending and Leasing Corp.(Canada)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services (H.K.) Limited (Chine)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services India Private Limited(Inde)
- Membre du Conseil d'Administration de Gravitas Technology Services LLC (Etats- Unis)
- Membre du Conseil d'Administration de Gravitas Technology Private Limited (Inde)
- Membre du Conseil d'Administration de Quality Risk Management & Operations (QRMO) (Chine)
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata L&C Inc (Etats-Unis)

#### Autres mandats hors Groupe :

- Néant

### Pouvoirs du Directeur Général Délégué en charge du Business Développement

Le Conseil d'Administration du 22 mai 2019 a nommé et renouvelé Monsieur Michael de Verteuil en qualité de Directeur Général Délégué en charge du Business Développement commercial et de la Direction de l'offre Produits et a précisé ses pouvoirs.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, ainsi qu'au Conseil d'Administration et dans la limite de l'objet social, Monsieur Michael de Verteuil, en sa qualité de Directeur Général Délégué assume, sous sa responsabilité, la direction de la Société dans certains domaines, sous le contrôle du Directeur Général qu'il assiste.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

La Société est engagée même si ces actes ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Monsieur Michael de Verteuil dispose des mêmes pouvoirs que le Directeur Général pour agir dans ses domaines de compétences à savoir :

- Fusions et acquisitions ;
- Développement commercial ;
- Direction de l'offre Produits.

## Directeur Administratif et Financier Groupe



### **Arnaud Allmang**

#### **Directeur Administratif et Financier de Linedata Services**

Arnaud Allmang travaille aux côtés d'Anvaraly Jiva depuis la création du Groupe. Il a d'abord occupé des postes de Responsable Financier aussi bien en France qu'à l'étranger. Depuis 2013, il a orienté sa carrière vers le management d'une Business Line en France, en Angleterre et aux Etats- Unis. Il est aujourd'hui Directeur Administratif et Financier du Groupe et membre du Comité Exécutif de Linedata.

#### **Liste des mandats :**

##### **Mandats au sein du Groupe :**

###### **En France**

- Néant

###### **En Europe**

- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Limited (Irlande)
- Administrateur Délégué de Linedata Services Luxembourg

###### **Hors Europe**

- Représentant de Linedata Services au Conseil d'Administration de Linedata Technologies Tunisie
- Représentant de Linedata Services au Conseil d'Administration de Linedata Services Tunisie
- Membre du Conseil d'Administration de Linedata Services India Private Limited (Inde)
- Officer de Linedata Services Inc (Etats-Unis)
- Officer de Linedata Services Asset Management Inc (Etats-Unis)
- Officer de Gravitas Technologies LLC (Etats-Unis)

##### **Autres mandats hors Groupe :**

- Néant

#### **Pouvoirs du Directeur Général Délégué en charge du Business Développement**

Monsieur Arnaud Allmang, en sa qualité de Directeur Administratif et Financier, supervise la coordination de l'ensemble des équipes financières, comptables, de contrôle de gestion et juridiques du Groupe. Il assure la mise en œuvre de la politique financière décidée au sein du Groupe Linedata.

Monsieur Arnaud Allmang ne dispose d'aucun mandat social au sein de Linedata Services.

## 1.2.2. Le Conseil d'Administration

L'article 12 des statuts et le Titre I du règlement intérieur de la Société définissent et précisent les modalités de la composition et du fonctionnement du Conseil d'Administration.



### 1.2.2.1 Composition du Conseil d'Administration en sus de son Président

#### Sofia Merlo -Administrateur



**Sofia Merlo**  
**Membre du Comité d'audit**

Diplômée de HEC, Sofia Merlo a rejoint en 1985 le groupe Paribas devenu BNP Paribas. Elle y a fait toute sa carrière dans le Corporate Banking, les Ressources Humaines et le métier de Wealth Management. Elle est depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020, Directrice des Ressources Humaines et Membre du Comité Exécutif du Groupe BNP Paribas. Elle siège comme Administrateur de BNP Paribas Fortis, BMCI Maroc et BNP Paribas Bank Polska. Madame Sofia Merlo a démissionné de son mandat d'administrateur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020.

**Liste des mandats :**

- Membre du Conseil de Surveillance de BMCI Maroc
- Membre du Conseil d'Administration de BNP Paribas Fortis, Belgique
- Membre du Conseil d'Administration de BNP Paribas Bank Polska
- Gérante de SCI Mosela

#### Vivien Levy-Garboua -Administrateur



**Vivien Levy-Garboua**  
**Président du Comité d'audit et membre du Comité des nominations et des rémunérations**

X-Mines et PhD d'économie de Harvard, Vivien Levy-Garboua a été Rapporteur de la Commission de l'Energie du 8<sup>ème</sup> Plan. Il entre à la BNP en 1980 où il occupe successivement plusieurs postes de Direction, notamment celui de Directeur de l'Organisation, puis assure la responsabilité de la Gestion d'Actifs, des Assurances et de la Banque Privée Internationale (Pôle Asset Management & Services). En 2005, il est nommé Responsable de la Conformité et Coordinateur du Contrôle Interne avant de devenir Senior Advisor en 2008 jusqu'en 2014. Il est Membre du Comité Exécutif de BNP puis de BNP Paribas de 1991 à 2014. Actuellement Professeur associé au département d'économie de Sciences Po et co-directeur du Certificat d'administrateurs de sociétés, il est auteur de nombreux ouvrages économiques dont *Le Monde à taux zéro* (2017).

**Liste des mandats :**

- Président du Conseil de Surveillance de Pref-X
- Membre du Conseil d'administration de l'Ecole Juive Moderne
- Membre du Conseil d'administration de Phison Capital

#### Lise Fauconnier -Administrateur



**Lise Fauconnier**  
**Présidente du Comité des nominations et des rémunération et membre du Comité stratégique**

Diplômée de HEC et titulaire d'une licence en économie monétaire, Lise Fauconnier a commencé sa carrière chez Clinvest, société d'investissement du Crédit Lyonnais, en tant que Chargée de Mission en fusions et acquisitions, restructuration et suivi de portefeuilles. Puis, elle devient Gestionnaire de participations chez EURIS avant d'intégrer début 1998 AXA Private Equity devenu Ardian, où elle est managing director au sein de l'activité Ardian Buyout Fund.

**Liste des mandats :**

- Membre du Conseil de Surveillance de Trigo Holding SAS
- Membre du Comité des Rémunération de Trigo Holding, France
- Administrateur de eDreams ODIGEO SA, Luxembourg
- Membre du Comité des Rémunération de eDreams ODIGEO SA, Luxembourg
- Membre du Conseil de Surveillance d'Expleo SAS, France
- Membre du Comité stratégique d'Expleo, SAS, France
- Membre du Comité des Rémunération d'Expleo SAS France
- Membre du Conseil de Surveillance de Wilson Holding

#### Shabrina Jiva -Administrateur



**Shabrina Jiva**  
**Présidente du Comité stratégique**

Diplômée de HEC, d'un MBA d'Havard Business School, Shabrina Jiva a travaillé de septembre 2005 à juin 2009 comme Manager en investissement chez AXA Private Equity à Singapour. De 2011 à 2017, elle a travaillé chez Full Beauty Brands (FBB) à New York, comme Directrice de la gestion des projets stratégiques. Elle est actuellement Directrice chez ghSmart, un cabinet de conseil en leadership à New-York.

**Liste des mandats :**

- Administrateur - Action Against Hunger US

## Tableau de synthèse de la composition du Conseil d'administration

Pendant l'exercice 2020, à l'exception de Madame Merlo qui a démissionné de ses fonctions à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020, la composition du Conseil d'Administration et des Comités, est la suivante :

Le Conseil d'Administration ne comprend pas de membres désignés par les salariés, les salariés de la Société et du Groupe détenant moins de 3% du capital de la Société dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe, du FCPE LDS Actionnariat ou d'actions issues d'une attribution gratuite aux salariés. Il ne comprend pas non plus d'administrateur représentant les salariés, la Société ne satisfaisant pas aux critères fixés par la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 modifiée par la loi n°2015-994 du 17 août 2015.

D'après les statuts de la Société, le Conseil d'Administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, et chaque membre du Conseil doit détenir au moins 500 actions de la Société. Les membres sont rééligibles. Le nombre de membres ayant plus de 70 ans ne peut dépasser le tiers du nombre total des membres.

Tous les membres du Conseil sont de nationalité française mais disposent d'une large pratique de la gestion des Groupes internationaux que ce soit par leur emploi actuel ou leurs expériences passées. Ils exercent une totale liberté de jugement dans leur participation au Conseil. En cas de conflit d'intérêts, le règlement intérieur du Conseil d'Administration prévoit que l'administrateur concerné s'abstient de participer au débat.

Administrateurs	1 <sup>ère</sup> nomination	Échéance du mandat	Ancienneté au Conseil	Fonction	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions détenues au 31/12/2020	Nombre de mandat dans des sociétés cotées	Indépendant	Taux de participation aux réunions
<b>M. Anvaraly Jiva</b>	27 avril 2017	AG 2021	3 ans et 10 mois	Président du Conseil d'administration Président Directeur Général	68	M	Française	509 312	0	NON	Conseils : 100%
<b>M. Vivien Levy-Garboua</b>	27 avril 2017	AG 2021	3 ans et 10 mois	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité d'Audit Membre du Comité des rémunérations	73	M	Française	500	0	OUI	Conseils : 100% Comités : 100%
<b>Mme Lise Fauconnier</b>	27 avril 2017	AG 2021	3 ans et 10 mois	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité des rémunérations Membre du Comité Stratégique	55	F	Française	1 551	1	OUI	Conseils : 85,7%
<b>Mme Sofia Merlo</b>	27 avril 2017	Démission à compter du 1 <sup>er</sup> mai 2020	3 ans	Membre du Conseil d'Administration Membre du Comité d'Audit	57	F	Française	500	1	OUI	Conseils : 100% Comités : 100%
<b>Mme Shabrina Jiva</b>	27 avril 2017	AG 2021	3 ans et 10 mois	Membre du Conseil d'Administration Président du Comité Stratégique	40	F	Française	550	0	NON	Conseils : 85,7%

## L'équilibre de sa composition

Aux termes de la loi votée le 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'Administration et à l'égalité professionnelle, la proportion des administrateurs de chaque sexe dans les Conseils d'Administration ne peut être inférieure à 40% (représentants permanents inclus) à l'issue de la première Assemblée Générale Ordinaire qui suit le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Jusqu'à la démission de Madame Sofia Merlo le 1<sup>er</sup> Mai 2020, le Conseil d'Administration comptait 3 femmes sur 5 membres, soit 60% de femmes. La condition précitée de 40% de chaque sexe au sein du Conseil d'Administration était donc satisfaite. A compter du 1<sup>er</sup> Mai 2020, le Conseil d'administration comptait 2 femmes sur 4 membres, soit 50% de femmes. La condition précitée de 40% de chaque sexe au sein du Conseil d'Administration est toujours satisfaite.

Le Conseil d'Administration s'est doté d'administrateurs aux expériences professionnelles diversifiées dans le milieu bancaire ou financier. La diversité des parcours et des profils des administrateurs contribue à la qualité des débats au sein du Conseil.

Linedata s'attache à recruter des talents dans le respect des valeurs du Groupe en portant une attention particulière à la mixité de ses équipes.

## La durée des mandats des administrateurs

### Durée du mandat :

 **2 ans**

Les statuts de la Société prévoient que le mandat des Administrateurs, du Président Directeur Général et du Directeur Général Délégué a une durée de deux ans à l'issue de laquelle le Conseil d'Administration est entièrement renouvelé. Les membres du Conseil d'Administration sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale. Le Président du Conseil d'Administration peut, quant à lui, être révoqué par le Conseil d'Administration.

Seule l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant dans les conditions légales de quorum et de majorité, est habilitée à modifier les statuts la Société.

Les mandats des administrateurs ont été renouvelés par l'Assemblée Générale du 21 mai 2019. Ils prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra courant 2021. L'Assemblée Générale statuera à cette occasion sur la composition du Conseil d'Administration.

### 1.2.2.2 Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

#### Dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Administration

##### a. Dispositions légales

Conformément à l'article L. 225-17 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'Administration a pour mission essentielle de déterminer les orientations de la Société et de veiller à leur mise en œuvre.

##### b. Dispositions statutaires

Les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies dans les articles 12 à 19 des statuts.

##### c. Règlement intérieur du Conseil d'administration

Le Titre I du règlement intérieur de la Société définit et précise les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration. Il définit notamment les missions et pouvoirs du Conseil d'administration. Les opérations soumises à l'approbation préalable du Conseil d'Administration dans le cadre de l'organisation interne de la Société et du Groupe sont précisées. Les missions des trois Comités permanents, soit le Comité d'audit, le Comité des nominations et des rémunérations, le Comité stratégique, chargés de préparer certaines délibérations du Conseil d'administration sont développées dans le règlement intérieur.

Le règlement intérieur aborde également les sujets suivants : la formation des membres du Conseil, les modalités de participation au Conseil, les règles de déontologie à respecter au regard de la fonction d'administrateur.

## L'indépendance des administrateurs

Le Conseil d'Administration a délibéré à la fin de l'exercice 2020 sur la qualification d'administrateur indépendant de ses membres. Le Conseil a, à nouveau, examiné avec attention les critères d'administrateur indépendant au regard de la version actualisée en janvier 2020 du Code AFEP-MEDEF et a qualifié d'indépendant tous les membres du Conseil d'Administration à l'exception de Monsieur Anvaraly Jiva, Président de la société AMANAAT (actionnaire majoritaire de la Société) et de Madame Shabrina Jiva en raison de son lien de parenté avec le Président Directeur Général.

Conformément à la législation, les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale.

Les recommandations du Code AFEP-MEDEF précisent que la durée du mandat des administrateurs ne doit pas excéder quatre ans.

Selon leurs centres d'intérêt et compétences particulières, certains membres du Conseil sont associés par la Direction du Groupe à des présentations d'études préliminaires, par exemple lors des acquisitions externes ou de la préparation des plans stratégiques.

En fonction des sujets à traiter, le Conseil invite à ses réunions les personnes qu'il juge utiles. Outre le Directeur Général Délégué, peuvent ainsi être invités certains dirigeants du Groupe ou des personnes extérieures. Les Commissaires aux comptes sont convoqués aux séances dans les conditions prévues par la loi. Les délégués désignés par le Comité Social et Economique de l'Unité Economique et Sociale (CSE-UES) dont fait partie la Société sont convoqués à toutes les séances pour y assister avec voix consultative.

Le Conseil a constitué en son sein trois comités :

- un Comité d'audit,
- un Comité des nominations et des rémunérations, et
- un Comité stratégique,

qui lui rendent compte de leurs travaux après chacune de leurs séances.



## Travaux du Conseil d'administration

En 2020, au terme des sept réunions, le Conseil a notamment procédé à :

- l'examen des comptes annuels et semestriels ainsi que de la documentation nécessaire à la préparation de la clôture et de l'Assemblée Générale;
- approbation du «slavery and human trafficking statement» (Modern Slavery Act 2015);
- approbation du "Criminal Finances Act" ;
- approbation du Document d'Enregistrement Universel ;
- la mise en œuvre du programme de rachat d'actions décidé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2019;
- autorisations pour des cautions, avals et garanties;
- examen d'un projet et mise en œuvre d'une réduction de capital;
- l'approbation définitive du budget 2020;
- l'examen des éléments de reporting et de prévision et notamment du chiffre d'affaires; il est exposé en sus lors de chaque réunion les faits marquants de l'activité du Groupe;
- une délibération sur l'indépendance des membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2020;
- examen des conventions réglementées;

## Préparation et organisation des réunions des Comités du Conseil d'administration

### a. Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 1<sup>er</sup> mai 2020, était composé de Monsieur Vivien Levy- Garboua, Président du Comité, et de Madame Sofia Merlo. Puis, de Monsieur Vivien Levy-Garboua, Président du Comité.

Constitué à l'origine le 14 décembre 2004, ce Comité dispose d'un règlement intérieur écrit approuvé par le Conseil de Surveillance de l'époque et qui perdure aujourd'hui même à la suite du changement de mode de gouvernance initié par l'Assemblée Générale du 27 avril 2017. Les missions qui lui ont été dévolues au titre de ce règlement intérieur, du règlement intérieur du Conseil adopté le 19 mars 2018, des évolutions ultérieures de la réglementation et du Code AFEP-MEDEF sont notamment :

- d'assurer le suivi des systèmes de contrôle interne, de gestion des risques et de suivi de la politique de conformité;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes par les Commissaires aux comptes ainsi que de l'indépendance des Commissaires aux comptes;
- d'examiner et commenter si nécessaire l'organisation, les procédures et les méthodes d'arrêté des comptes, y compris le reporting, le contrôle interne, les prévisions et la vérification par les Commissaires aux comptes (avec ces derniers, d'examiner les remarques qu'ils pourraient formuler);
- de s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables, de leur respect et de la conformité aux standards retenus pour l'établissement des comptes;
- d'analyser les comptes préparés par le Conseil d'Administration;
- d'examiner au préalable les documents financiers publiés périodiquement par la Société, en veillant à la qualité de l'information communiquée aux actionnaires;
- d'examiner les risques, y compris environnementaux et sociaux, et les engagements hors bilan significatifs;
- de donner son avis sur la nomination ou le renouvellement des Commissaires aux comptes et sur la qualité de leurs travaux.

Le Conseil d'Administration, en partenariat avec le Comité d'Audit, est régulièrement informé des sujets liés à la mise en conformité de la Société avec les lois et réglementations européennes applicables aux traitements de données à caractère personnel, en relation notamment avec la CNIL. Le Conseil suit la mise en œuvre de la conformité du Groupe vis-à-vis notamment du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Le Conseil est également intervenu en matière de rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération attribuables au Président Directeur Général ont été approuvés par décision de l'Assemblée Générale en date du 16 juin 2020.

Le Comité rend compte de ses travaux en temps utile au Conseil chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou que le Conseil d'Administration lui en fait la demande, et au moins deux fois par an. En pratique, il a tenu le Conseil informé de ses travaux à chacune des séances du Conseil d'Administration.

Le Comité d'Audit s'est réuni six fois au cours de l'exercice 2020 avec un taux de participation de 100%. Des représentants de la Direction Financière du Groupe participent aux réunions de même que les membres de l'Audit Interne lorsque l'ordre du jour le nécessite. Les Commissaires aux comptes y participent lorsque l'ordre du jour comporte des sujets liés aux comptes.

Au cours de l'année, le Comité a procédé à :

- l'examen des comptes de l'exercice 2019, incluant la revue des options de clôture et notamment des tests d'impairment;
- l'examen des comptes du premier semestre 2020;
- la préparation de la clôture des comptes 2020, comprenant la revue des options de clôture et des tests d'impairment;
- le suivi des projets de R&D;
- le suivi de l'évolution des encaissements clients, de l'avancement de l'activité commerciale et de l'évolution de certaines activités du Groupe (notamment la plateforme AMP) susceptibles de requérir un suivi particulier;
- le suivi de l'avancement de la mise en conformité avec la loi Sapin II ou encore avec le Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD);
- le suivi de missions d'Audit réalisées au sein du Groupe par le département de l'Audit Interne & Conformité
- adoption d'une procédure d'approbation préalable des services autres que la certification des comptes par les Commissaires aux Comptes et leurs réseaux.

Lors de l'examen des comptes, il a entendu et discuté les conclusions et recommandations des Commissaires aux comptes et a été destinataire de leurs déclarations d'indépendance. Il a également été consulté sur le budget d'honoraires des Commissaires aux comptes.

## b. Le Comité des nominations et des rémunérations

Le règlement intérieur du Conseil, adopté le 19 mars 2018, précise les missions du Comité des nominations et des rémunérations. Au regard des missions relatives aux nominations, le Comité veille au respect de la parité au sein du Conseil conformément aux lois et règlement en vigueur. Il propose au Conseil la nomination du Président du Conseil ainsi que des Présidents des différents Comités. Le Comité a également pour rôle de proposer au Conseil d'Administration les éléments de rémunération du Président Directeur Général, de donner un avis sur les modifications de salaire du Directeur Général Délégué titulaire d'un contrat de travail, et d'examiner les propositions d'attribution de stock-options ou d'attribution gratuite d'actions formulées par le Conseil d'Administration.

Il est également consulté par le Conseil d'Administration sur ses projets de rémunération des Responsables opérationnels du Groupe non mandataires sociaux. Ce comité ne dispose pas encore de règlement intérieur tel que préconisé par le Code AFEP-MEDEF.

Le Comité des rémunérations était composé, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, de Madame Lise Fauconnier, Présidente du Comité, et de Monsieur Vivien Lévy-Garboua.

Les travaux du Comité au cours de l'exercice ont porté sur la rémunération du Président Directeur Général, du Directeur Général Délégué, toujours titulaire d'un contrat de travail, et de certains Directeurs du Groupe.

## c. Le Comité stratégique

Le règlement intérieur du Conseil d'Administration, adopté le 19 mars 2018, précise les missions du Comité stratégique. Celui-ci est en charge de l'examen des grandes options stratégiques, que ce soit sur le plan opérationnel ou sur les aspects des éventuelles opérations capitalistiques.

Constitué en 2012, il ne dispose pas encore d'un règlement intérieur écrit tel que prescrit par le Code AFEP-MEDEF.

Le Comité est composé, depuis mai 2017, de Madame Shabrina Jiva, Présidente du Comité, et de Madame Lise Fauconnier.

### 1.2.2.3 Autres informations relatives à la gouvernance de la Société

#### Evaluation du Conseil d'administration et de ses comités

Conformément au Code Afep-Medef, qui préconise, afin de favoriser l'amélioration de la gouvernance des sociétés cotées, que le Conseil procède à l'évaluation de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la société en passant en revue périodiquement sa composition, son organisation et son fonctionnement, le Conseil d'administration de Linedata a procédé à une évaluation de son fonctionnement sur la base d'un questionnaire traité anonymement. Ce questionnaire portait notamment sur les éléments suivants :

- La composition et les missions du Conseil ;
- L'organisation et le fonctionnement du Conseil ;
- Le fonctionnement des Comités.

Une synthèse des réponses a ensuite été présentée au Conseil d'administration. L'auto-évaluation du Conseil d'administration a notamment permis d'identifier des éléments de progression qui ont été pris en compte.

#### Conventions réglementées

Conformément à l'article L. 225-38 du Code de commerce, les conventions régulièrement autorisées par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé et communiquées aux Commissaires aux comptes sont mentionnées dans leur rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés.

#### Tableau des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité au 31 décembre 2020

Les délégations de compétence et autorisations données au Conseil d'Administration en matière d'émission d'actions ou autres valeurs mobilières sont précisées ci-dessous dans le présent rapport.

Par ailleurs, l'Assemblée générale du 21 mai 2019 en sa vingt-deuxième résolution a autorisé le Conseil d'Administration à réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues.

Les montants autorisés des délégations n°4 et 5 du tableau qui suit s'imputent sur les plafonds autorisés en vertu de la délégation n°3 dudit tableau.



**Tableau des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité au 31 décembre 2020**

Nature de l'opération	Date de l'AG	Échéance	Montant autorisé	Augmentation réalisée les années précédentes	Augmentation réalisée en 2020	Montant résiduel
1. Emission d'actions ordinaires pour attribution gratuite d'actions au personnel	21/05/2019	21/07/2021	10% du capital à la date d'attribution	Néant	Néant	Néant
2. Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers	21/05/2019	21/07/2021	214.006 €	Néant	Néant	Néant
3. Augmentation de capital ou émission de valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription	21/05/2019	21/07/2021	2.000.000 € pour une augmentation de capital 140.000.000 € pour une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital	Néant	Néant	Néant
4. Augmentation de capital ou émission de valeurs mobilières par offre au public ou offre public d'échange sans maintien du droit préférentiel de souscription et avec un droit de priorité	21/05/2019	21/07/2021	2.000.000 € pour une augmentation de capital 140.000.000 € pour une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital	Néant	Néant	Néant
5. Augmentation de capital ou émission de valeurs mobilières par placement privé sans maintien du droit préférentiel de souscription	21/05/2019	21/07/2021	2.000.000 € pour une augmentation de capital 140.000.000 € pour une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital	Néant	Néant	Néant
6. Augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	21/05/2019	21/07/2021	20% du capital par an maximum S'imputera sur la limite de 2.000.000 € pour une augmentation de capital visée au point 3	Néant	Néant	Néant
7. Augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription par offre public ou par placements privés	21/05/2019	21/07/2021	10% du capital (*) maximum S'imputera sur la limite de 2.000.000 € pour une augmentation de capital visée au point 3	Néant	Néant	Néant
8. Augmentation de capital sans droit préférentiel en rémunération d'apports en nature portant sur des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital	21/05/2019	21/07/2021	10% du capital (*) maximum S'imputera sur la limite de 2.000.000 € pour une augmentation de capital visée au point 3	Néant	Néant	Néant
9. Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et attribution d'actions gratuites ou élévation de la valeur nominale des actions existantes	21/05/2019	21/07/2021	2.000.000 € Le montant s'imputera sur la limite de 2.000.000 € pour une augmentation de capital visée au point 3	Néant	Néant	Néant
10. Augmentation de capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	21/05/2019	21/07/2021	214.006 € Pas plus de 4% du capital par an au jour de l'utilisation de la résolution	Néant	Néant	Néant



### **Modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale**

L'article 21 des statuts de la Société décrit les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales.

La participation des actionnaires aux Assemblées Générales est également régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

A l'issue de chaque Assemblée Générale, la Société publie sur son site internet les résultats du vote pour chacune des résolutions présentées aux actionnaires.

### **Exposition et explication des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange**

Conformément à l'article L. 225-37-5 du Code de commerce, sont précisées ci-après les informations se rapportant aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange.

Selon les statuts de la Société :

- Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2,5% du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus; à défaut d'avoir été ainsi déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5% du capital social en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

# 2

# Rémunérations

- 2.1 Politique de rémunération des membres du Conseil
- 2.2 Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

## 2. Rémunérations

### 2.1 Politique de rémunération des membres du Conseil

Conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale des actionnaires sera appelée à voter sur des projets de résolution fixant comme suit la politique de rémunération des mandataires sociaux.

Eléments de rémunération	Principes	Critères de détermination
Rémunération	L'enveloppe globale des rémunérations versées aux membres du Conseil est fixée par l'Assemblée Générale. Chaque administrateur perçoit une rémunération fixe au titre de son mandat d'administrateur et en fonction de son rôle au sein du Conseil et de ses Comités.	Cette enveloppe est d'un montant de 200 000 euros, conformément à la résolution 33 de l'Assemblée Générale du 27 avril 2017.

en euros	Montants bruts versés en 2019	Montants bruts versés en 2020
<b>M. Anvaraly Jiva</b>	A renoncé à son droit de percevoir une rémunération en sa qualité de Président du Conseil d'Administration	A renoncé à son droit de percevoir une rémunération en sa qualité de Président du Conseil d'Administration
<b>Mme Lise Fauconnier</b>	22 500	25 000
<b>M. Vivien Levy-Garboua</b>	32 500	35 000
<b>Mme Sofia Merlo</b>	32 500	35 000
<b>Mme Shabrina Jiva</b>	22 500	25 000

### 2.2 Politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Conformément aux articles L. 225-37-2 et L. 225-37-3 du Code de commerce, les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long terme et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables à Monsieur Anvaraly Jiva (Président Directeur Général) doivent faire l'objet d'une résolution soumise au moins chaque année à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Conformément à ces dispositions, l'Assemblée Générale du 16 juin 2020, dans sa 7<sup>ème</sup> résolution, a validé lesdits principes et critères à l'origine du versement des éléments de rémunération attribuables à Monsieur Anvaraly Jiva.

#### 2.2.1 Rémunération du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020

Les rémunérations brutes versées en euros durant cette période à chaque mandataire social, par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société ou contrôlant la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce figurent dans le tableau ci-dessous.

Mandataires sociaux	Fixe	Variable	Exceptionnel	Avantages en nature	Rémunération attribuée au titre de la participation au Conseil d'Administration
<b>Président Directeur Général</b>					
<b>M. Anvaraly Jiva</b>	360 000	480 000 <sup>1</sup>		4 500	20 000 <sup>2</sup>
<b>Directeur Général Délégué<sup>3</sup></b>					
<b>M. Michael de Verteuil</b>	229 311	280 500 <sup>5</sup>	143 442 <sup>4</sup>	2 148	15 000 <sup>2</sup>

L'attribution des rémunérations variables est liée à l'atteinte d'objectifs déterminés en début d'année et qui dépendent des fonctions de l'intéressé : des critères de réalisation de chiffre d'affaires et/ou de résultat sur son périmètre de responsabilité, la définition de tâches spécifiques qui sont à mener à bonne fin, etc. Les rémunérations exceptionnelles éventuelles sont fonction de l'accomplissement éventuel d'actions particulières ou de la réalisation de performances financières dépassant l'objectif fixé. Ces types de rémunérations sont, pour les mandataires sociaux, soumis à décision du Conseil d'Administration.

Les mandataires sociaux, qui sont rémunérés par la Société, adhèrent aux régimes de retraite et de prévoyance applicables à la Société, laquelle prend en charge les cotisations patronales correspondantes. Aucun régime complémentaire spécifique de retraite, notamment à prestations définies, n'a été mis en place pour les mandataires sociaux et la Société n'a pas pris d'autres engagements au bénéfice des seuls mandataires sociaux.

Le Directeur Général Délégué, salarié de la Société, bénéficie le cas échéant lors de son départ de la Société des indemnités de licenciement ou indemnités de fin de carrière prévues pour tous les salariés dans la Convention Collective et les accords d'entreprise, qui sont limitées respectivement à 12 mois de rémunération pour une indemnité de licenciement et 4,5 mois de rémunération pour une indemnité de fin de carrière. Il n'est pas prévu d'éléments de rémunération, indemnités ou autres avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonction de mandataire social.

- 1-M. Anvaraly Jiva a perçu 100% de la rémunération variable 2019.
- 2-Rémunération allouée perçue au titre d'un mandat d'administrateur au sein du Conseil d'Administration d'une filiale du Groupe.
- 3-Rémunération au titre de son seul contrat de travail.
- 4- Indemnité liée à la fin du contrat de travail de M. Michael de Verteuil de son poste de Directeur de Développement International en raison de son départ à la retraite. Il n'a perçu aucune rémunération au titre de son mandat de Directeur Général Délégué.
- 5- Perception du solde de la rémunération variable 2019 (115 500€) ainsi que 100% de la rémunération variable 2020 (165 000€).

Il est précisé que les mandataires sociaux, en sus de leur rémunération au titre de leur mandat social au sein de la Société, ont également reçu au mois de novembre 2020 une rémunération provenant de leurs fonctions au sein du Conseil d'Administration d'une société du Groupe implantée au Luxembourg.

La répartition de l'enveloppe des rémunérations allouées s'est effectuée comme suit :

- Monsieur Anvaraly Jiva a reçu la somme de 20.000€ ;
- Monsieur Michael de Verteuil a reçu la somme de 15.000€.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce, sont présentées ci-dessous les rémunérations du Président Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sur les cinq derniers exercices au regard des rémunérations moyenne et médiane des salariés de l'UES sur la base d'un temps plein.

Rémunérations des mandataires sociaux					
Mandataires sociaux	2020	2019	2018	2017	2016
Michael de Verteuil	657 797,30	382 844,37	348 879,87	380 907,87	354 695,07
Anvaraly Jiva	844 500,00	796 500,00	748 500,00	637 114,00	598 892,00
Denis Bley	-	-	390 443,00	383 173,53	348 613,59

Rémunérations moyennes et médianes des salariés de l'UES (hors mandataires) sur la base d'un temps plein					
Mandataires sociaux	2020	2019	2018	2017	2016
Rémunération moyenne	68 103,53	71 275,71	68 180,26	68 766,99	67 037,52
Rémunération médiane	62 986,48	64 899,99	62 442,22	60 881,01	60 056,61

Ratios (moyenne/médiane) des mandataires sociaux					
Moyenne					
Mandataires sociaux	2020	2019	2018	2017	2016
Michael de Verteuil	9,66	5,37	5,12	5,54	5,29
Anvaraly Jiva	12,40	11,17	10,98	9,26	8,93
Denis Bley			5,73	5,57	5,20

Médiane					
Mandataires sociaux	2020	2019	2018	2017	2016
Michael de Verteuil	10,44	5,90	5,59	6,26	5,91
Anvaraly Jiva	13,41	12,27	11,99	10,46	9,97
Denis Bley			6,25	6,29	5,80

## 2.2.2 Principes et composantes de la rémunération du Président Directeur Général

Conformément à l'article L.225-37-2 du Code de Commerce modifié par l'ordonnance n°2019-1234 du 27 novembre 2019, nous vous présentons ci-après les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, longs termes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables à Monsieur Anvaraly Jiva, Président Directeur Général. Cette présentation tient compte des décisions prises par le Conseil d'administration du 16 février 2021 concernant la rémunération du Président Directeur Général.

Les principes de la rémunération du mandataire social exécutif sont proposés par le Comité des Rémunérations, et approuvés par le Conseil d'Administration. Les principes, qui régissent la détermination de la rémunération du Président Directeur Général, sont établis dans le cadre du Code AFEP- MEDEF auquel la Société se réfère.

Les éléments de la rémunération du Président Directeur Général, comprennent, conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration réuni le 16 février 2021 les éléments décrits ci-dessous.

Il convient également de préciser que la rémunération variable du Président Directeur Général est une rémunération conditionnelle, reposant sur des critères de performance opérationnelle, à la fois qualitatifs et quantitatifs. Ces objectifs sont étroitement alignés avec les ambitions du Groupe telles que régulièrement présentées aux actionnaires et à la communauté financière.

Le Président Directeur Général n'a pas de contrat de travail et ne bénéficie d'aucune indemnité de départ ni d'aucune indemnité relative à une clause de non-concurrence en cas de cessation de son mandat. Il dispose d'un régime de retraite supplémentaire spécifique.

## Principes et éléments de la rémunération du Président Directeur Général

Principes de la rémunération	Éléments de la Rémunération	Éléments composant la Rémunération totale en numéraire de M. Anvaraly Jiva à compter du 1 <sup>er</sup> Janvier 2021	Nature et Pondération des composants de la Rémunération variable
<p>• <b>Principe d'équilibre</b> :</p> <p>le Comité des rémunérations veille à ce qu'aucun élément composant la rémunération du Président Directeur Général ne soit disproportionné.</p> <p>• <b>Principe de compétitivité</b> :</p> <p>le Comité des rémunérations veille également à la compétitivité de la rémunération du dirigeant mandataire social.</p> <p>• <b>Lien avec la performance</b> :</p> <p>La rémunération du Président Directeur Général est étroitement liée aux performances du Groupe, notamment au moyen d'une rémunération variable établie sur la base de l'atteinte d'objectifs financiers au niveau du Groupe et sur divers points relatifs à l'organisation et à la préparation de l'avenir du Groupe.</p>	<b>Rémunération fixe</b>	Une rémunération fixe brute de 360 000 euros sur l'année, à laquelle s'ajoute l'avantage en nature relatif à un véhicule de fonction	
	<b>Rémunération variable</b>	Un montant brut maximum de prime d'objectifs de 500 000 euros représentant 138,89% de la rémunération fixe brute, dont le versement est subordonné à l'atteinte d'objectifs financiers au niveau du Groupe et d'objectifs liés à l'organisation et à la préparation de l'avenir du Groupe	Au titre de l'exercice 2021, la nature et la pondération des objectifs composant la rémunération variable du Président Directeur Général sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une première série d'objectifs de nature quantitative repose sur l'atteinte d'indicateurs financiers pour 2020 que sont le chiffre d'affaires, l'EBITDA et la prise de commandes (pondération d'environ 55%).</li> <li>• Une deuxième série d'objectifs de nature managériale visant à renforcer l'équipe management par des recrutements additionnels et pérenniser la mise en place de la nouvelle organisation (pondération d'environ 15%).</li> <li>• Une dernière série d'objectifs de nature stratégique avec le renforcement des premiers partenariats <i>business</i> et la poursuite de la transformation digitale (pondération d'environ 30%).</li> </ul>
	<b>Montant forfaitaire de la rémunération allouée</b>	Un montant forfaitaire annuel de rémunération allouée au titre de son mandat au Conseil d'Administration de la Société Linedata Services de 20 000 euros auquel il renonce. Le Président Directeur Général perçoit par ailleurs une rémunération pour un montant total de 20 000 euros net au titre du mandat d'administrateur détenu dans une filiale du Groupe.	
	<b>Avantages en nature</b>	Les avantages en nature octroyés au Président Directeur Général lors de sa nomination sont restés inchangés. A titre indicatif, ils sont valorisés à 4 500 euros pour 2020 et concernent un véhicule de fonction.	



**Linedata**

**RAPPORT DE  
GESTION 2020**

Linedata Services  
Société anonyme au capital de 6.518.150 euros Siège  
social : 27, rue d'Orléans– 92200 Neuilly-sur-Seine



# Sommaire

- 1. ACTIVITE DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2020 ET FAITS MARQUANTS**
  - 1.1 Environnement**
  - 1.2 Réalisations de l'exercice**
    - 1.2.1 Asset Management
    - 1.2.2 Lending & Leasing
    - 1.2.3 Autres activités
  - 1.3 Evénements particuliers de l'exercice**
- 2. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2020**
  - 2.1 Chiffre d'affaires**
  - 2.2 Composition du chiffre d'affaires**
  - 2.3 Marges et résultats**
  - 2.4 Financement et structure financière**
  - 2.5 Comparaison avec les perspectives**
  - 2.6 Litiges**
  - 2.7 Risques et gestion des risques**
- 3. ACTIVITE DE LINEDATA SERVICES DURANT L'EXERCICE 2020 ET FAITS MARQUANTS**
- 4. COMPTES SOCIAUX DE LINEDATA SERVICES POUR L'EXERCICE 2020**
- 5. ACTIVITE DES FILIALES**
  - 5.1 Asset Management**
  - 5.2 Lending & Leasing**
  - 5.3 Centre d'excellence**
- 6. EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE**
- 7. PERSPECTIVES D'AVENIR**
- 8. PRISES DE CONTRÔLE ET SOCIETES CONTROLEES**
- 9. INFORMATION SUR L'ACTIONNARIAT**
- 10. EVOLUTION DES COURS ET DU MARCHÉ DE L'ACTION**
  - 10.1 Cours de l'action Linedata Services sur deux ans**
  - 10.2 Volumes mensuels de l'action Linedata Services sur deux ans**
- 11. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**
- 12. RESULTAT DE LINEDATA SERVICES ET AFFECTATION**
- 13. RISQUES FINANCIERS LIES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE**
- 14. CONTRÔLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES**
  - 14.1 Contrôle interne**
    - 14.1.1 Définition et objectif du contrôle interne**
    - 14.1.2 Organisation du groupe**
    - 14.1.3 Présentation du dispositif du contrôle interne**
    - 14.1.4 Le périmètre d'intervention**
  - 14.2 Activité de contrôle**
    - 14.2.1 Revue de performance et reporting
    - 14.2.2 Les procédures comptables, financières et administratives
    - 14.2.3 Le processus d'acquisitions externes
  - 14.3 Gestion des risques**
    - 14.3.1 Cadre organisationnel
    - 14.3.2 Cartographie des risques majeurs
  - 14.4 Activité de conformité**
  - 14.5 Pilotage et surveillance du dispositif**
    - 14.5.1 Pilotage managérial
    - 14.5.2 Le Département Audit & Conformité
    - 14.5.3 Organisation des missions du Département Audit & Conformité
    - 14.5.4 Rapports et synthèses du Département Audit & Conformité

## 1. ACTIVITE DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2020 ET FAITS MARQUANTS

Linedata a réalisé un chiffre d'affaires de 161 M€ en 2020, en baisse de 5,1% par rapport à 2019. A données comparables, ce chiffre est en baisse de 4,0%.

La part récurrente du chiffre d'affaires en 2020 augmente en pourcentage (79% en 2020 vs. 75% en 2019) et en valeur absolue (+0,8 M€). Cette progression confirme la pérennité du modèle économique de Linedata, y compris en période de conjoncture économique dégradée.

La prise de commande <sup>(1)</sup> s'élève à 55,5 M€, en hausse de 7,8% par rapport à 2019.

Le segment Asset Management a affiché un léger recul. Le pôle front-office a bénéficié des premières migrations de la base installée sur la nouvelle plateforme AMP, avec une hausse sensible du revenu consulting. L'activité des Services a été stable. Les offres de co-sourcing aux Etats-Unis dans les domaines du middle-office et de la gestion des risques sont très bien orientées, avec une croissance globale de près de 5%.

Le segment Lending & Leasing est, quant à lui, en diminution par rapport à l'année 2019. L'activité a toutefois nettement rebondi au 4<sup>ème</sup> trimestre avec la signature de nombreux contrats concernant aussi bien la base installée avec des migrations sur les nouvelles plateformes que de nouveaux clients Ekip<sup>360</sup> en Amérique du Nord et Loansquare en France.

Le Groupe a maintenu une activité soutenue de R&D (les frais de R&D représentent avant capitalisation 11,0% du chiffre d'affaires), accentuée par un effort dédié à l'innovation. Ceci permet à Linedata de mettre son expertise technologique toujours plus au service du développement de ses clients. Au-delà de l'accompagnement des réformes réglementaires et de l'enrichissement de ses offres, le Groupe a poursuivi sa transformation digitale avec le lancement d'initiatives autour de l'intelligence artificielle, la poursuite de la modernisation de sa gamme applicative et a accéléré le développement de la nouvelle plateforme AMP sur le segment Asset Management.

Les charges opérationnelles sont, quant à elles, en baisse par rapport à l'année 2019. Le Groupe a adapté son niveau de charges à son volume d'activité.

L'EBITDA dégagé dans ce contexte s'élève à 48,4 M€, soit un taux d'EBITDA de 30,1% contre 27,5% en 2019. Le résultat opérationnel augmente à 32,6 M€, soit un taux de 20,3% contre 17,5% en 2019.

Le résultat net du Groupe s'établit à 20,3 M€, soit une marge nette de 12,6% (contre 17,5 M€ en 2019, soit une marge nette de 10,3%).

Il est rappelé que l'EBITDA, indicateur clé du Groupe, se définit comme le résultat opérationnel hors dotations nettes aux amortissements et aux provisions courantes et non courantes. L'EBIT correspond au résultat opérationnel.

Le Groupe Linedata a établi ses comptes consolidés en euros selon les normes IFRS. Les états financiers 2020 présentent à titre comparatif le bilan clos au 31 décembre 2019 et le compte de résultat de l'exercice 2019 établis selon le même référentiel. Conformément à l'organisation opérationnelle du Groupe par segment, les éléments financiers sont communiqués sur la base d'une information sectorielle par segment d'activité. Le segment Asset Management regroupe toutes les offres destinées à la gestion des fonds traditionnels et alternatifs du front au back office et le segment Lending & Leasing est constitué de l'ensemble des activités Crédits et Financements. Un segment "Autres activités" comprend l'Assurance et l'Epargne retraite (ainsi que certains éléments des services centraux non affectables aux activités pour la partie bilancielle). Une présentation du chiffre d'affaires par région est maintenue en parallèle du fait notamment de l'impact significatif des variations de taux de change.

### 1.1. Environnement

Linedata Services est un éditeur de solutions et prestataires de services spécialisés dans deux grandes activités de l'industrie des services financiers : la gestion de tout type d'investissement « Asset Management » (comprenant la gestion d'actifs, l'administration des fonds et l'Assurance) et les Crédits et Financements.

#### 1.1.1. Asset Management

##### Gestion d'actifs

L'année 2020 a été une année de défis importants, y compris pour la gestion d'actifs. Dans le contexte de la pandémie, l'agilité des gestionnaires d'actifs a été d'autant plus importante au regard de la volatilité des marchés. Les sociétés de gestion d'actifs et leurs prestataires de services ont dû faire preuve d'une grande réactivité pour garantir la justesse de leurs opérations face à l'augmentation du niveau d'activité. La clé du succès des gestionnaires d'actifs dans la conservation et la croissance de leurs actifs dans ce nouvel environnement a reposé sur leur capacité à innover en s'appuyant notamment sur l'intelligence artificielle dans leurs investissements. Ils ont ainsi fait de l'innovation technologique leur allié pour fournir un service de haut niveau à leurs clients à distance.

Linedata a accompagné ses clients pour répondre à leurs défis tout au long de l'année 2020, avec notamment :

- Le lancement de « Linedata Data Management (DMS) » : ce service permet aux clients de s'abonner à des données de marché et de référence pour les utiliser dans nos logiciels ainsi que pour d'autres solutions du marché. Basée sur la technologie « Datahub » de Linedata et les données de notre partenaire ICE, cette solution permet à nos clients de créer une couche d'abstraction entre les données qu'ils utilisent et la façon dont ils les obtiennent. Offrant une couverture étendue et des options d'enrichissement à partir de sources multiples, DMS est conçu pour résoudre le défi complexe de la gestion de données au sein de sociétés de gestions d'actifs.
- Le déploiement à grande échelle de la solution Linedata Analytics lancée en 2019 intègre des modèles de machine learning avancés, lesquels permettent à nos clients de prévenir les pertes liées aux risques opérationnels et ainsi de prendre les décisions les plus adaptées.
- Le lancement des versions « convergentes » de Linedata Longview et Linedata Globalhedge, dans le cadre de AMP (Asset Management Platform), plateforme modulaire et cloud native visant à consolider l'ensemble de l'offre Asset Management de Linedata. Plusieurs modules complémentaires, comme le module « Trading » sont venus compléter l'offre AMP et vont continuer à être développés en 2021.

### **Administrateurs de fonds**

En 2020, les administrateurs de fonds ont également dû faire face à de nouveaux défis. Les plans de continuité d'activité ont été déployés sur des périodes plus longues que prévu et, bien qu'ils se soient avérés solides, ils ont mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la transition vers un environnement opérationnel plus numérique. Cette période singulière a créée des opportunités en invitant les administrateurs de fonds à repenser leur modèle de fonctionnement en s'appuyant toujours plus sur les nouvelles technologies. Les applications numériques, les tableaux de bord et la relation clientèle constituent les moteurs de la satisfaction, de la fidélisation et de la croissance des clients.

Les solutions de Linedata accompagnent nos clients dans leur volonté d'améliorer leur modèle économique et de renforcer la rentabilité de leurs activités grâce notamment:

- Aux capacités d'automatisation complètes qui permettent ainsi aux administrateurs de fonds de se concentrer sur leurs tâches à plus forte valeur ajoutée;
- La fourniture d'un portail web Linedata Mshare : outil de navigation permettant aux investisseurs d'accéder à la visualisation en temps réel de leurs avoirs et de leur activité grâce à des tableaux de bord graphiques, qui facilitent l'auto-administration des investisseurs comme la saisie des ordres et la mise à jour des profils;
- Le déploiement de Linedata Optima : outil avancé de gestion qui aide les administrateurs à rationaliser et à automatiser leurs opérations d'administration de fonds. Linedata Optima leur permet ainsi de gérer les coûts, de limiter les risques et ainsi de gérer plus efficacement les fonds. S'appuyant sur des tableaux de bord intuitifs et interactifs, Optima permet à nos clients de gérer et de suivre tous les aspects de leurs opérations de manière numérique;
- Les versions de Linedata Icon et Linedata MShare ont été optimisées pour les navigateurs et le cloud dans le cadre d'une transformation technologique globale de l'entreprise.

### **Assurance**

Les grands acteurs de l'industrie de l'assurance continuent leur transformation digitale et leur automatisation des back-offices.

Linedata offre en France une couverture étendue des besoins des assureurs, mutuelles et courtiers dans le domaine de l'assurance de personnes. La nouvelle mise à jour majeure de Linedata Master I intègre une solution « PERin » clef en main, pour répondre aux nouveaux besoins des produits issus de la loi intitulée plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE).

#### **1.1.2. Crédit & Financements**

En 2020, la digitalisation des processus est devenue un impératif au vu des contraintes liées à la crise COVID. Les efforts d'automatisation du traitement des dossiers ont été maintenus et des attentes relatives au déploiement de l'intelligence artificielle se sont concrétisées. Le client final est de plus en plus demandeur d'une interaction directe sur son dossier, sans intermédiaire. La crise COVID a généré le besoin de mise en place de nouvelles fonctionnalités afin de gérer les nouveaux dispositifs gouvernementaux mis en place dans la plupart des pays où sont déployés nos outils. Les marchés américains et européens continuent de constituer l'essentiel du potentiel d'affaires pour le segment d'activité crédits et financements. La compétition sur ces marchés reste intense et si la maîtrise des contraintes réglementaires reste un élément fondamental, l'innovation devient plus que jamais un critère différenciant pour les clients ainsi que la capacité à s'adapter et réagir face à des situations de crises. L'agilité des équipes et des solutions afin de gérer une crise en constante évolution a ainsi été un des facteurs importants de 2020. L'année 2020 a permis de poursuivre le déploiement de nos solutions en adaptant nos process à l'impossibilité de se rendre sur certains sites clients. Par ailleurs les efforts R&D ont été maintenus notamment pour la transition de nos offres vers le Cloud et le déploiement de solutions exploitant les nouvelles opportunités offertes par l'intelligence artificielle.

<sup>1</sup> La prise de commande s'entend du montant cumulé des commandes signées par les clients sur une période donnée. Elle comprend 100% du montant des contrats de licence perpétuelle et 100% du montant des contrats de développement et d'implémentation des logiciels. Pour les contrats de maintenance et d'exploitation ainsi que de licence dite mensuelle, il n'est tenu compte que d'une valeur sur douze mois indépendamment de la durée réelle du contrat.

## 1.2. Réalisation de l'exercice

### 1.2.1. Asset Management

Le segment Asset Management a affiché une bonne résistance au regard du contexte pandémique et de la situation politique à Hong-Kong. Les solutions de front office ont été portées par le succès de la nouvelle version de Linedata Longview ainsi que par les premières migrations de la base installée sur la nouvelle plateforme AMP (Asset Management Platform), laquelle a généré une hausse sensible du revenu consulting. A contrario, l'activité back office est en retrait, en raison d'une diminution du nombre de projets de customisation de la part des grands donneurs d'ordre.

Le revenu des services s'est maintenu. Au cours de cette année, malgré le travail à distance, Linedata a su maintenir une qualité de services élevée et est restée un acteur de tout premier ordre dans les domaines de l'outsourcing aux Etats-Unis des fonctions de middle office et de risque, avec une croissance globale de près de 5%.

Le chiffre d'affaires du segment Asset Management s'élève à 109,6 M€, en diminution de 3,2% en données publiées par rapport à 2019.

La maîtrise des charges d'exploitation, incluant notamment un recours accru aux ressources offshore du Groupe pour les prestations de support et R&D, a permis d'augmenter l'EBITDA à 29,3 M€, soit une marge de 28,1% contre 25,6% en 2019, tandis que le résultat opérationnel augmente à 19,5 M€, soit une marge de 18,6% (contre 15,9% en 2019).

### 1.2.2. Lending & Leasing

L'activité Lending&Leasing a été beaucoup plus sensible à l'impact de la crise Covid-19. En effet, l'activité récurrente de ce segment ne représente que 75% de son revenu et les projets d'implémentation et de customisation des plateformes Linedata Ekip et Line data Capitalstream nécessitent la mise à disposition de ressources de consulting et d'études très importantes. En raison de l'accessibilité réduite des sites clients et de l'impossibilité de réaliser certaines tâches en télétravail, l'activité a connu une décélération sur le deuxième et troisième trimestre. Cependant, l'activité a nettement rebondi au 4<sup>ème</sup> trimestre avec la signature de nombreux contrats. Ceux-ci concernent aussi bien la base installée avec des migrations sur les nouvelles plateformes que de nouveaux clients Ekip<sup>360</sup> en Amérique du Nord et de Loansquare en France.

Sur l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires du segment Lending & Leasing s'établit à 51,4 M€, en diminution de 8,8% par rapport à 2019. L'EBITDA est stable à 16,1 M€, soit un taux de 31,4% contre 28,6% en 2019, de même que le résultat opérationnel à 10,5 M€ soit un taux de 20,4% (contre 18,1% en 2019).

### 1.2.3. Autre activité

Avec un chiffre d'affaires de 5,1 M€, ce segment est en légère augmentation de 1,6% par rapport à 2019.

L'EBITDA s'établit à 3 M€, soit une marge d'EBITDA de 57,6% (contre 55,3% en 2019), et le résultat opérationnel à 2,6 M€, soit une marge de 51,6% (45,7 % en 2019).

## 1.3. Evénements particuliers de l'exercice

### Emprunts bancaires

En septembre 2020, Linedata Services SA a souscrit un emprunt BPI d'un montant de 15 M€ au titre du renforcement de la structure financière.

Au cours de l'exercice, Linedata Services SA a remboursé des échéances de l'emprunt BNP Paribas à hauteur de 3,1 M€, des emprunts BPI à hauteur de 2,7 M€ ainsi qu'une première échéance à hauteur de 4 M€ du crédit syndiqué de 20 M€.

Linedata a également procédé au remboursement du crédit-bail immobilier de 2016 à hauteur de 1,3 M€ au cours de l'exercice.

Par précaution, dans le cadre de la crise sanitaire mondiale actuelle, le Groupe Linedata a sollicité, de ses partenaires bancaires, un report d'échéance :

- Sur le Crédit syndiqué, d'une valeur à l'origine de 20 M€, l'échéance de juillet 2020 est repoussée à avril 2022 pour un montant de 4 M€.
- Sur l'emprunt BNP, d'une valeur à l'origine de 20 M€, les échéances du 2ème et 3ème trimestre 2020 sont repoussées à avril 2022 pour un montant de 3,1 M€.
- Sur les emprunts BPI, d'une valeur à l'origine de 20 M€, les échéances de mars et août 2020 sont repoussées en août 2022 et janvier 2023 pour un montant de 2,6 M€.



## **Acquisition de la société Loansquare à 100%**

Le 7 janvier 2019, Linedata Services Leasing & Credit SAS avait acquis 70% du capital de la startup Loansquare, nouvel acteur dans le monde des plateformes de financement d'entreprise.

Au 31 mars 2020, le Groupe a racheté aux minoritaires de Loansquare les 30% complémentaires pour un montant de 0,3 M€.

Loansquare facilite la mise en place et la gestion de tous types de crédits via une plateforme digitale qui fluidifie les échanges entre emprunteurs et institutions financières :

- Le « portail emprunteur » permet aux emprunteurs d'exprimer leurs besoins en financement, d'inviter leurs partenaires bancaires et de piloter leur portefeuille de crédits ;
- Le « portail service » propose aux prêteurs de gérer au quotidien les transactions et engagements de manière totalement automatisée et sécurisée.
- L'expérience Utilisateurs est enrichie grâce à des fonctionnalités innovantes d'agenda, de messagerie et de gestion documentaire.

Loansquare est en effet compatible avec :

- Linedata Uniloan<sup>360</sup>, solution back-office de financements structurés couvrant le cycle de vie d'un dossier du closing à la gestion de la vie du financement, jusqu'à maturité ;
- Linedata Capitalstream, solution globale d'origine, de gestion des risques et de pilotage de portefeuilles de financement ; et
- Linedata Ekip<sup>360</sup>, solution globale de gestion des opérations de crédits – immobiliers, leasing, financements automobiles, crédits consommation, revolving.

## 2. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2020

Les comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont établis selon le référentiel IFRS. Le comparatif au titre de l'exercice 2019 a été établi selon les mêmes normes.

### 2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires annuel s'établit à 161,0 M€, en baisse de 5,1% par rapport à 2019. A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires ressort en diminution de -4,0% par rapport à 2019.

Sur l'exercice, les activités récurrentes (maintenance, licences récurrentes et ASP) représentent 79% du chiffre d'affaires contre 75% en 2019, avec une légère augmentation en valeur à 128,0 M€ (127,2 M€ en 2019).

### 2.2 Composition du chiffre d'affaires

Sur l'exercice 2020, le chiffre d'affaires consolidé s'analyse comme suit. Par segment d'activité:

(en milliers d'euros)	CA 2019	CA 2020	Variation	Variation à données comparables	% du CA 2019	% du CA 2020
Asset Management	108 257	104 491	(3,5%)	(2,1%)	63,8%	64,9%
Lending & Leasing	56 349	51 394	(8,8%)	(8,2%)	33,1%	31,9%
Autres activités	5 048	5 128	1,6%	1,6%	3,0%	3,2%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>169 653</b>	<b>161 013</b>	<b>(5,1%)</b>	<b>(4,0%)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Par région :

(en milliers d'euros)	CA 2019	CA 2020	Variation	Variation à données comparables	% du CA 2019	% du CA 2020
Europe du Sud	56 883	52 241	(8,2%)	(8,2%)	33,5%	32,4%
Europe du Nord	32 921	30 692	(6,8%)	(5,7%)	19,4%	19,1%
Amérique du Nord	70 665	69 727	(1,3%)	0,7%	41,7%	43,3%
Asie	9 185	8 353	(9,1%)	(8,2%)	5,4%	5,2%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>169 653</b>	<b>161 013</b>	<b>(5,1%)</b>	<b>(4,0%)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

### 2.3 Marges et Résultats

L'EBITDA s'élève à 48,4 M€ soit un taux d'EBITDA de 30,1% contre 27,5% en 2019. Le résultat opérationnel du Groupe (EBIT) s'établit à 32,6 M€ pour l'exercice 2020, soit un taux d'EBIT de 20,3%.

L'EBITDA et le résultat opérationnel s'établissent comme suit par segment d'activité :

(en milliers d'euros)	EBITDA				EBIT			
	2019	2020	% du CA 2019	% du CA 2020	2019	2020	% du CA 2019	% du CA 2020
Asset Management	27 760	29 340	25,6%	28,1%	17 252	19 475	15,9%	18,6%
Lending & Leasing	16 097	16 140	28,6%	31,4%	10 214	10 501	18,1%	20,4%
Autres activités	2 790	2 952	55,3%	57,6%	2 307	2 646	45,7%	51,6%
<b>TOTAL</b>	<b>46 647</b>	<b>48 432</b>	<b>27,5%</b>	<b>30,1%</b>	<b>29 773</b>	<b>32 622</b>	<b>17,5%</b>	<b>20,3%</b>

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 2,1 M€ contre 2,3 M€ en 2019, et reste à un niveau stable.

Les autres produits et charges financiers (charge nette de -3,1 M€) sont essentiellement constitués des gains et pertes de change sur les transactions commerciales libellées en devises étrangères dont l'impact net est une charge de 2,6 M€ contre un gain de change de 0,3 M€ en 2019.

La charge réelle d'impôt s'élève à 7,1 M€, contre 9,5 M€ en 2019, essentiellement en raison de la mise en place de l'« IP Box » sur les revenus nets de licences d'actifs incorporels, qui bénéficient d'un taux d'IS réduit à 10% (contre 28% pour le taux standard). L'application du nouveau dispositif a conduit à une économie d'impôts de 1,2 M€ pour l'exercice 2019 comptabilisé dans les états financiers de 2020.

Le résultat net s'établit ainsi à 20,3 M€, représentant 12,6% du chiffre d'affaires. En 2019, le résultat net s'élevait à 17,5 M€, soit 10,3% du chiffre d'affaires. Le bénéfice net dilué par action est de 3,09 € (contre 2,69 € en 2019).

Le Groupe a continué à investir en Recherche & Développement sur ses produits et a accéléré ses programmes portés sur l'innovation tels que l'intelligence artificielle comme en atteste le projet AMP. Le montant total des dépenses de Recherche & Développement, soit 17,6 M€, représente 11,0% du chiffre d'affaires, en baisse par rapport à 2019 où elles représentaient 11,1% du chiffre d'affaires (18,8 M€ en 2019). Une partie de ces dépenses a été capitalisée pour un montant de 8,0 M€. Par ailleurs, au titre de l'exercice 2020, des charges de Recherche & Développement ont généré 0,7 M€ de Crédits d'Impôt Recherche, en France et aux États-Unis.

## 2.4 Financement et structure financière

La structure financière au 31 décembre 2020 est la suivante :

- capitaux propres : 121,5 M€ (118,6 M€ au 31 décembre 2019),
- endettement net : 84,1 M€ (89,9 M€ au 31 décembre 2019),
- ratio dettes nettes sur capitaux propres : 69,2 % (contre 75,6% au 31 décembre 2019).

L'évolution des capitaux propres comprend essentiellement, outre le résultat de l'exercice, le versement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, d'un dividende d'un montant net total de 6,1 M€ et l'effet des opérations de rachat d'actions propres pour 3,2 M€.

Comme indiqué en note 9.4.1 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe Linedata a satisfait au 31 décembre 2020 à l'obligation de respect du ratio financier (covenants) prévue au titre de la dette bancaire et obligataire.

## 2.5 Comparaison avec les perspectives

Le segment Asset Management a affiché une bonne résistance au regard du contexte pandémique et de la situation politique à Hong-Kong grâce notamment à la nouvelle version de Linedata Longview et aux premières migrations vers la plateforme AMP (Asset Management Platform).

A contrario, l'activité Lending&Leasing a été plus sensible à l'impact du Covid-19. Néanmoins, l'activité s'est reprise au 4<sup>ème</sup> trimestre avec la signature de nombreux contrats.

L'année 2020 a mis en exergue la pérennité et la robustesse du modèle économique de Linedata dans une conjoncture économique dégradée.

## 2.6 Litiges

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances.



## 2.7 Risques et gestion des risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels est confronté le Groupe peuvent s'analyser comme suit :

### **Risques Stratégiques** :

Ces risques pouvant impacter la Stratégie du Groupe sont suivis et gérés au niveau de la Direction Générale, ils comprennent notamment ceux :

- liés à l'offre, aux développements et à l'innovation ;
- liés aux acquisitions et à leur intégration ;
- liés aux impacts de l'environnement macro-économique.

### **Risques financiers** :

Ils sont suivis et gérés au niveau de la Direction Financière du Groupe, sous la supervision de la Direction Générale qui valide les décisions prises en la matière. La note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés détaille les éléments relatifs aux risques de marché, dont on retiendra notamment :

- les risques de taux d'intérêts : l'emprunt syndiqué à taux variable est assorti d'un contrat de couverture de taux (contrat de swaps de taux);
- les risques de change : ils concernent essentiellement la conversion des dettes et créances intra- groupe en devise, qui ne font pas l'objet d'une couverture spécifique;
- le risque de liquidité : Linedata Services estime être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les autres risques financiers concernent principalement :

- le risque de dépréciation d'actif incorporels qui est présenté dans l'annexe des comptes consolidés ;
- le risque de fraude, le Groupe mène régulièrement auprès des services concernés des actions de sensibilisation et prévention contre les risques de fraude et escroquerie ;
- le risque de crédit, le Groupe suit mensuellement les évolutions des créances clients et du délai de règlement client.
- le risque fiscal, assisté le cas échéant par des conseils externes, suit l'évolution des réglementations fiscales.

### **Risques opérationnels** :

Les risques opérationnels de Linedata concernent notamment ses parties prenantes, notamment :

- l'attraction, la gestion et la rétention des talents, ainsi que la gestion des plans de succession pour les fonctions clés ;
- la dépendance envers des fournisseurs clés ;
- la dépendance envers des clients clés.

Les activités opérationnelles de Linedata peuvent également être affectées par des « Risques Pays ». Une vigilance proactive est mise en place et Linedata a réparti ses activités de développement et de support sur différents pays. Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les activités opérationnelles sont impactées par la pandémie de « Covid-19 », toutefois, le plan de continuité basé sur le travail à distance permet la continuité des services.

### **Risques technologiques** :

Linedata s'attache à prévenir les risques liés à la sécurité des systèmes d'information du Groupe et à la protection des données, afin d'assurer la continuité d'activité en ce compris pour les prestations de services d'applications envers les clients. Le Groupe a dans ce cadre mis en place un Système de Management de la Sécurité de l'Information, reposant sur une équipe dédiée à la sécurité et incluant notamment une politique de sécurité au niveau du Groupe et des plans de continuité d'activité.

Linedata a également intégré le risque de Cybercriminalité et a mis en place un plan de réaction aux crises de cybercriminalité, une sensibilisation des acteurs internes sur le besoin de vigilance et de reporting ainsi que des partenariats avec des acteurs du marché afin de réagir en cas de gestion de crise majeure.

Depuis Décembre 2020, le Groupe Linedata externalise la gestion de son informatique auprès d'un fournisseur reconnu internationalement ayant des capacités importantes en matière de sécurité.

### **Risques juridiques** :

En tant qu'éditeur de progiciels à l'usage des établissements financiers, Linedata doit veiller à l'adaptation de ses produits aux évolutions législatives et réglementaires auxquels sont assujettis ses clients dans leurs différentes juridictions.

Le Groupe doit veiller à la protection des actifs immatériels constitués par sa propriété intellectuelle, notamment par le dépôt de codes sources et de marques, et s'assurer également de la non-violation de la propriété de tiers en particulier par des actions de sensibilisation des collaborateurs.

Concernant la protection des données personnelles et la conformité du Groupe au RGPD, un plan de conformité est mis en œuvre par le Data Protection Officer nommé en avril 2019 et suivi par le comité de pilotage sur la protection des données.

Le Groupe veille au suivi de ses litiges qui sont provisionnés sur la base d'une analyse circonstanciée des faits.

### **3. ACTIVITE DE LINEDATA SERVICES S.A. DURANT L'EXERCICE 2020 ET FAITS MARQUANTS**

Linedata Services exerce une activité de holding animatrice de son Groupe.

Le Conseil d'administration du 10 décembre 2020 a autorisé à compter de janvier 2021 à annuler 107.576 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 107.576 € pour le ramener à 6.518.150 €.

Linedata a poursuivi son projet d'entreprise à vocation caritative, «Linedata Charity».

C'est ainsi qu'elle a retenu trois domaines principaux d'intervention : l'Environnement, l'Education, et la Santé.

S'agissant de l'Education plus particulièrement, Linedata participe à la construction d'une université médicale en Ouganda, avec le parrainage de AKU (Aga Khan University), à travers le financement de la résidence universitaire. Au regard du contexte, le projet a pris un peu de retard. Avec cette initiative, Linedata vise à faciliter l'accès au savoir des étudiants Ougandais, qui en retour, participeront au développement de leur pays. Ce projet inclut la création d'un fonds interne de solidarité, alimenté chaque année à partir des résultats dégagés de l'activité opérationnelle de Linedata. La gouvernance de ce fonds est assurée par un comité interne, qui définit les grandes orientations, vote son budget et assure le suivi de l'utilisation des subsides. En 2020, les autres charges non courants sont principalement composées d'une dotation de 0,9 M€ pour financer le projet en Ouganda.

### **4. ACTIVITE DES COMPTES SOCIAUX DE LINEDATA SERVICES S.A. POUR L'EXERCICE 2020**

Les comptes de l'exercice 2020 de Linedata Services S.A. ont été établis selon les normes comptables françaises. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces comptes sont conformes à la réglementation en vigueur.

Il est rappelé que la Société avait opté pour le régime de groupe d'intégration fiscale, avec ses deux filiales françaises Linedata Services Leasing & Credit et Linedata Services Asset Management, à partir de l'exercice 2007 pour une durée de 5 ans, puis renouvelée par tacite reconduction.

#### **Situation financière de la Société**

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève en 2020 à 8,3 M€ contre 7,9 M€ en 2019. Il est constitué quasiment en totalité de prestations aux autres sociétés du Groupe.

Les charges externes sont en diminution de 1,7 M€ en 2020 essentiellement liée à des honoraires exceptionnels en 2019 dans le cadre de projets d'acquisition et des frais de conseil en étude stratégique et à une diminution des frais de déplacements en 2020 liée à la crise sanitaire.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à -3,4 M€ (contre -3,9 M€ en 2019).

Le résultat financier est positif à 34,4 M€. Il inclut les dividendes reçus des filiales pour 38,3 M€ (28,2 M€ en 2019), les charges des intérêts d'emprunts pour 2,0 M€ et pertes et gains de change représentant une charge de 2,0 M€ (contre un produit de 2,0 M€ en 2019)

Après un résultat exceptionnel positif de 0,2 M€ et un produit d'impôt sur les sociétés de 1,8 M€, le résultat net s'établit à 32,8 M€.

La Société n'exerce pas d'activité de Recherche & Développement.

Il est précisé que les comptes incluent des charges de caractère somptuaire visées par les articles 39-4 et 223 quater du CGI, constituées par les amortissements excédentaires des véhicules de fonction à hauteur de 13,5 K€. A ce titre, la Société a acquitté un impôt théorique de 4,5 K€. Ils incluent également des dépenses ou charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, à savoir la taxe sur les véhicules de fonction et la taxe annuelle sur les bureaux en Ile-de-France, pour un montant total de 24,9 K€ correspondant à un impôt théorique de 8 K€.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé en date du 16 juin 2020 la distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, d'un dividende de 0,95 € par action, soit un montant total théorique de 6 294 439 €. Le dividende a été mis en paiement en numéraire le 8 juillet 2020 pour un montant total de 6.096 988 € (au cours de l'exercice 2019, le dividende mis en paiement le 9 juillet 2019 était composé d'une quote-part ordinaire d'un montant brut de 1,35 € par action, soit un montant total théorique de 9.629.355 €).

La Société n'a pas accordé de prêts à d'autres sociétés que ses filiales directes ou indirectes.

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, la décomposition par date d'échéance du solde des dettes à l'égard des fournisseurs hors Groupe se présente comme suit :



Factures reçues et émises non réglées (exclues les FNP & FAE) à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du Code de commerce) :

(en milliers d'euros)	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>										
Nombre de factures concernées	33	5	6	53	97	-	-	-	-	-
Montant total HT des factures concernées	223	10	40	111	383	-	-	-	-	-
Pourcentage du montant total HT des achats de l'exercice	4,4%	0,2%	0,8%	2,2%	7,6%	-	-	-	-	-
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice						-	-	-	-	-
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>										
Nombre de factures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant total HT des factures exclues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés</b>										
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels compris entre paiement à réception et délai de 2 mois					Délais contractuels de fin de trimestre				

Le tableau de variation des capitaux propres est intégré en note 9.2 de l'annexe aux comptes sociaux.

Le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices est joint en annexe 2 au présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Enfin, la Société étant cotée sur le Marché Euronext Paris, les informations prévues aux articles R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce sur la manière dont la Société et ses filiales prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité ainsi que sur leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable font l'objet d'une "déclaration de performance extra-financière" présentée en annexe 3 au présent rapport.

## 5. ACTIVITE DES FILIALES

Cette activité est retracée globalement dans la description de l'activité du Groupe pour l'exercice 2020. Elle s'analyse de la manière suivante selon les métiers :

### 5.1 Asset Management

Cette activité est répartie sur la plus grande partie des sociétés du Groupe, du fait notamment de l'historique des acquisitions.

En France, Linedata Services Asset Management exploite et commercialise essentiellement les produits de gestion d'actifs "front-to-back" du Groupe comme Linedata Longview, Linedata Compliance et le progiciel de back-office Linedata Chorus.

Linedata Services Luxembourg est orientée principalement sur les produits de front, middle et back-office en gestion d'actifs.

En Amérique du Nord, Linedata Services Inc. développe et distribue essentiellement les progiciels de front et middle-office Linedata Longview et Linedata Compliance. Linedata Asset Management Inc et sa filiale irlandaise Linedata Limited commercialisent les progiciels de back-office Mfact et Mshare à destination des gestionnaires et administrateurs de fonds (Mutual Funds) situés aux Etats-Unis et sur les principales places financières internationales notamment offshore. La société Gravitas Technology Services, fournisseur de plateformes technologiques middle-office et de services cloud à forte valeur ajoutée pour les hedge funds, est implantée à New-York (Etats-Unis) et à Mumbai (Inde).

Au Royaume-Uni, Linedata Ltd propose simultanément Linedata Icon pour le back-office, les produits de front et middle-office, et les progiciels de gestion dédiés aux hedge funds comme Linedata Global Hedge. Ses filiales aux USA et à Hong Kong proposent les mêmes offres.

On notera que la dynamique de synergie commerciale entre les divers produits et pays du Groupe permet à chaque société de commercialiser non seulement ses logiciels historiques tels qu'énumérés ci-dessus, mais également les offres de toutes les autres sociétés, ainsi que les solutions associant plusieurs des produits du Groupe.

Gravitas Technology Services, fournisseur de plates-formes technologiques middle-office et de services cloud à forte valeur ajoutée, implanté principalement à New-York (USA) et à Mumbai (Inde) propose des services d'outsourcing des fonctions de front et middle-office pour les gestionnaires d'actifs et hedge-funds.

L'activité Assurance est exercée en France par Linedata Services Asset Management, qui commercialise les offres d'Assurance Vie et d'Epargne Retraite avec Linedata Master I.

### 5.2 Lending & Leasing

Les progiciels constituant la solution Linedata Ekip sont principalement commercialisés par Linedata Services Leasing & Credit (France) ; Linedata Limited (au Royaume-Uni), Linedata L&C Inc (aux USA) et Linedata Lending and Leasing Corp (au Canada). Le progiciel Linedata Capitalstream est essentiellement commercialisé par les deux entités qui ont acquis les actifs de l'activité, à savoir Linedata L&C Inc à partir des USA, et Linedata Lending & Leasing Corp au Canada. La plateforme Loansquare de mise en relation des prêteurs et emprunteurs acquise en janvier 2019 est commercialisée par l'entité Loansquare en France.

### 5.3 Centre d'excellence

Les autres filiales du Groupe Linedata nommées « Centre d'excellence » travaillant pour l'Asset Management et Lending & Leasing sont :

- Les filiales Linedata Services Tunisie et Linedata Maroc assurent les activités de hotline, développements spécifiques de proximité, assistance et consulting essentiellement autour du produit Linedata Ekip et des offres Asset Management en Europe.
- Linedata Technologies Tunisie et Linedata Services (Latvia) assurent les activités de développement, de recette et de maintenance des produits du Groupe.
- Linedata Services India Private Limited fournit des prestations d'assistance en avant-vente et de développement notamment autour des produits de Crédits et Financements.

Les principaux éléments financiers de chaque filiale\* sont donnés dans l'annexe aux comptes sociaux.

\*Les filiales Linedata S.A. de C.V. (Mexique), Linedata Services (UK) Ltd, Linedata Services Canada Inc et Derivation Software Corp n'ont pas d'activité.



## **6. EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

A la suite de la décision du conseil d'administration du 10 décembre 2020, Linedata a procédé à l'annulation le 14 janvier 2020 de 107 576 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 107 576 € pour le ramener à 6 518 150 €.

## **7. PERSPECTIVES D'AVENIR**

Pour 2021, Linedata va continuer de déployer, son nouveau plan stratégique permettant d'accélérer la transformation digitale de ses offres et le lancement de plateformes innovantes combinant software, services et data.

Linedata va poursuivre la dynamique de son offre sur le segment Asset Management. Le déploiement de « Linedata AMP » en 2020, une plateforme inédite sur le marché qui offre aux gestionnaires d'actifs un accès instantané et en continu via le cloud aux solutions logicielles, data et services dont ils ont besoin pour accélérer la transformation de leur modèle opérationnel, a été bien réceptionné auprès des clients sur le segment asset management. Linedata va continuer le déploiement de cette nouvelle offre.

Pour le segment Lending & Leasing, les efforts de déploiement de solutions vont se poursuivre à un rythme soutenu avec l'intégration de la plateforme Loansquare acquise en janvier 2019 et les nouvelles synergies résultant de la globalisation des offres Ekip<sup>360</sup> et Capital Stream.

## 8. PRISES DE CONTROLE ET SOCIETES CONTROLEES

Linedata Services n'a procédé à l'acquisition d'aucune société au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, la société mère du Groupe contrôle au 31 décembre 2020 les sociétés suivantes :

Nom de la société	Pays	% du capital détenu
Linedata Services Leasing & Credit SAS	France	100%
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%
Loansquare	France	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services Luxembourg S.A.	Luxembourg	100%
Linedata Services Lending & Leasing S.L.	Espagne	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Derivation Software Limited	Royaume-Uni	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Ltd	Irlande	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services Tunisie S.A.	Tunisie	100%
Linedata Technologies Tunisie S.A.	Tunisie	100%
Linedata Maroc SARL	Maroc	100%
Linedata Services Inc.	USA	100%
Linedata Asset Management Inc.	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Derivation Software Corp	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services Canada Inc	Canada	100%
Linedata Lending and Leasing Corp.	Canada	100%
Linedata Services (H.K.) Limited	Hong Kong	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services India Private Limited	Inde	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata S.A. de C.V.	Mexique	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Gravitas Technology Services LLC	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Gravitas Technology Private Limited	Inde	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Quality Risk Management & Operations (QRMO)	Hong Kong	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata L&C Inc	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%

## 9. INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

Conformément à l'article L 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233- 7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous communiquons en annexe 1 l'identité des actionnaires détenant plus de 1/20, 1/10, 3/20, 1/5, 1/4, 1/3, 1/2, 2/3, 18/20 ou 19/20 du capital et des droits de vote de la Société, ainsi que les modifications intervenues au cours de l'exercice. Nous vous y donnons également les informations requises sur l'actionnariat salarié, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique et les actions détenues en propre par la Société.

Des rapports spéciaux du Conseil d'Administration donnent les informations requises concernant les options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux salariés et dirigeants du Groupe et les attributions gratuites d'actions à ces salariés et dirigeants.

## 10. EVOLUTION DES COURS ET DU MARCHÉ DE L'ACTION

Introduite au Nouveau Marché de la Bourse de Paris le 17 mai 2000, Linedata Services est cotée au Marché Euronext Paris (anciennement Eurolist by Euronext) – Compartiment B depuis le 21 février 2005. L'action est entrée dans l'indice SBF 250 à compter du 22 août 2001, dans les indices CAC Small 90 et CAC Mid&Small 190 le 21 février 2005, et dans l'indice EnterNext PEA-PME 150 le 17 novembre 2014. Elle figure également dans la composition de l'indice IT.CAC.

L'action est devenue éligible au SRD "long-seulement" à compter du 24 décembre 2012.

### 10.1 Cours de l'action Linedata Services sur deux ans

(cours en euros – Période 15 février 2019 au 15 février 2021 – source Euronext)



### 10.2 Volumes mensuels de l'action Linedata Services sur deux ans

(en milliers de titres – source Euronext – arrêté au 15 février 2021)



## 11. APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Nous vous avons présenté les comptes annuels de Linedata Services S.A. et les comptes consolidés du Groupe Linedata Services et vos Commissaires aux comptes ont relaté dans leurs rapports sur les comptes annuels et sur les comptes consolidés l'accomplissement de leur mission.

Le Comité Social et Economique de l'Unité Economique et Sociale n'a pas formulé d'observations à joindre en annexe au présent rapport. Nous soumettons ces comptes à votre approbation.

## 12. RESULTAT DE LINEDATA SERVICES S.A. ET AFFECTATION

L'exercice écoulé se traduit par un résultat bénéficiaire de 32.773.298 euros. Le bénéfice distribuable s'établit comme suit :

Bénéfice de l'exercice	32.773.298 €
Report à nouveau antérieur créditeur	52.298 €
	=====
Bénéfice distribuable	32.825.596 €

En vous rappelant que la réserve légale est intégralement dotée, nous vous proposons d'affecter le bénéfice distribuable de la manière suivante :

Somme distribuée à titre de dividende aux actionnaires,

1,35 € <sup>(1)</sup> pour chacune des 6.518.150 actions : 8.799.503 €

Le solde au poste Autres Réserves, soit 24.026.093 €

L'affectation de ce solde en Autres Réserves porte le montant d'Autres Réserves à 84.043.426 €.

(1) Le montant unitaire du dividende s'entend avant prélèvements sociaux si les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est précisé que le montant brut perçu du dividende :

- est éligible, conformément à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts, à l'abattement de 40% réservé aux bénéficiaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts, à raison de tout dividende reçu ou à recevoir au cours de l'année 2019;
- est assujéti, pour les bénéficiaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts, à un prélèvement prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts au taux de 12,8% lors du versement, le montant ainsi prélevé s'imputant sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré, sauf demande de dispense de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater pour les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année ne dépasse pas certaines limites.

Nous vous rappelons en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué par action les dividendes suivants :

- Exercice clos le 31/12/17 : dividende de 1,35 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.
- Exercice clos le 31/12/18 : dividende de 1,35 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.
- Exercice clos le 31/12/19 : dividende de 0,95 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.

### **13. RISQUES FINANCIERS LIES AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Dans le cadre de la cartographie des risques annuels du Groupe Linedata, aucun risque lié aux effets du changement climatique n'a été reporté comme pouvant impacter significativement la réalisation des objectifs du Groupe. En effet, les impacts environnementaux directs sur les activités de Linedata en tant qu'éditeur de logiciels sont pour le moment limités.

Le Groupe est néanmoins conscient de sa responsabilité en matière de protection de l'environnement, notamment des émissions indirectes de gaz à effet de serre causées par la consommation énergétique des serveurs, et porte une attention particulière aux actions permettant la réduction de son empreinte environnementale.

Le transport et les voyages d'affaires sont également des sources émettrices de gaz à effet de serre pour le Groupe. Le Groupe a donc opté pour des implantations proches des transports en commun permettant ainsi de limiter l'utilisation des véhicules personnels et favorisant par conséquent la limitation de la pollution de l'air. Par ailleurs, Linedata a mis en place une politique de voyages destinée à limiter l'impact environnemental des déplacements et à favoriser le recours aux outils de conférence à distance.

Les principales actions mises en œuvre sont présentées dans la Déclaration de Performance Extra- Financière annexée au présent rapport.

Le Groupe Linedata ne comptabilise pas de provisions et garanties pour risques en matière d'environnement.

## 14. CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES

### 14.1 Contrôle interne

Ce rapport présente les dispositifs de contrôle interne du Groupe Linedata s'appuyant sur le cadre de référence de l'AMF.

#### 14.1.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne correspond aux moyens, comportements et procédures mis en œuvre afin de :

- contribuer à la maîtrise des activités du Groupe, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources,
- permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient stratégiques, opérationnels, financiers ou de conformité.

Le contrôle interne vise plus particulièrement à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par les instances de direction,
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne, aussi bien conçus et aussi bien appliqués soient-ils, ne peuvent fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs du Groupe.

La probabilité d'atteindre ces objectifs ne relève pas de la seule volonté du Groupe. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système et processus. Ces limites résultent de nombreux facteurs, notamment les incertitudes du monde extérieur, de l'exercice de la faculté de jugement ou de dysfonctionnements pouvant survenir en raison de défaillances techniques ou humaines ou de simples erreurs. Le choix de traitement d'un risque s'effectue notamment en arbitrant entre les opportunités à saisir et le coût des mesures de traitement du risque, prenant en compte leurs effets possibles sur l'occurrence et/ou les conséquences du risque, ceci afin de ne pas entreprendre des actions inutilement coûteuses.

#### 14.1.2 Organisation du Groupe

Le Groupe se structure autour de fonctions transversales (Finance, IT, RH, ...) et de segments d'activités (appelés « Business Lines») correspondants aux différents métiers de Linedata.

Les Business Lines regroupent les équipes et moyens concourant à servir les grands marchés de Linedata que sont l'Asset Management et les Crédits & Financements. Une Business Line peut inclure une ou plusieurs entités juridiques dans un ou plusieurs pays.

Le siège du Groupe (le "Corporate") a quatre rôles principaux :

- définir et diriger les orientations stratégiques du Groupe,
- vérifier les progrès et les résultats,
- définir et contrôler l'application de règles pour garantir l'intégrité du Groupe ; ces règles s'imposant à tous les segments d'activité,
- diffuser le savoir-faire et les innovations pour développer les avantages compétitifs du Groupe.

#### 14.1.3 Présentation du dispositif du contrôle interne

Linedata Services a organisé ses systèmes de contrôle autour des principes suivants :

- Une Direction Financière Groupe, des Responsables Financiers par Business Line, un contrôleur de gestion affecté à la production du reporting Groupe et au suivi des charges des fonctions transversales et des contrôleurs de gestion spécialisés par région et Business Line ;
- Un "reporting" financier par Business Line et consolidé au niveau du Groupe ;
- Un suivi opérationnel, permettant une vision détaillée par la Direction de chacun des métiers et de chacune des régions du Groupe, de leurs performances et de leurs perspectives, ainsi qu'un contrôle de la fiabilité des informations comptables ;
- L'amélioration permanente de la formalisation de procédures au niveau du Groupe, tant sur les aspects de contrôle opérationnel que dans les domaines comptables, financiers, et administratifs ;
- Un processus de gestion de la croissance externe portant tant sur les études préalables aux acquisitions que sur l'intégration des entités après l'acquisition.
- Un Département Audit & Conformité est en place afin de piloter et de suivre de manière transversale les sujets de conformité et de gestion des risques sur l'ensemble du périmètre Groupe. De plus, ce département en tant qu'audit interne a pour mission de participer à la surveillance et à l'évaluation du dispositif de contrôle interne.

Le Groupe a poursuivi au cours de l'exercice l'amélioration de la formalisation des procédures existantes et du contrôle de leur respect.

#### 14.1.4 Le périmètre d'intervention

Le présent rapport couvre l'intégralité du périmètre consolidé du Groupe, à savoir la société mère, Linedata Services SA, et l'ensemble des filiales consolidées par intégration globale, c'est-à-dire les sociétés que le Groupe contrôle de manière exclusive, directement ou indirectement. Il est précisé que l'ensemble des filiales rentre dans ce périmètre à l'exception de Linedata SA de CV (Mexique), Linedata Services Ltd (UK), Linedata Services Canada Inc et Derivation Software Corp.

Rédigé avec l'appui des équipes opérationnelles, le présent chapitre tient compte des travaux et revues diligentés par le Département Audit & Conformité, le Comité d'Audit et les Commissaires aux comptes.

## **14.2 Activités de contrôle**

Les activités de contrôle visant à s'assurer de la mise en œuvre et du respect des procédures de contrôle interne sont exercées en premier lieu par chaque Direction Opérationnelle et Fonctionnelle.

### **14.2.1 Revue de performance et reporting**

Chaque Business Line élabore un budget annuel, des révisions budgétaires mensuelles et un reporting opérationnel mensuel. Ces éléments sont ensuite consolidés au niveau du Groupe. Chaque mois, le reporting est préparé par le responsable financier de la Business Line, puis présenté à la Direction Financière du Groupe. Les réunions budgétaires sont organisées selon la même méthodologie.

Le planning des réunions est compatible avec le calendrier des communications financières. Il alterne des revues limitées de l'activité du mois et des revues trimestrielles plus approfondies. Par ailleurs, les membres de la Direction consacrent régulièrement une partie de leurs réunions à la revue financière des activités.

Le format du reporting opérationnel est défini globalement pour toutes les entités du Groupe. Le contenu du reporting s'est largement enrichi au fil des années et est désormais étendu à des éléments non strictement financiers, notamment le suivi des effectifs, de la R&D, de l'activité commerciale et des projets. Le reporting intègre également les positions et les prévisions de trésorerie et le suivi du portefeuille de prospects.

Une synthèse de ces informations est transmise au Comité d'Audit qui en fait un compte-rendu au Conseil d'Administration.

Tous les mois également, un rapprochement est effectué entre le reporting opérationnel et les comptabilités statutaires des entités juridiques. Ces analyses permettent de fiabiliser tant les informations financières que les informations de gestion.

### **14.2.2 Les procédures comptables, financières et administratives**

Un certain nombre de règles a été formalisé en tant que processus et procédures concernant les activités au sein de chaque entité et notamment :

- contrats avec les clients: en sus des validations juridiques, les contrats importants en négociation font l'objet d'une revue par le Département Finance en vue de vérifier la rentabilité du contrat et d'anticiper le mode de reconnaissance des revenus et les options financières corrélatives;
- contrôle des engagements de dépenses, d'investissements;
- contrôle des charges salariales : la gestion du personnel relève du responsable opérationnel. Le Président Directeur Général valide l'ensemble des augmentations de salaires, le versement des bonus et les primes exceptionnelles avec la Direction des Ressources Humaines. Les recrutements réalisés par la Direction des Ressources Humaines s'inscrivent dans un processus : ils s'effectuent sous la responsabilité du responsable opérationnel et font l'objet d'une validation systématique par la Direction Financière au regard du besoin, du profil du candidat retenu et du contrat de travail;
- procédures de reconnaissance du chiffre d'affaires : elles ont été formalisées dans le cadre des procédures comptables Groupe diffusées auprès des entités et de leurs responsables financiers. Les règles de reconnaissance du revenu en IFRS ont été largement diffusées et actualisées le cas échéant.
- un processus de recouvrement des créances clients et de Credit Management a été mis en place
- une procédure de notes de frais, avec la mise en place pour l'ensemble du Groupe d'un outil de traitement et contrôle des déplacements et des notes de frais dans le cadre de la politique de voyages professionnels et de remboursement de frais;

Les instructions de consolidation sont diffusées à toutes les filiales préalablement aux périodes d'arrêté des comptes et reprennent, en sus des éléments que les filiales doivent élaborer et communiquer au siège pour la consolidation, le planning détaillé de la communication financière du Groupe. La remontée des informations est formalisée par l'utilisation du système de consolidation SAP BFC.

### **14.2.3 Le processus d'acquisitions externes**

Le Groupe a généralisé une démarche lui permettant de fiabiliser tant la validation de l'intérêt de l'acquisition que l'intégration dans le Groupe après réalisation de l'acquisition :

- Les cibles envisagées sont analysées puis sélectionnées au regard de certains critères.
- Préalablement à l'opération, une phase de "due diligence" menée conjointement par le Groupe Linedata Services et ses conseils extérieurs permet de valider les éléments présentés concernant la cible : comptes, clients et fournisseurs, personnel, analyse des risques et des engagements.
- Dans les mois qui suivent l'opération, il est procédé à la diffusion des procédures et en particulier des règles de suivi opérationnel et de reporting, tant par les circuits de responsabilité opérationnelle que par l'intermédiaire de la ligne financière. Une politique d'intégration des filiales a été rédigée détaillant les actions opérationnelles à suivre : RH, IT, Finance, Juridique, Ventes.

## 14.3 Gestion des risques

Dans un environnement incertain et en évolution permanente, une gestion proactive des risques est un élément essentiel de développement durable de l'activité.

La gestion des risques est un chantier commun à l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Elle vise à être globale et doit couvrir l'ensemble des activités, processus et actifs de la Société. La gestion des risques est un dispositif dynamique de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

Le risque représente la possibilité que survienne un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs de la Société et sa réputation. La gestion des risques est un levier de management de la Société qui contribue à :

- Créer et préserver la valeur, les actifs et la réputation de la Société,
- Sécuriser la prise de décision et les processus de la Société pour favoriser l'atteinte des objectifs,
- Favoriser la cohérence des actions avec les valeurs de la Société,
- Mobiliser les collaborateurs de la Société autour d'une vision commune des principaux risques.

### 14.3.1 Cadre organisationnel

La maîtrise de l'exposition aux risques décentralisés repose sur les responsables locaux, au plus près des risques liés aux activités qu'ils exercent ou supervisent.

La gestion des risques au niveau du Groupe est coordonnée par le Département Audit & Conformité notamment dans le cadre de l'identification, de l'analyse et du traitement des risques.

Le Département Audit & Conformité anime et coordonne, pour le compte du management, le processus de cartographie des risques majeurs du Groupe à partir d'une démarche d'identification et d'évaluation des risques.

### 14.3.2 Cartographie des risques majeurs

L'évaluation des risques est un élément clé car il est destiné à fournir à la Direction une vue des événements qui pourraient influencer sur la réalisation des objectifs. La capacité à identifier, évaluer et gérer les risques est souvent révélatrice de la capacité d'une organisation à réagir et à s'adapter au changement. La cartographie des risques prend en compte le modèle économique de la Société et permet de hiérarchiser les risques et déterminer les actions prioritaires.

Dans l'exercice de cartographie des risques, le Département Audit & Conformité a constitué un recueil des risques identifiés, a défini les grands processus de l'entreprise répondant aux risques et déterminé les plans d'actions à mettre en place pour maîtriser ces risques.

Le processus de cartographie des risques est coordonné et mis à jour annuellement par le Département Audit & Conformité. L'analyse des risques repose sur 3 critères de cotation :

- L'impact du risque ;
- La probabilité de survenance du risque ;
- Le dispositif de contrôle mis en place pour réduire l'impact ou la probabilité de survenance du risque.

Les entretiens réalisés avec les managers du Groupe sont consolidés et revues par les responsables de fonction afin d'évaluer le niveau de risque et de définir les plans d'actions.

La matrice et la cartographie des risques majeurs du Groupe ont contribué à faire le lien avec les facteurs de risques et à élaborer le Plan d'Audit Interne Groupe.

## 14.4 Activité de conformité

Le Département Audit & Conformité est en charge de la mise en conformité du Groupe Linedata relative aux évolutions de lois et/ou règlements nationaux et/ou internationaux, et notamment des sujets suivants :

- Ethique des affaires : Un Code d'éthique et de conduite professionnelle Linedata est en place au niveau Groupe et fait l'objet d'une campagne annuelle de validation (par signature électronique) par tous les collaborateurs et nouveaux entrants. De plus, un dispositif d'alerte éthique est accessible à l'ensemble des collaborateurs en interne et aux anciens collaborateurs ou tout tiers en externe permettant de signaler tout fait ou agissement contraire à la loi ou à l'éthique du Groupe Linedata, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicable dans chaque pays.

- Lutte contre la corruption : Conformément à la loi Sapin II et autres réglementations Anti-Corruption, Linedata a mis en place un dispositif anti-corruption comprenant : un programme de sensibilisation qui contribue à développer les bonnes pratiques et à renforcer une culture de prévention et de détection des risques de corruption, des contrôles anti-corruptions, une politique des cadeaux et invitations, une évaluation des tiers ainsi que des dispositifs de sanctions.

- Lutte contre la fraude : Le Groupe Linedata a mis en place un kit d'information et de protection contre la fraude afin de sensibiliser et former tout collaborateur aux types de fraude les plus courantes (fraude au Président, fraude aux fausses factures ou au changement de RIB). Des sensibilisations supplémentaires sont effectuées auprès des équipes pouvant être plus exposées aux risques de fraude.

- Le Respect des réglementations en matière de Sanctions Internationales.

Le Data Protection Officer est en charge du respect des réglementations encadrant les données personnelles.

En 2020, Linedata Services a poursuivi la démarche de renforcement de son dispositif de conformité initié les années précédentes.

## **14.5 Pilotage et surveillance du dispositif**

### **14.5.1 Pilotage managérial**

Le pilotage du contrôle interne par le management s'effectue en permanence et au quotidien dans la mesure où l'activité commerciale requiert une vigilance de tous les instants. Dans le cadre de l'organisation décentralisée du Groupe, il appartient à chaque segment de définir et mettre en place l'organisation adaptée à la gestion du dispositif de contrôle interne dans son contexte.

Les revues de performance contribuent à la surveillance régulière du dispositif à chaque niveau de management.

### **14.5.2 Le Département Audit & Conformité**

Les missions et responsabilités du Département Audit & Conformité sont régies par une charte validée par le Comité d'Audit en 2012.

Le Département Audit & Conformité participe à l'évaluation de la maîtrise du contrôle interne et des risques de l'ensemble des activités et à la mise en conformité du Groupe Linedata relative aux évolutions de lois et/ou règlements nationaux et/ou internationaux. Cette mission est assurée de manière indépendante vis-à-vis du management. La Direction de l'Audit intervient à tous les niveaux et dans toutes les entités du Groupe. Cette évaluation porte en particulier sur les aspects suivants:

- la fiabilité et l'intégrité des informations financières et opérationnelles,
- l'efficacité et l'efficience des opérations,
- la protection du patrimoine,
- le respect des lois, règlements et contrats.

La fonction d'Audit & Conformité, exercée par une équipe bénéficiant de la formation et de l'expérience adaptée, est rattachée au Directeur Administratif et Financier avec un accès direct au Président Directeur Général.

### **14.5.3 Organisation des missions du Département Audit & Conformité**

Un projet de Plan d'Audit annuel est établi par le Département en s'appuyant notamment sur la cartographie des risques du Groupe. Ce projet fait l'objet d'échanges avec les principaux responsables du Groupe. Le Plan d'Audit annuel prévisionnel ainsi établi est examiné et validé par le Directeur Administratif et Financier et présenté au Comité d'Audit. Il peut faire l'objet en cours d'année, en fonction de l'actualité des opérations, d'amendements qui sont également présentés au Comité d'Audit. Le Département Audit & Conformité effectue un suivi des actions correctives et recommandations issues des missions antérieures.

Le Département Audit & Conformité s'appuie sur les normes et pratiques professionnelles pour mener ses missions. Une grande attention est portée aux spécificités et enjeux de chaque activité du Groupe, de telle sorte que les audits constituent une source de valeur ajoutée pour les entités concernées. Les missions sont toujours coordonnées avec les services audités afin, dans la mesure du possible, de ne pas perturber leur fonctionnement.

### **14.5.4 Rapports et synthèses du Département Audit & Conformité**

Pour chaque mission d'audit, un rapport détaillé et une synthèse sont établis. Ils sont validés et diffusés dans les conditions suivantes:

- Un projet de synthèse comprenant les principaux constats, analyses et recommandations du Département Audit & Conformité est présenté aux responsables des entités auditées lors d'une réunion de fin de mission.
- Un document final, comprenant le rapport détaillé d'audit, les éventuelles observations écrites du management et les réponses éventuelles du Département Audit & Conformité aux observations du management, est communiqué au management de l'entité auditée. Les plans d'actions correctifs précisent les grandes lignes des actions, les responsables de leur mise en place et le calendrier de mise en place.
- Une synthèse de ce rapport est communiquée au Directeur Administratif et Financier et au Comité d'Audit.

Les audits font l'objet, lors de "revues post-audit", d'un suivi de la mise en œuvre des plans d'actions engagés par le management.

**Le Conseil d'Administration**

# ANNEXE 1 AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

### EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2019, le capital social est de 6.625.726 €, divisé en 6.625.726 actions de valeur nominale 1 €. Le nombre correspondant de droits de vote est de 10.666.892 (soit 10.670.602 droits de vote exerçables en assemblée générale). Les actions de la Société sont toutes de même catégorie et aucun titre n'a été émis comportant des droits de contrôle spéciaux.

Le Conseil d'Administration de Linedata Services du 25 juin 2019 a constaté la réalisation des conditions de conversion des actions de préférence attribuées à des bénéficiaires résidents français le 13 juin 2014 et s'est prononcé sur la parité de conversion des actions de préférence en actions ordinaires. En conséquence, le Conseil d'administration a constaté l'attribution de 47.866 actions ordinaires résultant de la conversion des 673 actions de préférence et a constaté que 47 866 actions nouvelles de 1 euro valeur nominale ont été créées avec suppression des 673 actions de préférence d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées par incorporation au capital d'une somme de 47.193 €, prélevées sur les réserves. Il en résulte une augmentation de capital de 47.193 euros portant le capital social de Linedata Services à 7.180.722 €.

Le Conseil d'administration du 10 décembre 2019 a procédé à l'annulation de 554.996 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 554.996 € pour le ramener à 6.625.726 €.

Au 31 décembre 2019, il n'y a plus d'options de souscription d'actions en cours de validité ni de plan d'actions gratuites subsistant.

Au 31 décembre 2020, le capital social de Linedata Services S.A. est resté inchangé, soit 6.625.726 €, divisé en 6.625.726 actions de valeur nominale 1 €.

Le Conseil d'Administration du 10 décembre 2020 a autorisé à compter de janvier 2021 à annuler 107.576 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 107.576 € pour le ramener à 6.518.150 €.

### REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

#### Structure de l'actionariat et évolutions

La répartition du capital au 31 décembre 2020 s'analyse comme suit :

	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva	7,70%	9,5%
Amanaat	48,5%	60,00%
<b>Sous-total Anvaraly Jiva / Concert</b>	<b>56,20%</b>	<b>69,5%</b>
Managers, salariés et divers assimilés	5,50%	6,21%
Public (1)	36,20%	22,92%
Auto-détention	2,10%	1,32%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Il est rappelé que le concert d'actionnaires est désormais constitué entre la société Amanaat, Monsieur Jiva et deux de ses enfants. Conformément à l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233- 7 et L. 233-12 dudit Code, les actionnaires suivants détiennent au 31 décembre 2020 plus :

Seuils	Actionnaire
De la moitié du capital et des droits de vote	Concert d'actionnaires (Anvaraly Jiva et Amanaat)
Du tiers du capital et de la moitié des droits de vote	Amanaat SAS
Du vingtième du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement
Du vingtième du capital	Amiral Gestion, Invesco Ltd et Burgundy Asset Management Ltd

Aucun autre actionnaire n'a informé la Société qu'il détenait une fraction du capital supérieure à l'un des autres seuils fixés par l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

#### Actionariat salarié : Plan d'Epargne Groupe

Un Plan d'Epargne Groupe a été créé par Linedata Services au cours de l'exercice 2000, Plan auquel peuvent participer les salariés de toutes les filiales.

Dans le cadre du Plan, les salariés des sociétés françaises du Groupe peuvent soit affecter la participation qui leur revient, soit effectuer des versements volontaires dans un FCPE "LDS ACTIONNARIAT" investi en titres de l'entreprise.

Au 31 décembre 2020, le FCPE détenait 98 492 actions de la Société, soit une détention totale de 1,49 % du capital et 1,55 % des droits de vote.

## MODIFICATIONS DANS LA REPARTITION DU CAPITAL ET FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Aucune notification de franchissements de seuils n'a été reçue par la Société au cours de l'exercice 2020.

### OPERATIONS SUR ACTIONS PROPRES

Les opérations sur actions propres effectuées au cours de l'exercice 2020 l'ont été au titre des programmes suivants :

Programme autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2019. Part maximale du capital autorisé : 10%, prix maximal d'achat 65 euros, montant maximal des fonds pouvant être engagés : 45 M€.

Les opérations réalisées pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020 l'ont été :

- d'une part, au titre de l'objectif n°1 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers; ces opérations ont été effectuées dans le cadre du contrat de liquidité de la Société signé avec la Société de Bourse Gilber Dupont. Au titre de cet objectif, il a été acquis 89 342 actions à un prix moyen de 25,54 € et vendu 89 643 actions à un prix moyen de 25,50 €.
- d'autre part, au titre de l'objectif n°2 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions à des salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée ; au titre de cet objectif, il a été acquis 0 action.
- enfin, au titre de l'objectif n°4 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, telle que prévue à la vingt- quatrième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2019 et dans les termes qui y sont indiqués ; au titre de cet objectif, il a été acquis 137 352 actions à un prix moyen de 24,21 €.

La Société n'a pas fait usage de produits dérivés dans le cadre de ses programmes, et ne détient aucune action de manière indirecte.

La Société détenait en début d'exercice :

- 3 710 actions au titre de l'objectif n° 1 (assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers).

La Société détenait à la fin de l'exercice :

- 3 409 actions affectées à l'objectif n° 1 (assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers).
- 137 352 actions affectées à l'objectif n° 4 (permettre l'annulation des titres rachetés).

Il n'y a pas eu d'annulation au cours de l'exercice. Le nombre total des annulations réalisées au cours des 24 derniers mois est de 554.996 actions.

En application de l'article L. 225-211 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations relatives aux opérations ainsi réalisées pendant l'exercice 2020.

	31/12/2020
Nombre d'actions achetées	226 694
Cours moyen des achats	24,33 €
Nombre d'actions vendues	89 643
Cours moyen des ventes	25,38 €
Nombre d'actions annulées ou transférées	-
Nombre d'actions à la clôture	140 761
Pourcentage du capital représenté	2,12%
Valeur nominale de ces actions	1 €
Valeur des actions au coût d'achat	3 330 243 €
<b>Valeur des actions au prix de marché</b>	<b>3 844 055 €</b>

## ANNEXE 2 AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### LINEDATA SERVICES S.A.

#### TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Euros	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social en Euros*	7 341 382	7 294 029	7 133 529	6 625 726	6 625 726
Nombre des actions ordinaires existantes	7 341 382	7 293 356	7 132 856	6 625 726	6 625 726
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 547 636	5 965 342	7 417 967	7 929 821	8 284 423
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	15 999 939	12 936 869	21 579 249	25 363 171	33 441 898
Impôts sur les bénéfices	1 590 818	(3 697 432)	(1 664 261)	(94 685)	1 786 111
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	23 945 959	9 095 507	35 726 069	26 549 785	32 773 298
Montant des bénéfices distribués					
- quote-part ordinaire	11 012 073	9 846 031	9 629 356	8 944 730	6 294 440
- quote-part exceptionnelle					
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant amortissements, dépréciations et provisions	1,96	2,28	3,26	3,84	4,78
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	3,26	1,25	5,01	4,01	4,95
Dividende attribué à chaque action					
- quote-part ordinaire	1,50	1,35	1,35	1,35	0,95
- quote-part exceptionnelle					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	19	20	25	20	20
Montant de la masse salariale	2 563 712	2 901 451	3 542 961	3 330 142	3 885 757
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc ...)	1 204 564	1 309 883	1 745 688	1 798 480	1 801 021

**ANNEXE 3 AU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIERE**



Linedata



**DECLARATION DE  
PERFORMANCE  
EXTRA-FINANCIÈRE  
2020**

# LINEDATA, UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE A TAILLE HUMAINE



**1105**\*

Collaborateurs dans le monde



**20**

bureaux à travers le monde



**161,0**

Chiffre d'affaires 2020  
en millions d'Euros (-5,1% vs 2019)



**3**

Lignes  
Métiers

**80**

Projets d'innovation  
en 2020



**35%**

de femmes dans  
le Groupe

**60%**

de femmes  
au Conseil  
d'Administration



**17 ans**

d'ancienneté en  
moyenne pour la  
France

**8 ans**

d'ancienneté en  
moyenne pour  
le Groupe

\* L'effectif est de 1094 collaborateurs hors stagiaires & assimilés



## **MESSAGE D'ANVARALY JIVA, FONDATEUR ET PDG DE LINEDATA**

Depuis plus de 20 ans, nos collaborateurs, clients, investisseurs et partenaires sont engagés dans la transformation et le soutien à long terme du monde de la finance.

Cet engagement sociétal se traduit chaque jour très concrètement auprès de l'ensemble de nos parties prenantes : par la qualité des produits et services que nous livrons à nos clients, par le développement et l'environnement de travail que nous offrons à nos collaborateurs, et par le lien de confiance que nous tissons avec nos investisseurs et partenaires.

Ainsi à notre échelle et avec toute notre passion, nous « vivons l'éthique ». Au-delà de représenter notre socle de valeurs, l'éthique se concrétise à travers nos comportements et des actions portées par nos 1100 collaborateurs au quotidien et partout dans le monde.

Dès 2019, nous avons fait le choix d'aller encore plus loin. En lançant notre grand programme caritatif LinedataCharity, nous avons souhaité appuyer davantage notre empreinte sociétale et faire un pas supplémentaire au service de l'intérêt général en accélérant notre soutien dans les domaines de la Santé, de l'Éducation et de l'Environnement.

A travers ce grand projet, Linedata participe à la construction d'une université médicale en Ouganda, un pays dans lequel la santé et l'éducation s'imposent comme un enjeu fondamental. Comptant l'une des populations les plus jeunes, une croissance la plus rapide du monde et un taux de fécondité de 5,8 enfants par femme, le développement d'infrastructures médicales et la formation des futurs leaders du domaine sanitaire y sont essentiels.

Grâce à ce programme, nous souhaitons également accélérer le déploiement de certaines initiatives locales à vocation caritative dans lesquelles sont engagés les collaborateurs de Linedata. L'objectif est de redistribuer une partie des résultats à des causes importantes à leurs yeux.

Les défis sociétaux et environnementaux de notre époque sont grands. L'année 2020 nous a rappelé notre responsabilité en tant qu'entreprise de devoir apporter sécurité et écoute à nos collaborateurs, tout en assurant une continuité d'activité à nos clients et en continuant d'innover pour le futur.

Notre démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE), intégrée dans notre stratégie globale, est une grande opportunité pour Linedata et chacun d'entre nous, de contribuer à la Société.

Très cordialement,

**Anvaraly Jiva**

# Sommaire

## **1. UN GROUPE INDEPENDANT ET PERENNE**

- 1.1 Les activités du Groupe Linedata
- 1.2 Nos segments de marché
- 1.3 Les tendances de nos marchés
- 1.4 Notre stratégie long-terme
- 1.5 L'organisation et la structure du Groupe Linedata
- 1.6 La Gouvernance de la démarche RSE

## **2. UNE ENTREPRISE VIGILANTE SUR SES RISQUES**

- 2.1 L'identification et la cartographie des risques
- 2.2 La gestion et le suivi des risques majeurs
- 2.3 Description des risques majeurs
- 2.4 Politiques et KPI des risques majeurs
- 2.5 Plan d'action pour maîtriser ses risques

## **3. UNE ENTREPRISE ETHIQUE**

- 3.1 Code Ethique et de Conduite Professionnelle
- 3.2 Lutte contre la corruption
- 3.3 Dispositif de lancement d'alerte
- 3.4 Protection des données à caractère personnel

## **4. UNE ENTREPRISE HUMAINE**

- 4.1 Nous humanisons la technologie
- 4.2 Ressources humaines dynamiques et pérennes
- 4.3 Développement des compétences et des carrières au cœur de notre stratégie
- 4.4 Reconnaissance et bien-être des collaborateurs
- 4.5 Diversité & égalité des chances

## **5. UNE ENTREPRISE CITOYENNE**

- 5.1 Dialogue avec les parties prenantes
- 5.2 Loyauté envers les parties prenantes
- 5.3 Mécénat & Bénévolat
- 5.4 Innovation et Transformation Digitale

## **6. VERS UNE ENTREPRISE ECO-RESPONSABLE**

- 6.1 Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables
- 6.2 Gestion des achats responsables

## **7. NOTE METHODOLOGIQUE**

- 7.1 Introduction
- 7.2 Linedata & ses parties prenantes
- 7.3 Périmètre
- 7.4 Informations non applicables
- 7.5 Explication du reporting

## **8. ANNEXES**

## **9. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT (OTI)**

1

# UN GROUPE INDEPENDANT ET PERENNE

1

Une entreprise mondiale  
au service de l'asset  
management et des  
crédits

3

Une offre distinctive  
articulée autour de trois  
composantes: logiciels,  
data et services

# 1

## UN GROUPE INDEPENDANT ET PERENNE

- 1.1 Les activités du Groupe Linedata
- 1.2 Nos segments de marché
- 1.3 Les tendances de nos marchés
- 1.4 Notre stratégie long-terme
- 1.5 L'organisation et la structure du Groupe Linedata
- 1.6 La Gouvernance de la démarche RSE

## 1.1 Les activités du Groupe

Linedata est un éditeur de logiciels, fournisseur de services et de données à valeur ajoutée. La combinaison de ces trois composantes apporte des capacités opérationnelles uniques et exceptionnelles à nos 700 clients gestionnaires d'actifs traditionnels et alternatifs, administrateurs de fonds et institutions de crédit et financements.

### Logiciels

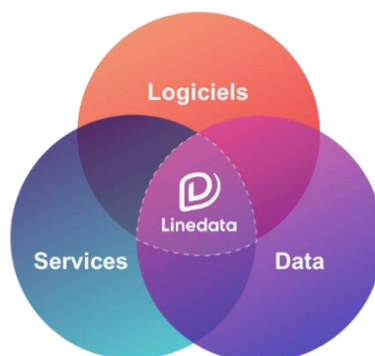
Depuis plus de 20 ans, Linedata crée des logiciels puissants pour simplifier les opérations de nos clients. Développés par nos équipes d'ingénieurs à la pointe des dernières avancées scientifiques et technologiques, nos plateformes logicielles sont modulaires, disponibles via le cloud et hautement évolutives grâce à la livraison en continu de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux modules.

### Data

Nos services de gestion de la data permettent de structurer et d'exploiter les bonnes données à partir de sources multiples, sans redondance ni surcoût. Nos outils d'intelligence artificielle et de machine learning fournissent des informations uniques pour gérer les risques opérationnels et aident nos clients à développer des stratégies d'atténuation efficaces.

### Services

Nos services apportent l'intelligence humaine qui permet d'exploiter de manière optimale nos logiciels et la data. Nos experts hautement qualifiés complètent les équipes de nos clients à des fonctions opérationnelles clés, offrant résultats, résilience, évolutivité et efficacité.



### Nos bureaux dans le monde



## 1.2 Nos segments de marché

Linedata propose une offre mondiale de logiciels, de services et de données à valeur ajoutée dédiée aux **gestionnaires d'actifs, aux administrateurs de fonds et aux prêteurs et bailleurs**.

### Asset Management

#### - Gestion d'actifs

Le secteur de la gestion d'actifs est en pleine mutation : transformation digitale, défis réglementaires, pressions sur les coûts et besoins évolutifs de la clientèle internationale. Les asset managers doivent s'adapter constamment et rapidement pour gérer la complexité de leur activité et impulser de la croissance.

Notre plateforme Cloud de gestion d'actifs, Linedata AMP (Asset Management Platform), agile et collaborative, structurée autour d'une offre data puissante est portée par des logiciels innovants.

#### - Administration de fonds

Depuis plus de 20 ans, nous accompagnons les administrateurs de fonds, gestionnaires de fonds et startups, en leur offrant des solutions robustes et des services personnalisés conçus par nos experts.

Notre offre reconnue de comptabilité de fonds, d'agent de transfert et de contrôle des valeurs liquidatives transforme les opérations de back-office de nos clients pour leur permettre d'atteindre l'excellence opérationnelle.

### Crédits & financements

Nous développons des solutions front-to-back sur mesure pour toutes les activités crédits et financements de nos clients : financement automobile, crédit aux entreprises, crédit à la consommation, financement de biens d'équipement, crédit immobilier et crédits syndiqués.

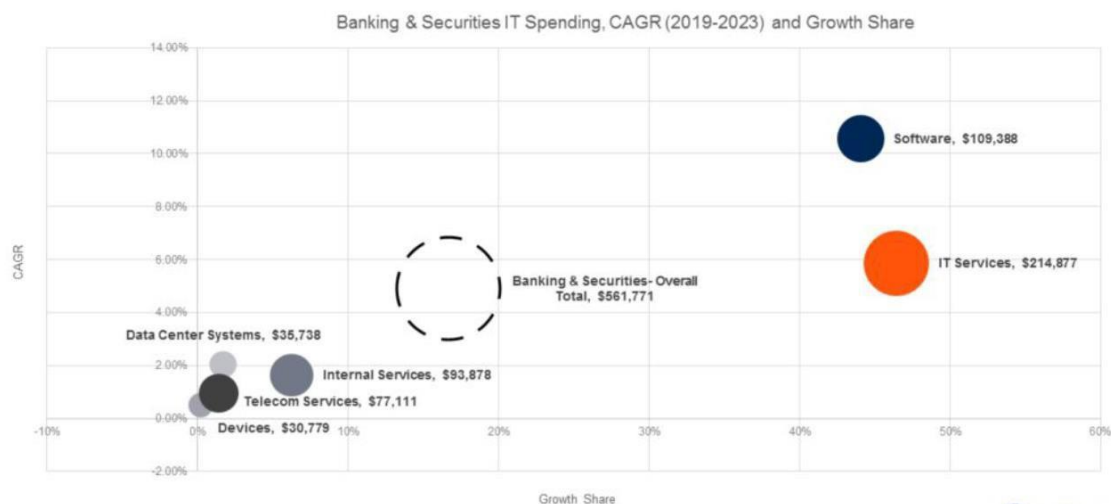
Grâce à l'automatisation et à la rationalisation des processus tout au long de la chaîne de valeur, les institutions de crédits peuvent se concentrer sur leur activité et leurs clients. Ces derniers bénéficient d'un financement plus rapide, d'une expérience client fluide, tout en gérant leurs risques.

## 1.3 Les tendances de nos marchés

### ✓ Tendence Marché

Afin d'illustrer la croissance annuelle des dépenses mondiales dédiées à l'IT par les marchés du Groupe Linedata entre 2019 et 2023, le graphique ci-dessous montre que les offres logiciels et Services restent les secteurs IT les plus porteurs, tant en matière de croissance (6-10% CAGR) que de volume (taille de la bulle).

## Industry Market Size, CAGR and Growth Share by Product Segment, Software and Services Lead the Growth



© 2019 Gartner, Inc. and/or its affiliates. All rights reserved. Gartner is a registered trademark of Gartner, Inc. or its affiliates. Source: [Forecast: Enterprise IT Spending for the Banking and Securities Market, Worldwide, 2017-2023, 3Q19 Update](#) (G00383870) in current currency.

Gartner

Le CAGR correspond au «Compound Annual Growth Rate» qui est le taux de croissance annuel moyen.

### 1.3 Les tendances de nos marchés (suite)

#### ✓ Tendance par Segment de Marché

Au-delà des principales tendances concernant le public cloud et la forte demande pour des logiciels servant l'efficacité opérationnelle, Linedata a identifié des évolutions clés par segment de marché :

#### **Asset Management**

##### **Gestionnaires d'actifs :**

- Marché mondial en croissance avec un TCAM de 6% prévu de 2020 à 2023 et en consolidation au profit des acteurs de grande taille
- Forte intensité concurrentielle d'où une demande de logiciels au service d'une meilleure efficacité opérationnelle
- Demande croissante pour une offre de données à forte valeur ajoutée (incluant le data analytics, proposé par Linedata Analytics Services)

##### **Gestionnaires de fonds alternatifs :**

- Marché mondial concentré aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et à Hong-Kong, avec une consolidation au profit des acteurs de grandes tailles
- Dynamisme des lancements de Hedge Funds en baisse au niveau mondial malgré un dynamisme en Europe et en Asie, marchés de prédilection de Linedata sur ce segment
- Acteurs de taille moyenne ou de niche demandeurs d'une offre packagée Software et Services, comme proposée par Linedata

##### **Administrateurs des fonds :**

- Marché très concentré sur les acteurs de grande taille et en consolidation en particulier en Asie et aux Etats-Unis
- Développement d'acteurs de niche, notamment les « Third Party Administrator Specialists »

#### **Crédit & Financement**

##### **Financeurs Automobile et de biens d'équipement :**

- Impact global de l'évolution d'une économie de propriété vers une économie d'usage, que ce soit sur les acteurs BtoB ou bien, désormais, sur le BtoC
- Evolution des acteurs du financement vers les véhicules/équipements d'occasion (nouvelles classes d'actifs à financer)
- Impact fort de la pandémie Covid-19 sur les marchés de l'automobile

##### **Prêteurs :**

- Attente croissante des demandeurs de financement pour une expérience totalement digitale et flexible
- Demande croissante des banques pour des offres Software répondant aux impératifs liés à la Cybersécurité

## 1.4 Notre stratégie long terme

Linedata poursuit sa transformation à travers une stratégie ambitieuse reposant sur trois piliers : une attention continue portée à ses clients, la commercialisation de ses offres logicielles, services et data, et une efficacité opérationnelle renforcée.

### L'attention à nos clients

L'attention que nous portons à nos clients est constamment renforcée à travers différentes initiatives: le Client Engagement Program, l'étude de satisfaction annuelle et ses plans d'actions associés. Cette relation de confiance enrichie en continu nous permet de connaître leurs besoins et de développer de nouvelles opportunités avec eux.

### Le déploiement de notre offre dans le monde

La commercialisation de notre offre logiciels, services et data à la pointe de l'innovation s'opère partout dans le monde :

- Nos plateformes de nouvelle génération Asset Management, Lending & Leasing et Fund Services sont prêtes et en cours d'adoption par nos clients ;
- Notre offre mondiale de Services est en cours de déploiement ;
- Après les premiers succès du service Data Analytics, notre nouvelle offre data s'étoffe, et nous renforçons nos relations avec nos partenaires dans ce domaine.

### Infrastructure, Technologie et Innovation

Le renforcement en 2020 de notre partenariat stratégique avec HCL et nos alliances déjà établies avec Inetum (GFI) et Amazon Web Services (AWS), garantissent la flexibilité et l'évolutivité de l'infrastructure de Linedata. Cela donne également un accès immédiat aux meilleures technologies et processus du marché, indispensables pour accélérer notre transition vers le cloud public et tirer profit de l'intelligence artificielle.

Linedata continue par ailleurs d'accélérer son programme d'innovation en déployant son réseau de Labs, fédérant clients, collaborateurs, partenaires académiques et start-ups autour de nouvelles idées et initiatives clés pour l'avenir de Linedata.

Enfin, Linedata poursuit le renforcement de son efficacité opérationnelle, la fiabilité de ses développements et l'agilité de ses équipes pour être en mesure de répondre rapidement aux nouveaux besoins de nos clients.



## 700 clients

- Gestionnaires d'actifs
- Administrateurs de fonds
- Prêteurs et bailleurs
- Assureurs



## Logiciels. Services. Data

Trois composantes que nous combinons car ensemble elles apportent des capacités opérationnelles uniques et exceptionnelles à nos clients.



## We humanize technology\*

- 1,100 talents
- 35% de l'effectif du groupe dédié à la R&D
- Des partenariats technologiques stratégiques

## Nous aidons nos clients à

- Répondre aux exigences réglementaires
- Gérer les risques
- S'adapter rapidement
- Conduire leur transformation digitale
- Travailler dans un environnement sécurisé
- Exploiter le potentiel de leurs données



## Vivre l'éthique

- 4 valeurs attentionné, ingénieux, passionné, pérenne
- Programme caritatif Linedata Charity
- Relation de confiance éthique avec nos parties prenantes
- Développement professionnel et personnel des collaborateurs



## 1.5 L'organisation et la structure du Groupe Linedata

### Forme juridique

Depuis avril 2017, Linedata Services est une Société Anonyme de droit français à Conseil d'Administration.

Le Conseil se réunit régulièrement dans les cas prévus par les missions qui lui sont attribuées par la loi et les statuts de la société, il compte 3 membres indépendants sur ses 5 administrateurs.

La condition légale de proportion de 40% de femmes au sein du Conseil d'Administration est satisfaite avec la présence de 3 femmes représentant 60% des membres du Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans et sont rééligibles.

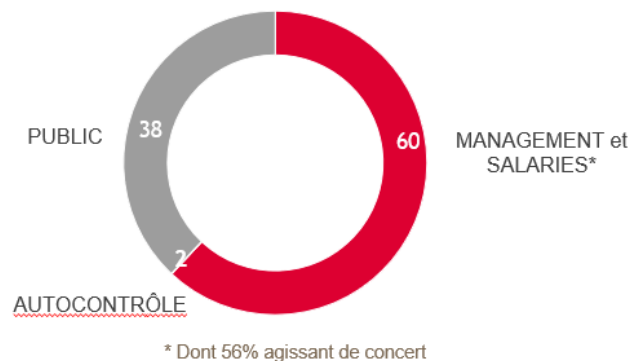
### Equipe de Direction

La Direction Générale est composée d'un Président Directeur Général et d'un comité exécutif élargi à 9 membres en charge de la direction opérationnelle du Groupe. Il est composé de 4 membres des fonctions centrales, 3 membres de l'activité AssetManagement et 2 membres de l'activité Crédit & Financement.

### Société cotée : Actionnaires de référence

Les actionnaires de référence, Anvaraly Jiva et sa famille, sont garants du projet en détenant de concert le contrôle de la société (56% de détention et 70% de droits de vote). Ce modèle indépendant repose sur une vision à long terme et sur la performance économique dans le respect des parties prenantes.

Les salariés du Groupe Linedata peuvent participer au plan d'épargne salariale (détention de 4% des actions par les managers et salariés)



## 1.6 La Gouvernance de la démarche RSE

La gouvernance de Linedata considère que l'intégration de bonnes pratiques dans des domaines extra-financiers est de nature à améliorer sa performance et à consolider la confiance donnée au Groupe Linedata tant par ses parties prenantes internes qu'externes et ainsi, globalement, à contribuer à la pérennité de l'entreprise.

La démarche de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) est entièrement intégrée dans la stratégie globale et celle des pays où le Groupe opère. Le Groupe Linedata a mis en place en 2019 un comité de pilotage de la stratégie RSE au niveau Groupe ainsi que le développement de son plan d'action réalisé sur 3 ans. Ce comité international est composé de membres des départements Ressources Humaines (RH) et Audit & Conformité avec des relais dans chaque bureau. Sous l'impulsion de ce comité, des groupes de travail ont été constitués afin de réaliser au mieux ces projets. En 2020, le comité a engagé une réflexion sur l'actualisation de la stratégie RSE du Groupe Linedata pour les prochaines années.

Annuellement, le Groupe Linedata participe à l'évaluation Gaïa afin d'obtenir via un organisme indépendant une notation ESG permettant d'identifier l'évolution de sa démarche RSE. La notation Gaïa 2020 est de 74/100 en progression de 5 points par rapport à 2019 (benchmark de sociétés comparables = 51/100).

L'ambassadeur RSE du Groupe Linedata, membre du comité de direction, est le lien entre le comité de pilotage et les organes de gouvernance.



En adhérant aux principes du Pacte Mondial mis en place sous l'égide des Nations Unies, Linedata et son management s'engage à soutenir dans sa sphère d'influence les dix principes de ce Pacte en matière de Droits de l'homme, de Normes internationales du travail, d'Environnement et de lutte contre la corruption.

2

# UNE ENTREPRISE VIGILANTE SUR SES RISQUES

11

Risques identifiés

4

Domaines clés

1

Plan d'action sur 3 ans

# 2

## UNE ENTREPRISE VIGILANTE SUR SES RISQUES

- 2.1 L'identification et la cartographie des risques
- 2.2 La gestion et le suivi des risques majeurs
- 2.3 Description des risques majeurs
- 2.4 Politiques et KPI des risques majeurs
- 2.5 Plan d'action pour maîtriser ses risques

## 2.1 L'identification et la cartographie des risques, premier pas sur la vigilance

Le Groupe Linedata considère qu'être vigilant aux conséquences de ses activités sur les parties prenantes et sur l'environnement est une condition de durabilité de ses activités.

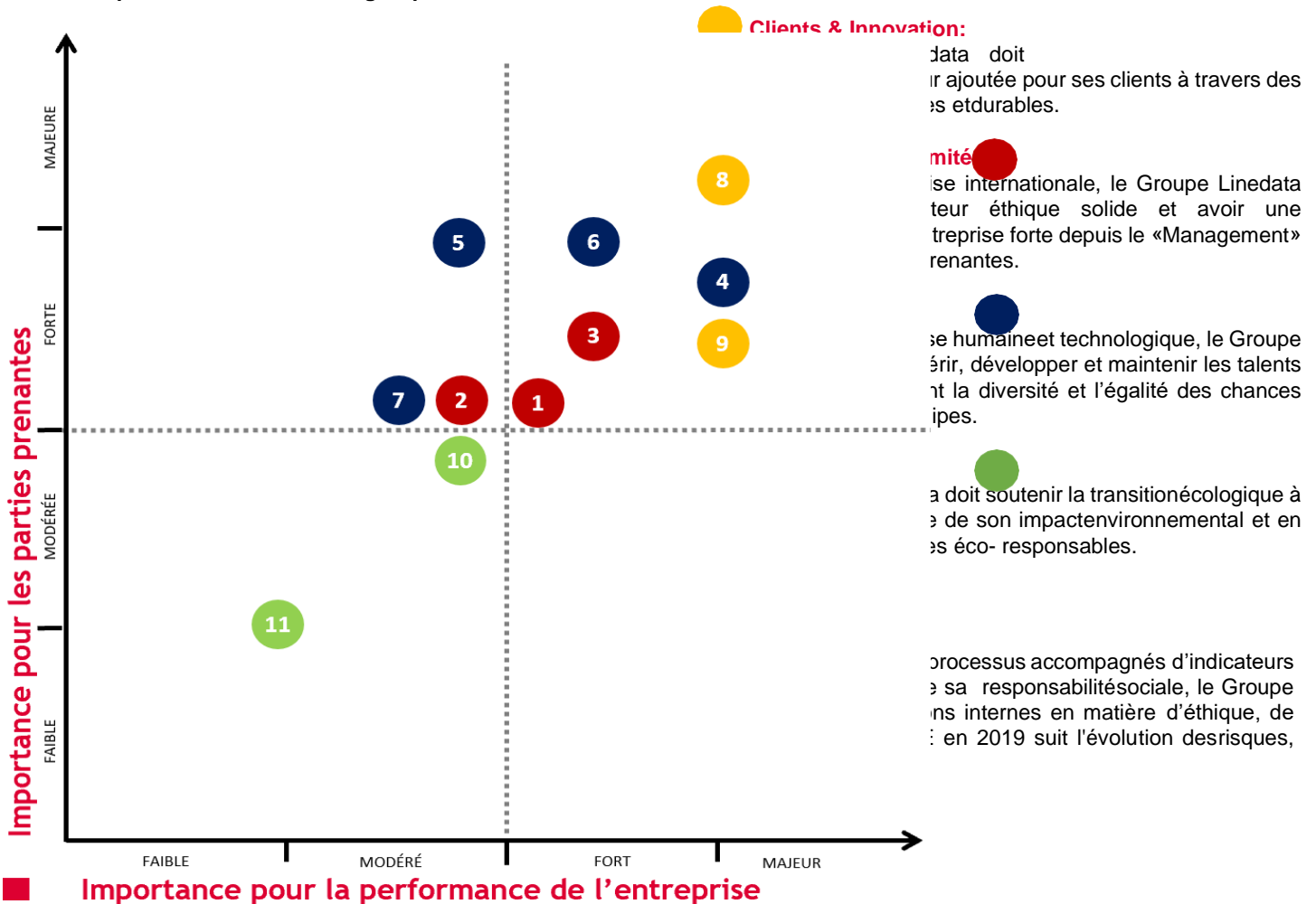
Afin d'identifier les risques sociaux et environnementaux majeurs, le Groupe Linedata s'appuie sur un dialogue avec les parties prenantes internes. Ces échanges prennent notamment en compte :

- Les normes internationales RSE comme la norme ISO 26000
- La Loi française «Grenelle II»
- Les 10 principes du « Global Compact »
- Le «Modern Slavery Act» britannique
- Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)
- La Loi Sapin II relative à lutte contre la corruption et le trafic d'influence

Annuellement, le Groupe Linedata effectue une mise à jour de sa cartographie des risques mettant également en avant des risques extra-financier, une synthèse des risques annuels est publiée dans son document d'enregistrement universel (URD).

Le Groupe Linedata a identifié 11 principaux risques sociaux et environnementaux qui ont été validés par le panel des parties prenantes internes représentées par les membres du Comité RSE. Ces risques majeurs ont été transposés sur une cartographie des risques indiquant leur importance pour la performance de l'entreprise et leur importance pour les parties prenantes.

Les 11 risques identifiés ont été regroupés dans 4 thèmes.



## 2.3 Description des risques identifiés

N°	Catégories	Nature de risque	Référant du risque	Description	
				Enjeux pour les parties prenantes	Risques pour le Groupe Linedata
1	<b>Gouvernance</b>	Gouvernance et RSE	Comité RSE et Comité de direction	Promouvoir la RSE dans l'organisation et dans la pratique des affaires.	Non atteinte des objectifs RSE en l'absence de soutien et/ou de suivi des projets sociaux et environnementaux.
2	<b>Ethique &amp; Conformité</b>	Promotion des valeurs éthiques et de lutte contre la corruption	Responsable Audit & Conformité	Faire vivre les valeurs éthiques et le code de conduite de Linedata. Partager et enrichir les actions de prévention contre la corruption.	Perte de confiance de la part des parties prenantes, risque d'image et risque financier (dont amende).
3		Protection des données personnelles	Responsable Données Personnelles (DPO)	Assurer la Protection des données à caractère personnel de nos salariés et de nos clients.	Risque réputationnel Risque de contentieux Risque financier
4	<b>Collaborateurs</b>	Développement des compétences et des carrières	Responsables RH	Contribuer au développement des collaborateurs et à la gestion des talents.	Inadéquation des compétences, perte de performance de l'entreprise.
5		Rémunération et évolutions	Responsables RH	Renforcer l'engagement des collaborateurs et l'attractivité de Linedata.	Risque d'attrition (départs des collaborateurs), perte de performance de l'entreprise et d'attractivité de nouveaux collaborateurs.
6		Bien-être des collaborateurs	Responsables RH	Favoriser le développement d'un cadre de travail agréable et du bien-être des collaborateurs.	
7		Diversité & égalité des chances	Responsables RH	Faire vivre les meilleures pratiques en matière d'égalité des sexes, des chances, d'ancienneté, etc.	
8	<b>Clients &amp; Innovation</b>	Satisfaction des clients	Chargé de Mission	Assurer une satisfaction et un accompagnement client avec des produits/ services répondant à leurs attentes.	Risque d'attrition (perte des clients, risque d'image).
9		Innovation et Rupture technologique	Directeur Innovation & Technologie	Innover pour proposer des nouveaux produits/services répondant aux attentes actuelles et futures des clients.	
10	<b>Environnement</b>	Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables	Comité RSE	Maîtriser l'empreinte environnementale de nos activités.	Risque de perte de confiance de la part des parties prenantes et risque d'image.
11		Gestion des achats responsables	Comité RSE	Maîtriser l'empreinte environnementale de nos achats	

## 2.4 Description des politiques & KPI(s) mis en place

N°	Nature de risque	Politiques	KPI(s)	Résultats 2020	Objectifs 2021
1	<b>Gouvernance et RSE</b>	Une charte du comité RSE présente son organisation et ses enjeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Notation ESG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Score Gaïa 2020 : 74 (+5 vs 2019)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• + 3 points</li> </ul>
2	<b>Promotion des valeurs éthiques et lutte contre la corruption</b>	<p>Le Groupe Linedata a mis en place un dispositif éthique comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• valeurs</li> <li>• Un code éthique et de conduite professionnelle</li> <li>• Un dispositif d'alerte éthique</li> <li>• Une politique anticorruption &amp; trafic d'influence</li> <li>• Une politique de déclaration des cadeaux, invitations et dons, donnés ou reçus</li> <li>• Une charte des partenaires commerciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % collaborateurs ayant adhéré au code éthique</li> <li>• % d'accusé réception des alertes sous 48h</li> <li>• % collaborateurs formés à la lutte contre corruption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 99% d'adhésion</li> <li>• 100% d'accusé réception des alertes &lt; 48h</li> <li>• 95% de collaborateurs formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% adhésion</li> <li>• 100% traités</li> <li>• &lt; 48h</li> <li>• &gt;95% formés</li> </ul>
3	<b>Protection des données</b>	Le Groupe Linedata a mis en place une politique de protection des données.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % collaborateurs formés à la protection des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 95% de collaborateurs formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &gt;95% formés</li> </ul>
4	<b>Développement des compétences et des carrières</b>	Basé sur le référentiel métier global mis en place en 2018, les différents parcours de carrière et les compétences associés sont disponibles via CareerStudio et aide les collaborateurs à faire des choix en fonction de leurs souhaits d'évolution de carrière, leurs compétences, leurs expériences et opportunités professionnelles. L'évaluation annuelle et les plans de formation s'appuient sur ce dispositif et permettent aux managers d'accompagner au mieux leurs équipes dans leur parcours professionnels.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'heures de formation/formés</li> <li>• % de collaborateurs formés hors formation obligatoire (Conformité)</li> <li>• Nombre et % de mobilités professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 16 heures de formation / salarié formé</li> <li>• 74% collaborateurs formés (hors formation obligatoire)</li> <li>• 126 mobilités, soit 12,7% des collaborateurs présents &gt; 1 an.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de 10% du nombre d'heures de formation par collaborateur et du % de formés</li> <li>• Augmentation de 10% des mobilités professionnelles</li> </ul>
5	<b>Rémunération et évolutions</b>	Linedata a à cœur d'être compétitif et juste sur ses politiques de rémunération en France, mais aussi à l'international. Une communication entre les managers et collaborateurs doit être maintenue afin d'assurer le meilleur accompagnement d'évolution de carrière possible.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % de PDR (People Development Review) remplis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 93% des collaborateurs ont eu un entretien (vs 68% en 2019)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &gt;90% de collaborateurs</li> </ul>
6	<b>Bien-être des collaborateurs</b>	<p>Une politique sur le bien-être au travail existe pour l'ensemble du Groupe. Le bien-être au travail est un enjeu majeur pour fidéliser nos collaborateurs et ainsi pérenniser les activités du Groupe Linedata.</p> <p>Le Groupe Linedata souhaite privilégier l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. De nombreux événements sont organisés régulièrement dans l'ensemble des bureaux du Groupe pour entretenir la cohésion d'équipe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % d'attrition volontaire</li> <li>• % d'absence liée aux accidents du travail ou maladies professionnelles</li> <li>• Nombre d'événements internes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 13,5% d'attrition volontaire (vs 14% en 2019)</li> <li>• 0,07% d'absence pour accident/maladie professionnelle</li> <li>• 101 événements dont 7 liés à des initiatives caritatives locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt;15% d'attrition volontaire</li> <li>• 0% absence pour accident</li> <li>• Mesurer la satisfaction</li> </ul>

N°	Nature de risque	Politiques	KPI(s)	Résultats 2020	Objectifs 2021
7	<b>Diversité &amp; égalité des chances</b>	<p>La diversité et l'égalité des chances sont des valeurs du Groupe. La structure globale de l'organisation et les forts échanges entre pays ont inscrit dans notre ADN la diversité culturelle.</p> <p>L'égalité des chances entre hommes et femmes est un engagement global, mais les réponses à apporter sont cependant différentes d'un pays à un autre. Par conséquent, Linedata a développé une politique de promotion des femmes adaptée à chaque pays.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % de femmes au sein du Groupe</li> <li>• % de femmes "managers" (new)</li> <li>• % de femmes au sein du Conseil d'Administration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 35% de femmes au sein du Groupe</li> <li>• 13,7% des femmes sont "managers"</li> <li>• 60% de femmes au sein du CA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 37% de femmes au sein du Groupe</li> <li>• 15% de femmes "managers"</li> <li>• &gt;40% de femmes au sein du CA</li> </ul>
8	<b>Satisfaction des clients</b>	<p>Linedata effectue annuellement une enquête de satisfaction client ainsi qu'une enquête de satisfaction post implémentation. De plus, une revue hebdomadaire/mensuel des attentes clients et des projets en cours est effectué.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % de réponse à l'enquête de satisfaction client</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 12,3% de réponses à l'enquête (12,5% en 2019)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15% de réponses à l'enquête</li> </ul>
9	<b>Innovation et Rupture technologique</b>	<p>Afin d'encourager l'innovation au sein du groupe, Linedata a mis en place des "Labs" d'innovation dans les principaux bureaux, et formalisé des processus de prise en compte de l'innovation et de capitalisation sur les projets menés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de Labs</li> <li>• Nombre de projets d'innovation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 Labs</li> <li>• 80 projets d'innovation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 Labs</li> <li>• 100 projets d'innovation</li> </ul>
10	<b>Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables</b>	<p>Une politique environnementale du Groupe Linedata a été écrite en 2019, mentionnant les objectifs ainsi que les principales actions mises en place.</p> <p>La politique voyage du groupe met en avant une limitation des émissions de gaz à effet de serre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de véhicules professionnels</li> <li>• % de bureaux ayant mis en place du tri sélectif des déchets et % avec collectes mesurables.</li> <li>• Tonnes de CO<sup>2</sup> liées aux voyages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 19 véhicules professionnels au 31/12/2020</li> <li>• 82% des bureaux (14 sur 17) dont 2 bureaux avec collectes mesurables (+ de 1400kg recyclés en France)</li> <li>• 109 Tonnes (Covid = 3 mois de voyages en 2020)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &lt; 20 véhicules professionnels</li> <li>• &gt;90% des bureaux collecteurs dont 5 bureaux mesurables</li> <li>• Diminution des tonnes CO<sup>2</sup> - non comparable avec 2020</li> </ul>
11	<b>Gestion des achats responsables</b>	<p>Le Groupe Linedata a déployé une charte éthique des partenaires commerciaux.</p> <p>La politique achat du Groupe invite à intégrer des critères RSE dans les grilles d'évaluation des appels d'offres fournisseurs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• % de fournisseurs (+15k€/an) ayant reçu la charte des partenaires commerciaux (New)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 91% des fournisseurs (&gt;15k€) ont été contacté par mail et 43% ont ouvert le mail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• &gt;90% des fournisseurs (&gt;15k€)</li> </ul>

## 2.5 Plan d'action pour maîtriser ses risques

Consciente de sa responsabilité citoyenne, Linedata a mis en place un plan d'action s'articulant autour des risques identifiés. Cette feuille de route a vocation à promouvoir les bonnes pratiques au sein du Groupe et à fédérer les collaborateurs autour d'objectifs clairs & communs.

Catégories	Nature de risque	Plan d'action 2021-2023
<b>Gouvernance</b>	Gouvernance & RSE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffusion au Groupe Linedata d'une nouvelle stratégie et des nouveaux objectifs RSE validés par le management.</li> </ul>
<b>Ethique &amp; Conformité</b>	Promotion des valeurs éthiques & lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer la sensibilisation aux principes éthiques à travers des communications.</li> <li>Systématiser l'intégration de critères éthiques dans les appels d'offres fournisseurs.</li> <li>Mettre en place une plateforme des partenaires commerciaux permettant de suivre l'adhésion à la charte éthique et environnementale.</li> </ul>
	Protection des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la conformité de Linedata aux législations applicables en matière de Data Privacy et de Protection des données à caractère personnel.</li> <li>Former et sensibiliser les collaborateurs de Linedata aux impératifs de la protection des données personnelles et les accompagner dans l'adoption des meilleures pratiques en matière de « Privacy by design ».</li> </ul>
<b>Collaborateurs</b>	Développement des compétences et des carrières	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2020, les « talent reviews » globales ont été mises en place. Ces revues permettent une identification plus précise des postes clefs, des hauts performeurs, des hauts potentiels et des personnes à risque de départ. Cet exercice nous permet de mieux anticiper l'avenir et l'évolution de nos collaborateurs par le biais de plans de successions.</li> <li>En s'appuyant sur le « job mapping », l'évaluation des compétences et les demandes de formations, des parcours de formations individualisés sont construits.</li> </ul>
	Rémunération et évolutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer de positionner nos politiques de rémunération par rapport au marché via du benchmarking externe mais aussi de garantir l'équité entre les collaborateurs et cela sans distinction de sexe, d'âge ou tout autre facteur discriminant hors l'expérience, la compétence et le mérite.</li> </ul>
	Bien-être des collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer l'adhésion des collaborateurs aux valeurs du Groupe à travers des événements globaux et locaux, et des activités d'équipe de type Team Building.</li> <li>Améliorer l'intégration et la rétention des plus jeunes via le développement de programme de mentoring.</li> <li>Améliorer la sortie via les interviews de sortie permettant d'obtenir les points d'amélioration continue.</li> </ul>
	Diversité & égalité des chances	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grâce au référentiel métier « job mapping », l'évolution des recrutements, des mobilités, des promotions et des augmentations est suivie pour assurer un pilotage plus précis de nos actions et de prévenir toutes discriminations de genre, d'âge ou d'origine.</li> <li>Notre plus grand défi en matière d'égalité des chances est d'assurer qu'aucune barrière technique et / ou culturelle ne nuise à aucun moment dans l'activité professionnelle ou l'évolution de carrière d'un de nos collaborateurs causé par un handicap quel qu'il soit.</li> <li>Continuer et reformuler des actions de sensibilisation au Handicap (visible ou non) <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la communication autour du handicap,</li> <li>Déployer des sessions de sensibilisation au handicap,</li> <li>Evaluer l'opportunité d'adhérer à la Charte Réseau mondial de l'OIT Entreprise &amp; Handicap.</li> </ul> </li> </ul>

Catégories	Nature de risque	Plan d'action 2021-2023
<b>Clients &amp; Innovation</b>	Satisfaction des clients	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la relation client avec un suivi appuyé de la fréquence de contact et la satisfaction</li> <li>• Renforcer l'association des clients au processus de Recherche et Développement.</li> <li>• Renforcer la communication de la stratégie du groupe auprès des clients.</li> </ul>
	Innovation & Rupture technologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer le nombre de projets d'innovation afin de continuer la transformation du Groupe Linedata et d'apporter, à travers le bon usage de la technologie, toujours plus de valeur à nos clients.</li> <li>• Créer des structures locales incitant tous les collaborateurs à contribuer à l'effort d'innovation</li> <li>• Identifier des initiatives stratégiques nécessitant un investissement et un focus particuliers pour les accélérer</li> </ul>
<b>Environnement</b>	Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables	<p>Renforcer les gestes éco-responsables au quotidien :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place des poubelles de tri dans de nouveaux bureaux</li> <li>• Recyclage du matériel informatique</li> <li>• Promotion du co-voiturage</li> <li>• Suivi de la consommation de CO<sub>2</sub> concernant les déplacements.</li> <li>• Suivi de la consommation d'énergie</li> <li>• Renforcer la politique "Zéro Papier" (dématérialisation des factures, archivage électronique)</li> </ul>
	Gestion des achats responsables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'intégration des critères RSE dans les grilles d'évaluation des appels d'offres fournisseurs sur l'ensemble du Groupe.</li> <li>• Mettre en place une plateforme des partenaires commerciaux permettant de suivre l'adhésion à la charte éthique et environnementale.</li> </ul>

3

## UNE ENTREPRISE ETHIQUE

**99%**

Des collaborateurs ont lu & adhéré au code éthique en 2020

**0**

Violation en matière d'atteinte aux droits de l'homme, corruption & trafic d'influence

**95%**

Des collaborateurs formés à la lutte contre la corruption en 2020

# 3

## UNE ENTREPRISE ETHIQUE

- 3.1 Code Ethique et de Conduite Professionnelle
- 3.2 Lutte contre la Corruption
- 3.3 Dispositif de lancement d'alerte
- 3.4 Protection des données à caractère personnel

L'éthique et la conformité sont ancrées dans la culture du Groupe Linedata. Le département Audit & Conformité est chargé de partager cette culture et de s'assurer du respect des engagements éthiques. Il est également en charge de piloter et de suivre de manière transversale les sujets de conformité et de gestion des risques.

### 3.1 Code Ethique et de Conduite Professionnelle du Groupe Linedata

Les valeurs et les principes du Groupe Linedata sont rassemblés dans le Code Ethique et de Conduite Professionnelle.

Proposé en anglais et en français, ce Code constitue le ciment identitaire qui donne à chaque collaborateur du Groupe un cadre de référence afin d'exercer son activité professionnelle au quotidien. Le Code est mis à jour chaque année, enrichi en fonction des besoins et piloté par le service Audit & Conformité.

Annuellement, chaque collaborateur et chaque nouvel entrant est invité à (re)prendre connaissance des dispositions du Code Ethique et à en confirmer sa lecture en y apposant sa signature électronique. Nos collaborateurs sont considérés comme des ambassadeurs des normes éthiques du Groupe vis-à-vis des tiers.

Ci-dessous, les 4 valeurs du Groupe Linedata :

## Vivre l'éthique



### Attentionné

notre état d'esprit éthique est ouvert, généreux et chaleureux. Partenaires à fort esprit d'équipe nous sommes directs, simples et orientés vers un service collaboratif



### Ingénieux

notre intelligence est au service de l'éthique, nous utilisons notre expertise avec élégance, inspirée par l'innovation



### Pérenne

l'éthique d'entreprise nous tient à cœur. Nous nous investissons dans des relations à long terme honnêtes, sérieuses et dignes de confiance, en toute transparence



### Passionné

c'est notre éthique en action, notre passion, qui nous pousse à nous dépasser, à nous engager, à relever les défis et à atteindre nos ambitions

### 3.2 Lutte contre la Corruption

#### Sensibilisation à l'anti-corruption

Linedata est engagé à lutter contre la corruption. Conformément à la loi Sapin II, Linedata a mis en place un dispositif de prévention de la corruption à travers un programme de sensibilisation qui contribue à développer les bonnes pratiques et à renforcer une culture de prévention et de détection des risques de corruption.

Un ensemble d'éléments a été mis en place dans l'objectif de lutter et de sensibiliser contre la corruption et le trafic d'influence :

- Une politique anti-corruption et de trafic d'influence
  - Des formations et communications de sensibilisation des collaborateurs à la détection de la corruption et du trafic d'influence.
- En Juillet 2020, la nouvelle formation de Sensibilisation à la lutte contre la corruption a été suivie par 95% des collaborateurs.
- Une charte des partenaires commerciaux transmis à plus de 350 fournisseurs.

#### Politique relative aux cadeaux, invitations, dons

Le Groupe Linedata accepte que des cadeaux/invitations soient offerts de façon occasionnelle à des tiers (clients, fournisseurs, partenaires commerciaux) lorsqu'il s'agit de renforcer des relations professionnelles ou de se conformer aux coutumes locales, et dans la mesure où le cadeau reste conforme aux politiques du Groupe (notamment le Code Ethique et la Politique Anti-corruption). Le Groupe Linedata autorise ses collaborateurs à recevoir de bonne foi des cadeaux ou équivalents (ex : invitation au restaurant, à un évènement sportif, ...) ou à procéder à des dons, si et seulement si ceux-ci sont raisonnables, proportionnés et ne sont pas destinés à obtenir un avantage illicite.

Cependant, Le Groupe Linedata ne permet pas d'offrir ou de recevoir des cadeaux ou équivalents destinés ou pouvant être perçus comme étant destinés à obtenir ou à conserver de façon abusive un marché ou un avantage commercial.

Un outil de déclaration des cadeaux et invitations donnés ou reçus est disponible sur l'intranet du Groupe Linedata. Ce dispositif, s'étendant également aux dons et contributions à des associations ou autres tiers, permet de prévenir ou détecter des agissements contraires à la politique du Groupe.

#### Evaluation des tiers

Un dispositif d'évaluation des tiers permet d'identifier les fournisseurs ou partenaires pouvant représenter un risque lié à des actes de corruption. Les critères d'évaluations sont : l'activité, la situation géographique et le volume d'affaires réalisé avec le prestataire, Linedata prend également en compte la réputation des tiers évalués.

### 3.3 Dispositif de lancement d'alerte

Le Groupe Linedata a déployé en 2018 un dispositif de lancement d'alerte, accessible à l'ensemble des collaborateurs en interne et aux anciens collaborateurs ou tout tiers en externe. L'outil est disponible dans le monde entier et permet de signaler tout fait ou agissement contraire à la loi ou à l'éthique du Groupe Linedata, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables dans chaque pays.

Il s'agit d'une plate-forme externe sécurisée, accessible 24/24 heures 7/7 jours via internet, par téléphone, ou via une application smartphone «SpeakingUp» avec le code « Linedata » et qui permet de préserver l'anonymat si cela est demandé.

Un rappel de l'existence de ce dispositif est régulièrement effectué par une communication mail.

Le Groupe Linedata s'engage à accuser réception des alertes sous 48h maximum.

### 3.4 Protection des données à caractère personnel et Data Privacy

La protection des données à caractère personnel de ses clients et de de ses collaborateurs, est au cœur des préoccupations et des actions du Groupe Linedata.

Qu'il s'agisse d'accompagner ses clients dans leur transformation digitale via ses offres de logiciels et de services ou d'assurer la préservation du patrimoine informationnel confié par ses propres collaborateurs, le Groupe Linedata fait un point d'honneur à mettre en place les meilleurs dispositifs pour garantir la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel dont il est dépositaire.

Outre d'avoir désigné pour le Groupe, un Chief Privacy Officer, le Groupe Linedata a mis en place un réseau interne de coordinateurs Data Privacy afin d'offrir un maillage optimal (géographique, métiers et produits) en termes de conformité et de circulation de l'information, en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Groupe Linedata s'est par ailleurs doté en début d'année 2020 d'un nouvel outil de conformité évolutif afin notamment, de faciliter la tenue des registres de traitement et répondre au mieux aux nouvelles exigences réglementaires (RGPD, CCPA et autres législations applicables).

Au-delà de la rédaction et/ou révision des politiques et procédures en matière de Data Privacy, et de la mise en place de modules de formation/sensibilisation obligatoires à destination de l'ensemble de ses collaborateurs dans le monde, le Groupe Linedata s'attache à assurer une veille constante des évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles et prudentielles en matière de protection des données à caractère personnel et de Data Privacy, de manière à proposer à ses clients des solutions idoines et efficaces répondant aux nouvelles exigences (encadrement des transferts internationaux, évaluation de l'environnement juridique des pays tiers importateurs de données etc.).

La protection des données à caractère personnel est également un critère clé dans le choix par le Groupe de Linedata, de ses prestataires / fournisseurs, lesquels sont régulièrement soumis à des audits et à des questionnaires afin d'évaluer leur degré de conformité (ex. impacts de l'arrêt de la Cour de Justice de l'union Européenne dans l'affaire dite Schrems 2 ; suivi des recommandations du Comité Européen de la Protection des Données).

4

## UNE ENTREPRISE HUMAINE



**1105**

**Collaborateurs au sein du Groupe**

*(L'effectif est de 1094 collaborateurs hors stagiaires & assimilés)*

**35%**

**De femmes au sein du Groupe**

**8 ans**

**D'ancienneté en moyenne dans le Groupe**

# 4

## UNE ENTREPRISE HUMAINE

- 4.1 Nous humanisons la technologie
- 4.2 Ressources humaines dynamiques et pérennes
- 4.3 Développement des compétences et des carrières
- 4.4 Reconnaissance et bien-être des collaborateurs
- 4.5 Diversité & égalité des chances

Les secteurs des technologies et de la finance sont des marchés en rapide évolution. L'engagement du Groupe Linedata est d'accompagner ses partenaires, mais aussi ses collaborateurs dans cette transformation. Le développement et le bien être des collaborateurs tout en garantissant l'égalité des chances et la diversité sont au cœur de toutes nos actions et politiques de ressources humaines.

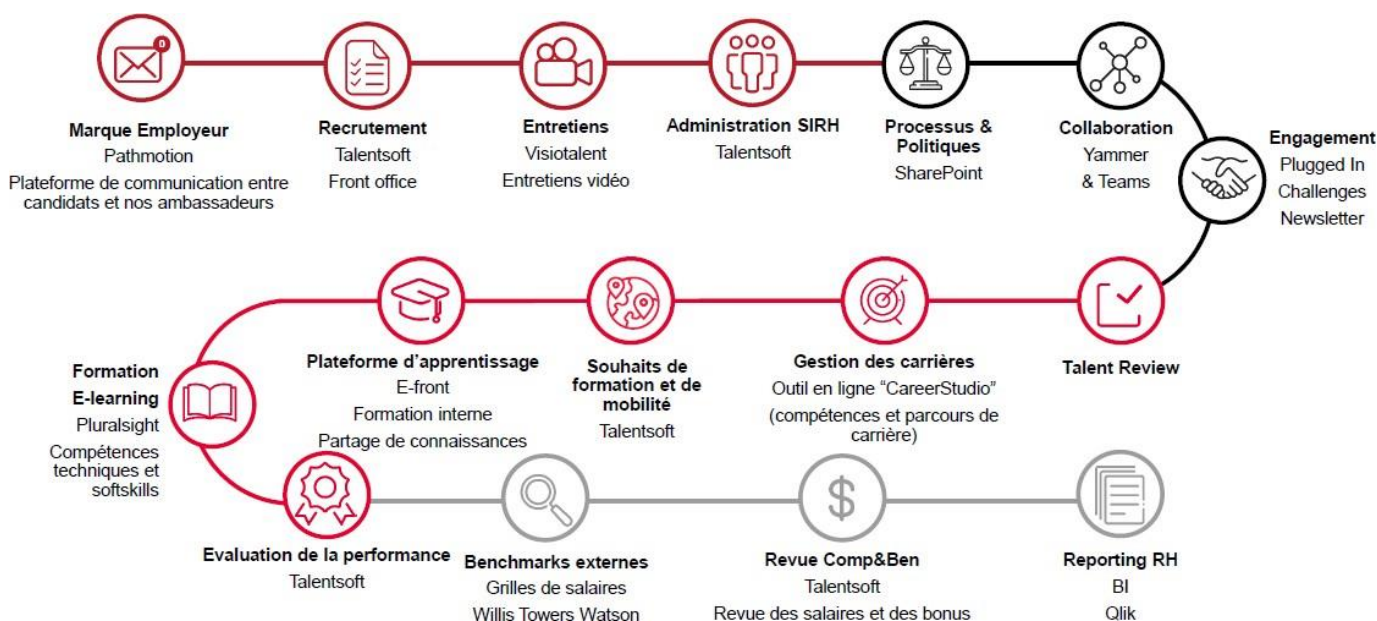
#### 4.1 Nous humanisons la technologie

Le groupe est structuré autour de Business Line globales et est présent sur 4 continents. Si les équipes Linedata sont multiculturelles et pluridisciplinaires, favorisant ainsi la richesse humaine, c'est aussi un défi à veiller à leur diversité, à faciliter les transferts de connaissance, à motiver et impliquer ses collaborateurs et à permettre un dialogue social continu dans l'ensemble du groupe.

Linedata a fait le choix de positionner la fonction RH comme une fonction clef du Groupe afin de traiter l'ensemble de ces problématiques et se développe sur 3 axes:

- **passer d'une RH réactive à une RH proactive:** un réseau de RH Business Partner présents dans tous les pays du groupe afin d'être à l'écoute des problématiques des collaborateurs et des managers, et d'avoir une égalité de traitement dans le support qui leur ai procuré.
- **créer une culture Linedata globale:** des actions de communications, tel que des « challenges », newsletter, évènements physiques et à distance simultanées... sont organisées tout au long de l'année dans l'ensemble du groupe. Chaque pays reçoit régulièrement les actualités et les succès des autres pays.
- **créer une expérience collaborateur complète et intégrée, innovante et digitale:** autour de la solution Talentsoft en interne et de notre site internet en externe, de nouveaux outils et plateformes ont été ajoutés pour aider les RH dans leur mission et les collaborateurs dans leur développement de compétences et de carrière.

### L'EXPERIENCE DIGITALE RH



Le projet qui caractérise le mieux cette ambition est **CareerStudio**. C'est une plateforme digitale de visualisation des parcours de carrière chez Linedata avec pour chaque poste les compétences associées et les parcours de formations à suivre. Chaque collaborateur et manager peut comparer automatiquement le différentiel de compétences entre le poste actuel et le poste visé, tout en ayant directement accès aux parcours de formations e-learning associés.



## 4.2 Ressources humaines dynamiques et pérennes

Après plusieurs années marquées par des acquisitions importantes, les années 2019 et 2020 ont été une période de consolidation et de développement de nouvelles pratiques.

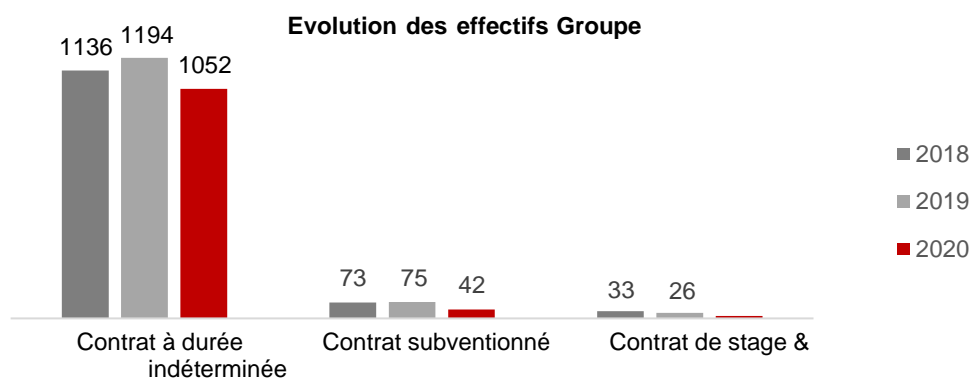
Linedata a dû adapter ses ressources humaines au besoin de ses différentes activités, alors que 100% de ses collaborateurs (hors stagiaires et assimilés) sont en contrats à durée indéterminée.

Dans un contexte de contraction de notre activité pour certaines de nos Business Lines, la préservation de l'emploi et la conservation de nos meilleurs talents pour garantir la pérennité à long terme de l'entreprise ont été des priorités. Pour cela plusieurs actions majeures ont impacté l'évolution des effectifs:

- Un gel des recrutements a été instauré dès le mois de février 2020 compte tenu des anticipations sur l'évolution de l'activité. Néanmoins selon les profils, le groupe a continué à intégrer des talents pour pérenniser son expertise.
- Des actions locales de réduction des effectifs sont intervenues tôt dans l'année 2020 pour faire face à la contraction soudaine des revenus de type consulting et projet. Cet exercice a été réduit au minimum après que toutes les autres actions d'économies aient été effectuées.

• **L'évolution des effectifs Groupe**

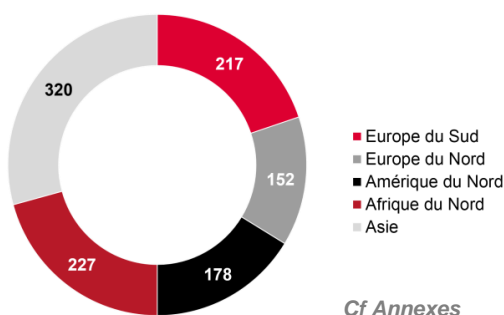
Au 31 décembre 2020, le Groupe Linedata compte 1105 collaborateurs (dont 1094 collaborateurs hors stagiaires & assimilés).



**100%**  
de CDI\*

Linedata privilégie les recrutements en contrat à durée indéterminée, le recours aux contrats à durée déterminée étant réservé aux remplacements temporaires (congés de maternité ou parental, congé individuel de formation).

\*hors CIVE, stagiaires & assimilés



### • Répartition des effectifs par région

Les effectifs sont pour moitié dans nos marchés majeurs pour moitié dans les centres d'excellence afin d'assurer l'efficacité opérationnelle et la proximité avec nos clients.

### • Répartition des effectifs Groupe par métier

#### Un système de classification des métiers adaptés à nos expertises

La gestion des carrières est la recherche d'adéquation entre les aspirations des collaborateurs et les postes de l'entreprise, à court, moyen et long terme. Cette adéquation d'ordre quantitative concerne les emplois et les effectifs. En cas d'inadéquation, des déséquilibres peuvent générer des risques pour le Groupe Linedata :

- Un effectif élevé représente un risque social et économique
- Un effectif insuffisant impacte les capacités de production et génère des tensions.

Ces déséquilibres peuvent aussi provoquer simultanément un sureffectif global et un sous-effectif sur une unité spécifique.

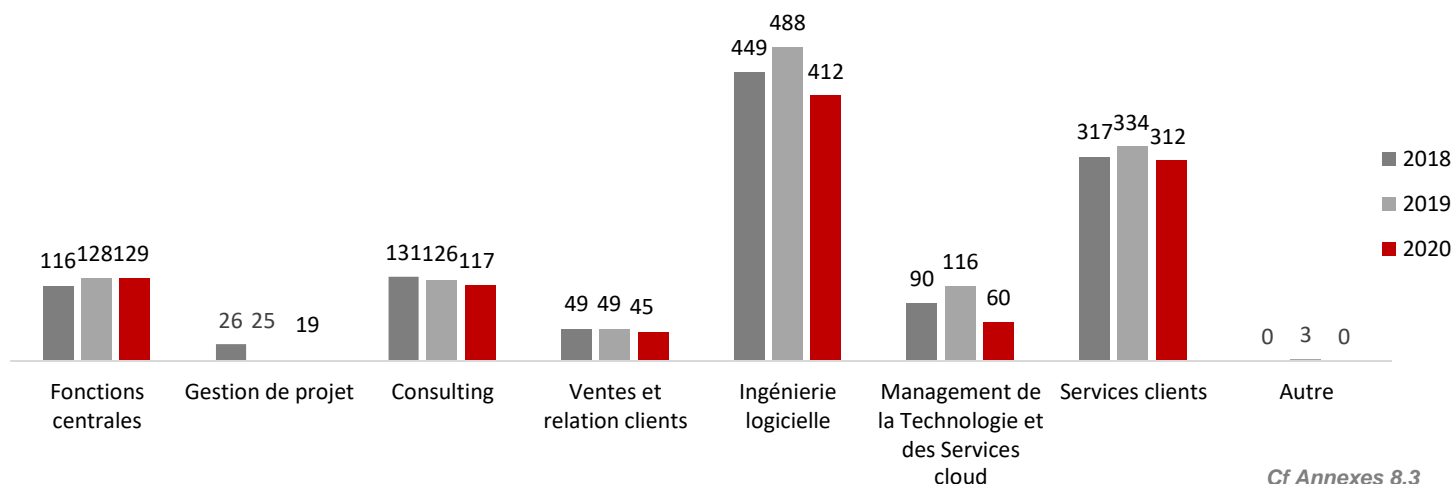
La gestion des emplois agit sur les différents leviers de la gestion des Ressources Humaines que cela soit au niveau du recrutement, de la mobilité, de la formation, etc.

C'est pour cette raison que le Groupe Linedata a instauré en 2018 une cartographie des emplois appelée « Job Mapping » en interne et une suite de processus et d'outils associée.

Le « job mapping » a pour but d'améliorer la visibilité des collaborateurs sur leur parcours de carrière, mais également leur positionnement dans l'entreprise. Cela s'est concrétisé par le développement de l'application CareerStudio qui regroupe les compétences pour chaque métier déclinées par niveau de métiers. Enfin grâce au PDR (People Development Review), une évaluation annuelle est faite de ces compétences et les aspirations de chacun d'évolutions sont collectées.

Le management et les équipes RH analysent ensuite ces informations pour guider individuellement et collectivement les évolutions des collaborateurs pour répondre au mieux aux besoins présents et futurs de l'entreprise.

### Répartition des effectifs par activité



Compte tenu du métier d'éditeur de logiciels, les fonctions Ingénierie logicielle (38%), Consulting (11%) et services Clients (29%) représentent l'essentiel des effectifs du Groupe. En 2020, suite au partenariat stratégique avec HCL, l'activité Management de la Technologie et des Services Cloud s'est recentré sur les métiers à fortes valeurs ajoutés pour accompagner sa transformation digitale et le management des services Cloud et le reste des activités a été délégué à HCL qui a intégré les équipes Linedata.

#### • Evolution de la répartition des managers

	2018	2019	2020
<b>Managers</b>	215	235	213
<b>Non Managers</b>	963	1031	881
<b>Total</b>	1178	1266	1094
<b>% Managers</b>	18,3%	18,5%	19,5%

Il est exclu du périmètre les stagiaires & assimilés.

\*En 2018, la nouvelle cartographie des emplois « Job Mapping » avait vu le jour et 31 collaborateurs n'avaient pas pu être cartographié car ils étaient sur le départ.

Fin 2019, 3 salariés ne sont pas cartographiés car les collaborateurs en « Secondment » à Hong Kong ne sont pas intégrés dans le « Mapping ».

L'attrition plus importante sur les postes à plus faible niveau de compétences et de management couplée à une baisse de recrutement de juniors a entraîné une augmentation de la proportion de managers en 2020.

### • Politique de Recrutement

Le recrutement est un élément moteur de la stratégie de développement du Groupe Linedata.

Pour subvenir aux besoins croissants du Groupe, la majeure partie des recrutements concernent des diplômés. Un effort particulier est ensuite donné à leur parcours d'intégration notamment via la formation afin de faire évoluer les nouveaux entrants au sein de Linedata, comme démontré par la forte croissance des heures de formation en Tunisie.

La très grande majorité des collaborateurs du Groupe sont des cadres issus d'écoles d'ingénieur, de formation universitaire de deuxième ou troisième cycle ou d'écoles de commerce. Ils ont soit une compétence technique, soit une compétence fonctionnelle, voire ils allient une double compétence technique et fonctionnelle.

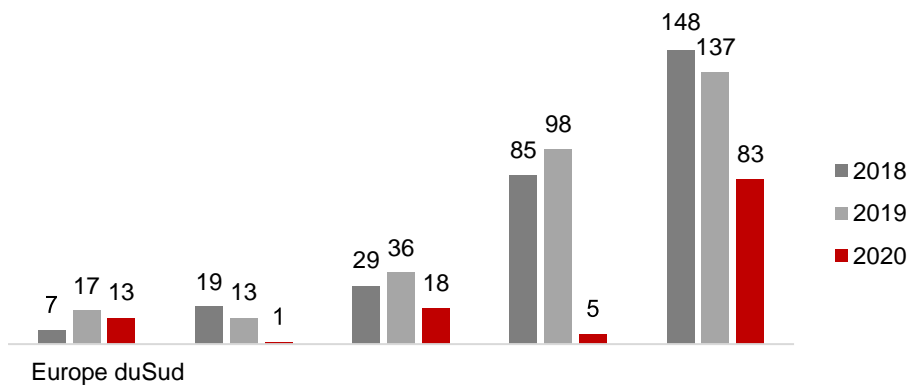
Le métier d'éditeur de logiciels et de prestataire de services destinés au monde financier nécessite que les sociétés du Groupe maîtrisent les aspects non seulement techniques mais aussi fonctionnels. La présence de compétences fonctionnelles fortes dans les équipes permet de mieux comprendre le métier des clients et leurs besoins.

Linedata favorise l'insertion des jeunes dans le monde du travail en ayant recours aux stages, contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, et aux VIE afin d'encourager l'employabilité des jeunes.

Dans l'un de nos centres d'excellence à Tunis, le Groupe Linedata a recours:

- Aux stages de Projet de Fin d'Etude (PFE): l'objectif de ces stages est d'avoir un projet final complet qui se déroule à la fin des études/fin du parcours académique. Ce projet final a pour objectif de développer l'innovation et l'indépendance, de renforcer le sens de responsabilité et l'esprit de travail en équipe. Les étudiants doivent mettre en œuvre de manière innovante ce qu'ils ont appris pendant leurs années universitaires dans un PFE, et faire preuve de leurs connaissances et compétences.
- Aux Contrats d'Initiation à la Vie Professionnelle (CIVP) : un contrat de durée d'un an est délivré par l'Etat pour encourager les sociétés à recruter des juniors. Ce type de contrat ne peut être obtenu qu'une seule fois durant une carrière professionnelle.

### Evolution des recrutements par région



En 2020, compte tenu de l'évolution de l'activité liée à la crise de la COVID-19, Linedata a réduit le recrutement de CIVP en Tunisie afin de privilégier et pérenniser les emplois des collaborateurs déjà en poste.

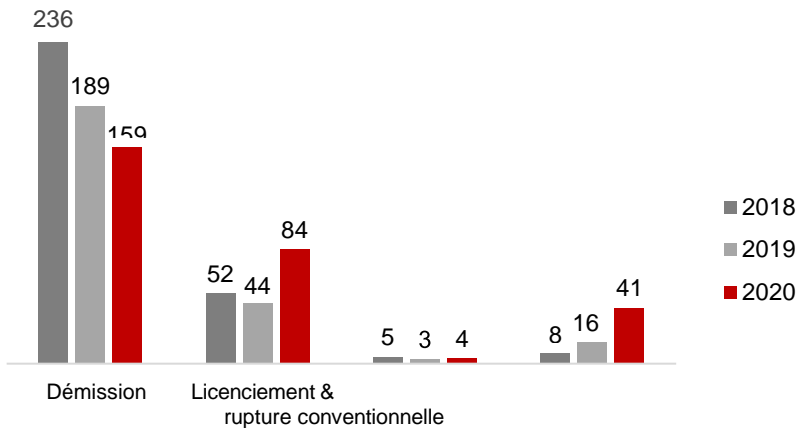
### • Attraction des talents

Linedata poursuit sa transformation digitale, les réseaux sociaux ayant pris une part de plus en plus importante dans le processus de recrutement, le compte Linedata sur «LinkedIn» est suivi par plus de 52 000 abonnés en 2020 soit une augmentation de 24% du nombre d'abonnés par rapport à 2019 et le Groupe compte près de 1 400 «followers» sur Twitter.

En 2019, la plateforme « Pathmotion » a été ajoutée en marque blanche à notre page carrière. Elle permet à des collaborateurs ambassadeurs de partager leur expérience et leur ressenti au sein de Linedata. L'objectif est de créer une plus grande proximité avec nos candidats. Ces ambassadeurs parlent librement et garantissent l'authenticité des contenus ensuite partagés sur les réseaux sociaux pour un meilleur engagement des candidats et refléter notre slogan « We Humanize Technology ». En 2020, 4 « Live Chats » ont été organisés pour couvrir l'ensemble de nos régions. Ils ont donné l'opportunités d'un échange très dynamique et direct entre des dizaines de candidats et des experts de Linedata.

Notre ambition est de faire du Groupe Linedata un pôle d'attraction des talents. Tournée vers l'avenir, la fonction Ressources Humaines Groupe a déployé un programme d'homogénéisation des processus et pratiques au niveau mondial.

• **Evolution des départs par nature**



En excluant l'impact du partenariat stratégique avec HCL, le nombre de départ en 2020 est resté raisonnablement stable par rapport à 2019.

L'objectif annoncé de réduire le nombre de démission a été atteint.

**4.3 Développement des compétences et des carrières au cœur de notre stratégie**

Chaque collaborateur bénéficie au moins une fois par an d'un entretien d'évaluation avec son supérieur hiérarchique en vue d'évaluer sa performance, ses compétences et ses éventuels axes d'amélioration.

Ces entretiens permettent d'estimer les besoins de formation du collaborateur, de déterminer ses objectifs pour l'année à venir et d'envisager ses perspectives d'évolution à court et moyen terme.

En 2018, le Groupe Linedata s'est donc doté d'un outil de suivi de la performance individuelle et d'évaluation annuelle («Development Review») global, commun à l'ensemble des collaborateurs, qui permet d'évaluer la contribution d'un collaborateur à son poste et les compétences associées et d'établir un plan de développement et de carrière pour l'année à venir. Cet outil apporte plus de fluidité dans le partage et le suivi des plans de développement des collaborateurs. En 2020, 93% des collaborateurs ont eu un entretien concernant leurs performances et leurs objectifs à travers cet outil.

Par ailleurs, les sociétés françaises du Groupe ont mis en place un plan d'actions pour l'emploi et le maintien des compétences, en application de la législation en vigueur. Ce plan s'articule autour des domaines d'actions suivants:

- L'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles
- L'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité
- Le développement des compétences et des qualifications et l'accès à la formation
- L'aménagement des fins de carrière et la transition entre activité et retraite
- La transmission des savoirs, des compétences et le développement du tutorat.

• **La mobilité, vecteur de réussite du développement des compétences**

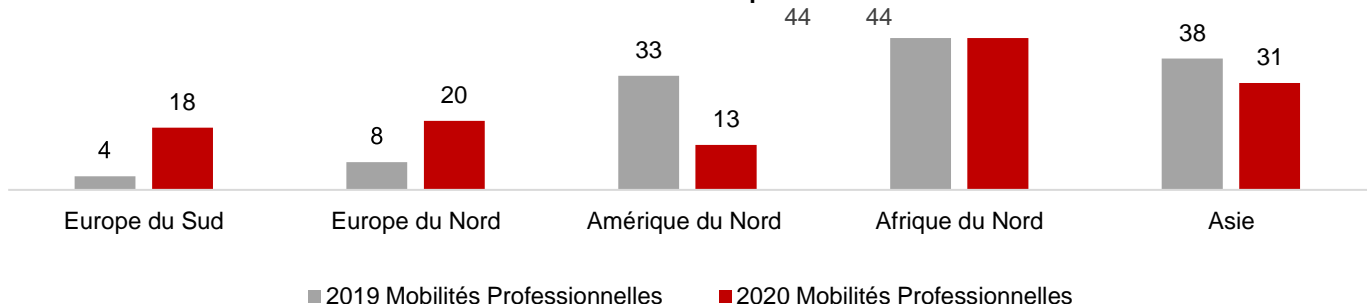
Le Groupe Linedata différencie 2 types de mobilités:

- La mobilité professionnelle: elle regroupe la mobilité verticale (augmentation d'un niveau de « job mapping») et la mobilité horizontale (changement de discipline dans le « job mapping »)
- La mobilité géographique

La mobilité professionnelle facilite l'acquisition et la restructuration des compétences en fonction des besoins du marché. Elle permet d'offrir de nouvelles expériences pour se développer et partager des connaissances entre collaborateurs. Le large éventail d'activités au sein du Groupe Linedata offre aux collaborateurs de nombreuses opportunités d'acquérir de nouvelles compétences et de développer leur carrière.

Le Groupe Linedata considère que la mobilité professionnelle des collaborateurs est la clé du déploiement de sa stratégie d'entreprise. La mobilité géographique est étudiée au cas par cas dans un contexte d'immigration en Europe et aux Etats-Unis de plus en plus complexe.

**Evolution des mobilités professionnelles**



En 2020, 126 collaborateurs ont bénéficié d'une mobilité professionnelle horizontale ou verticale, soit 12,7%. Ce nombre ne représente pas l'ensemble des évolutions professionnelles. Ici n'est capturé en mobilité verticale que les changements de niveaux. Des sous-niveaux sont utilisés en particulier dans les premiers niveaux de carrière, car c'est ici que la vitesse de développement et le besoin des collaborateurs y sont les plus importants.

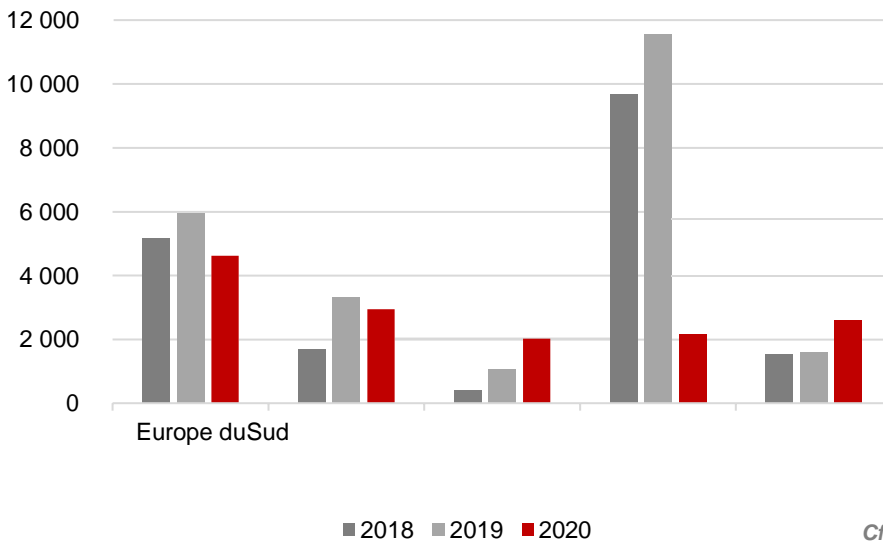
	2020		
	Mobilité Verticale	Mobilité Horizontale	Mobilité Professionnelle
Europe du Sud	9	9	18
Europe du Nord	17	4	20
Amérique du Nord	12	2	13
Afrique du Nord	43	3	44
Asie	29	3	31
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>21</b>	<b>126</b>

En Amérique du Nord et en Europe, la proportion de collaborateurs avec un plus haut niveau d'expertise et aussi une plus grande séniorité est plus importante.

Les mobilités sont donc moins régulières que dans les autres régions, où les collaborateurs sont recrutés en majorité avec peu ou pas d'expérience professionnelle à la sortie de leur cursus d'études supérieures et évoluent rapidement.

### • Formation et Développement des Talents

Evolution du nombre d'heures de formation



Depuis plusieurs années dans le domaine de la formation et du développement, Linedata suit les meilleures pratiques du marché pour favoriser le développement de ses collaborateurs. L'investissement dans Pluralsight, plateforme dédiée aux formations techniques et compétences générales (dites « soft skills »), et Efront learning, qui couvre les formations fonctionnelles internes et de conformité, ont permis de consolider un parcours de formation numérique individualisé et de s'adapter aux contraintes liées au COVID-19.

Linedata communique également mensuellement des conseils de développement personnel nous sommes adaptés en proposant un e-learning soutenant le télétravail (FMH) ainsi que des conseils pour un retour au travail en toute sécurité pour l'ensemble des bureaux.

Cf Anr

14 360 heures de formation ont été réalisées au cours de l'année, dont 55% en ligne (+230% d'heures pour cette catégorie par rapport à 2019). En raison des différents confinements locaux, une partie importante des plans de formation n'était plus réalisable ou a été reportée à 2021, se traduisant par une réduction des heures de formation dispensées en présentiel en 2020. Dans le même temps, 377 parcours de formation ont été créés dans Pluralsight pour répondre aux demandes des collaborateurs et managers.

A l'échelle du groupe, le temps moyen de formation en 2020 par collaborateur formé est de 15,8 heures, soit une légère diminution par rapport à 2019 (19 heures) dû principalement au report des formations en présentiel. En prenant en compte les formations obligatoires de conformité, 98% de nos collaborateurs ont participé à des formations au cours de l'année, 74% d'entre eux ont suivi des formations techniques et de compétences générales. Cela démontre que, malgré les fortes contraintes sanitaires de cette année, la culture d'apprentissage continue de se développer chez Linedata.

L'année 2020 a été pleine de défis et d'opportunités d'apprendre de nouvelles choses. Des améliorations des outils et des systèmes ont été mis en œuvre et nous ont permis de suivre et d'analyser plus efficacement les données de formation sur une base régulière.

Des changements ont été mis en œuvre pour améliorer notre stratégie de formation, pour promouvoir le partage des connaissances et pour créer des expériences d'apprentissage agréables pour les collaborateurs ; ce sont des facteurs clés de succès dans la création d'un parcours d'apprentissage et de développement sur le long terme.

## 4.4 Reconnaissance et bien-être des collaborateurs

### • Gestion de la crise COVID-19

Dès le début de la crise, les équipes RH et d'Office management locales ont mis en place des protocoles sanitaires pour assurer la sécurité des collaborateurs sur leur espace de travail. En coopération avec l'IT, le travail à distance a pu être mis en place pour l'ensemble des collaborateurs lorsque les mesures gouvernementales l'ont imposé. Le lien social et la performance collective des équipes étant des enjeux majeurs, des retours volontaires ou des présences alternées dans les bureaux ont été mis en place dans le respect des législations locales et des protocoles renforcés.

De façon continue, le bien-être de nos collaborateurs a été une préoccupation majeure, alors que les conditions de travail pouvaient être difficiles (garde d'enfant ou espace de travail inconfortable) dans un contexte de crise sanitaire inédite et anxiogène.

Différents dispositifs ont été mis en place pour permettre une communication continue avec les collaborateurs afin de repérer et prévenir les situations les plus à risques. En particulier, nous avons développé, en partenariat avec Octomine, un questionnaire hebdomadaire couvrant les sujets liés au bien-être et aux conditions de travail. Des communications et des plans d'actions locaux ont pu être définis suite à ces enquêtes pour répondre aux questions et aux besoins des collaborateurs. Certaines de ces actions sont décrites dans la section « Dialogue avec les parties prenantes - avec les collaborateurs » (p.36).

### • Politique de rémunération

La politique de rémunération du Groupe est basée sur des principes communs appliqués de manière adaptée selon les législations, réglementations et spécificités régionales.

Cette politique vise à :

- Attirer, reconnaître et fidéliser les talents
- Récompenser la performance, à la fois individuelle et collective
- Mettre en œuvre la stratégie du Groupe, et tenir compte des objectifs financiers et opérationnels

Une politique de rémunération variable est mise en œuvre pour la plupart des collaborateurs afin d'encourager la performance.

Les principes d'augmentation de la rémunération, y compris des composantes fixes et variables, sont définis chaque année en s'appuyant sur les directives données pour l'ensemble du Groupe et en tenant compte des réglementations locales.

L'étude des augmentations de salaire annuelles repose sur la performance de l'entreprise, sur la situation économique locale et les pratiques de marché. Quand la législation le prévoit, une négociation a lieu avec les organismes de représentation des salariés.

L'analyse de comparaison du positionnement des salaires est réalisée chaque année sur la base des enquêtes de rémunérations de Willis Tower Watson des secteurs High-Tech et services financiers.

Une protection sociale visant le remboursement des frais médicaux et / ou la couverture des risques invalidité et décès est prévue pour les sociétés françaises et la plupart des filiales.

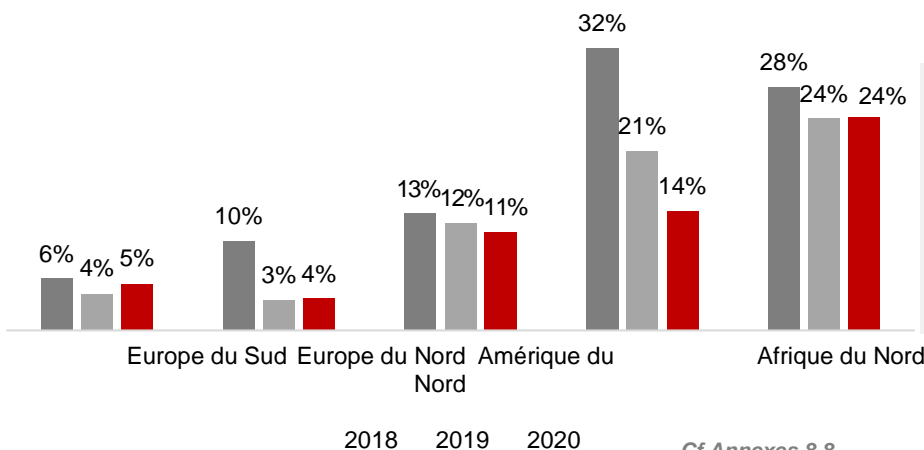
Des dispositifs concernant la retraite ont été négociés ou institués en 2014 pour les sociétés françaises. Ces dispositifs applicables depuis 2015 sont : un Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif Groupe (PERCOG, incluant un abondement de l'entreprise pour les versements volontaires) et un contrat d'épargne collectif à cotisations définies (Article 83, incluant des cotisations payées par l'entreprise).

Le « Mapping » permet de positionner les postes de l'entreprise par rapport au marché local de référence. Il est important pour le Groupe Linedata de reconnaître l'expertise des talents de la société.

Étant donné l'hétérogénéité entre les différents pays d'implantation de Linedata, la publication de salaires moyens n'apporterait selon le Groupe pas de valeur ajoutée aux lecteurs de ce document.

Le Groupe Linedata entretient un lien entre la performance de l'entreprise et la contribution des collaborateurs à cette performance. Afin d'évaluer au mieux la performance des collaborateurs, le Groupe Linedata a mis en place depuis 2017 un suivi de la performance et du développement des compétences.

### • Taux d'attrition volontaire par zone géographique



Depuis 2019, un effort conséquent a été réalisé en particulier dans les régions d'Afrique du Nord et Asie pour accroître la rétention.

Cela s'est concrétisé par une diminution conséquente plus marquée en Afrique du Nord qu'en Asie, où le marché est toujours très compétitif malgré le contexte de crise.

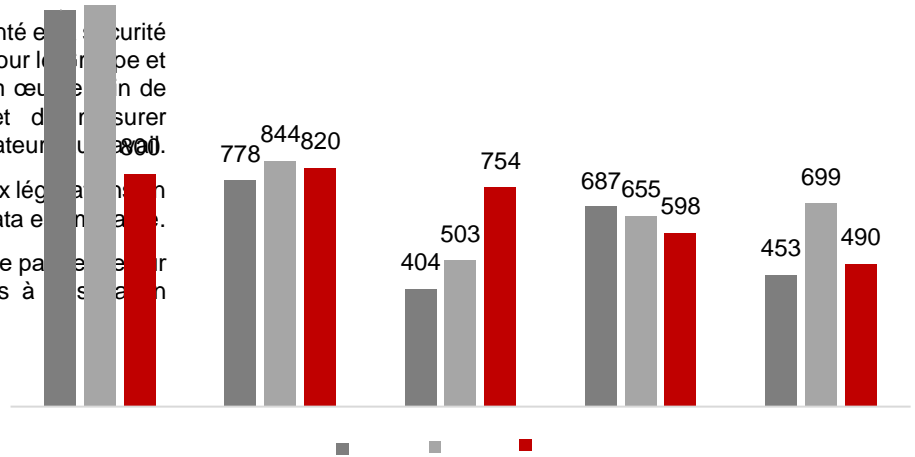
• **Absence maladie**

Le code éthique du Groupe Linedata stipule que la santé et la sécurité de tous les collaborateurs constituent une exigence pour le Groupe et que tous les moyens nécessaires doivent être mis en œuvre afin de les garantir. Le suivi de l'absentéisme permet de mesurer l'implication mais aussi la satisfaction de nos collaborateurs.

L'absentéisme est suivi localement, conformément aux législations en vigueur dans les différents pays dans lesquels Linedata est présente.

La forte baisse constatée en Europe du Sud s'explique par une baisse de longs arrêts maladie et une baisse des arrêts liés à la pandémie sanitaire

(confinement et télétravail).



**4.5 Diversité & égalité des chances**

Pour le Groupe Linedata, la notion de diversité n'est pas seulement liée à la parité femme / homme, mais aussi à une multitude de différences comme par exemple la diversité au niveau des âges, des niveaux de carrière et des cultures.

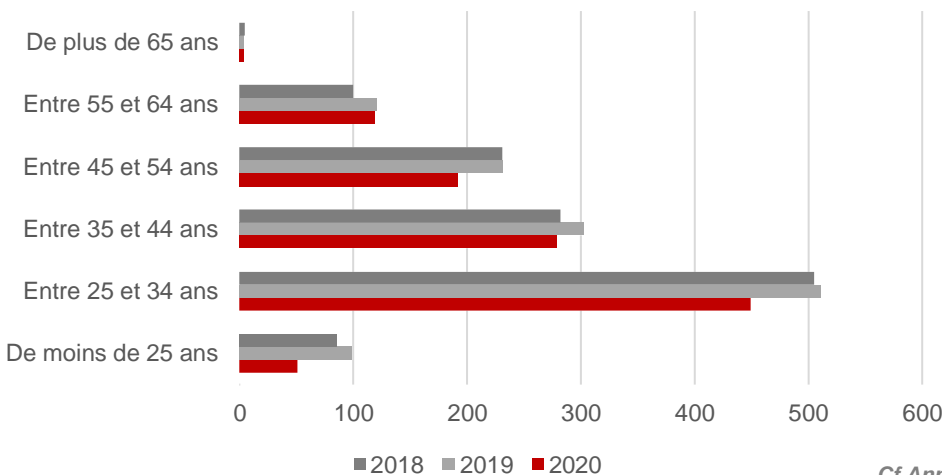
**Egalité Femmes / Hommes**

- Pour le Groupe Linedata, la diversité des collaborateurs est un levier important et c'est pour cette raison que le code éthique du Groupe Linedata intègre les principaux engagements en matière de non-discrimination, d'égalité des chances et de promotion de la diversité afin que chaque collaborateur ou candidat lors du processus de recrutement puisse avoir accès à la formation, à la politique de rémunération, à une mobilité interne et aux évolutions professionnelles.
- Le Groupe Linedata promeut la mixité au sein de ses effectifs, en développant l'accès des femmes à ses différents métiers, et en leur assurant l'équité des progressions de carrière.
- Les sociétés françaises et étrangères sont soumises à des lois spécifiques, en particulier en matière de lutte contre les discriminations professionnelles entre les hommes et les femmes. Le Groupe Linedata interdit formellement tout harcèlement et toute discrimination.

Des actions de communication ont été déployées, notamment en Inde avec le support des équipes et managers locaux.

- Les femmes représentent 35,5% des effectifs du Groupe en 2020.
- En France, ce chiffre s'élève à 29%, ce qui est supérieur à la moyenne des 10 plus grandes SSII françaises (25% en moyenne selon une étude du journal du net<sup>1</sup>). En France, Linedata a mis en place une Commission Egalité Professionnelle H/F. Cette Commission ne note aucune discrimination à l'embauche mais constate qu'il y a plus de candidats que de candidates.
- En Lettonie et en Tunisie, les femmes représentent en 2021 respectivement plus de 53% et 66% des effectifs.
- Les efforts de la société en termes d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes se traduisent d'ailleurs dans notre score à l'index Egapro (spécifique à la France) : en effet, pour l'exercice 2019, notre score atteint 92 avec un score maximal sur 2 des 4 critères.

**Répartition des effectifs Groupe par tranche d'âge**



Le Groupe Linedata considère qu'une répartition équilibrée des classes d'âge est vecteur de dynamisme et d'innovation.

Cf Annexes 8.10

<sup>1</sup><https://www.journaldu.net.com/solutions/reseau-social-d-entreprise/1192248-la-part-des-femmes-chez-les-ssii/>

A woman with long brown hair is smiling in the background, slightly out of focus. In the foreground, two hands are shaking in a firm grip, symbolizing agreement or partnership. The hands are wearing blue suit sleeves with white striped cuffs.

**5**

## UNE ENTREPRISE CITOYENNE

**700**

Clients dans le monde

**33**

Projets caritatifs  
entre 2018 et 2020

**3**

Labs au sein du Groupe  
en 2020

**80**

Projets d'innovation en  
2020

# 5

## UNE ENTREPRISE CITOYENNE

- 5.1 Dialogue avec les parties prenantes
- 5.2 Loyauté envers les parties prenantes
- 5.3 Mécénat & Bénévolat
- 5.4 Innovation et Transformation Digitale

## 5.1 Dialogue avec les parties prenantes

Linedata échange avec ses parties prenantes (collaborateurs, clients, fournisseurs, partenaires et actionnaires) autour des différents projets de l'entreprise afin de s'assurer de l'adéquation de sa stratégie mais également de ses engagements d'entreprise responsable avec leurs attentes. L'écoute mais surtout le dialogue sont des composantes majeures de la stratégie du Groupe Linedata. Ces échanges et rencontres collégiales favorisent l'élaboration d'une vision commune de l'engagement du Groupe avec ses parties prenantes: mieux comprendre et cerner les évolutions sociétales, les enjeux, etc.

### • Avec les collaborateurs

Un dialogue ouvert et transparent est fondamental pour garantir la compréhension et l'adhésion à la stratégie et aux activités du Groupe Linedata.

L'information, l'échange et le partage d'idées ont une place importante dans l'entreprise et se font via plusieurs outils:

- Des sessions d'information tels que les town halls ou les moments d'échange comme « The Voice » ;
- Les communications et animations internes incluant la newsletter mensuelle qui regroupe toute l'information locale et groupe ;
- Un intranet (KEN/SharePoint) qui met à disposition la documentation et les outils centraux ;
- Un blog et un réseau d'entreprise, PluggedIn & JoinIn –600 visites par mois en moyenne sur les 4 continents.

Dans le contexte sans précédent qui a marqué 2020, la communication interne et les actions RH ont été renforcées afin de maintenir les liens sociaux avec les collaborateurs:

- Cafés et déjeuners virtuels ;
- Actions ludiques : partage de photos/vidéos via le groupe « Let's keep in touch » ; quizz et pictictionary en ligne inter sites, défilé des animaux de compagnie ;
- Actions de détente / gestion du stress : sophrologie, conférence et sessions de questions-réponses avec des psychologues, ligne d'écoute à disposition des collaborateurs...;
- Enquête hebdomadaire menée auprès des collaborateurs et managers pour identifier l'état d'esprit et apporter du soutien ;
- Formations en ligne sur le télétravail, le management à distance, mais aussi sur la santé et la sécurité.

### • Avec les clients

Le Groupe travaille de manière continue à l'optimisation de la politique relationnelle avec ses clients afin d'établir une collaboration sur le long terme dans un climat de confiance réciproque (la plupart des contrats signés par le Groupe Linedata étant pluriannuels).

Le Groupe informe ses clients de manière régulière sur l'évolution de son activité via différents canaux :

- Ses communiqués de presse
- Son site internet [www.linedata.com](http://www.linedata.com)
- Le site intranet client MyLinedata
- Ses réseaux sociaux: LinkedIn, Twitter, Instagram, Facebook
- Animation du marché à travers les « Linedata Exchange » ; destinés aux clients et prospects du Groupe, ces événements créent des opportunités d'échanges et de débats sur les problématiques métiers et entre experts afin de discuter des enjeux actuels et futurs du secteur.

A la demande des clients, Linedata répond systématiquement leurs enquêtes ou demandes d'informations concernant nos engagements RSE.

### L'importance de la satisfaction des clients

La satisfaction de nos clients est mesurée à travers un indicateur clé qui est le Net Promoter Score (NPS) reposant sur le concept suivant : le niveau de satisfaction globale de nos clients à savoir s'ils recommandent le Groupe Linedata, ses produits ou services.

**Afin de répondre aux exigences croissantes de ses clients,** Linedata a donc mis en place depuis 2014, une enquête annuelle à destination de tous nos clients, permettant d'évaluer le NPS mais également leur niveau de satisfaction sur plusieurs dimensions : performance produit, capacité à innover, qualité de la communication et de la relation client, etc...

Depuis 2019, l'enquête a été restructurée afin d'avoir un questionnaire spécifique aux besoins de 4 populations distinctes : C-Level, Senior Manager, Spécialiste IT et Utilisateur final. En 2020, l'enquête de satisfaction client a permis de recueillir l'avis de 12,3% des clients de Linedata (vs 12,5% en 2019).

### Au delà de cette enquête, Linedata a mis en place un plan d'action dédié à ses clients en plusieurs volets :

- Prise de contact et plan d'action dédiés pour chaque client ayant fait part d'axes d'amélioration sur la prestation de Linedata lors de l'enquête annuelle de satisfaction ou bien lors d'un rendez-vous ponctuel
- Les « Linedata Exchange », associant nos clients aux réflexions d'avenir de Linedata, mis en place depuis plusieurs années n'a pas pu avoir lieu en 2020.

### Afin de continuer à améliorer la qualité de la relation client, Linedata a concrétisé les engagements pour l'année 2020 sur les 3 axes suivants :

- Association renforcée des clients au processus de Recherche et Développement, notamment avec le déploiement du **Client Engagement Program**
- Renforcement de la relation client avec un suivi appuyé de la fréquence de contact
- Meilleure communication de la stratégie du groupe auprès des clients, avec la **refonte du site Internet** et de son contenu réalisée en Septembre 2020

### L'année 2021 verra l'intensification de l'action de Linedata auprès de ses clients :

- L'enrichissement du Client Engagement Program
- L'évolution du dispositif d'écoute de la satisfaction client pour augmenter la régularité des points de contact dédiés à cette thématique
- L'inclusion des clients dans nos projets d'Innovation (en étroite collaboration avec nos partenaires académiques, les start-ups du monde de la Finance entre autres)

### • Avec les fournisseurs

Le Groupe Linedata a mis en place une Charte des partenaires commerciaux qui formalise les exigences du Groupe relative aux droits de l'Homme, à la protection des données personnelles, à l'éthique des affaires, à un processus éco-responsable des achats, et autres obligations. Cette Charte, disponible sur le site internet de Linedata, est transmise par

email aux principaux fournisseurs du Groupe.

## 5.2 Loyauté envers les parties prenantes

### • Lutter contre la fraude fiscale

Conformément à l'alinéa 5 de l'article L225-102-1 du code de commerce modifié par la loi 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude fiscale, le Groupe Linedata s'engage à lutter contre tout type de fraude fiscale.

Le Groupe Linedata est majoritairement imposé dans les pays à fiscalité encadrée. Le Groupe n'utilise pas ses implantations dans les pays à fiscalité avantageuse (Luxembourg, Irlande, Hong Kong) pour organiser des montages fiscaux pouvant s'apparenter à de la fraude fiscale.

### • Prévenir des conflits d'intérêt

Tout collaborateur doit éviter de se trouver dans une situation où ses intérêts, ou ceux de personnes proches, pourraient se trouver en conflit avec ceux du Groupe et risqueraient de nuire à son indépendance de jugement ou à son intégrité professionnelle tout comme à l'image et à la réputation du Groupe.

Linedata comprend que des relations d'affaires peuvent apparaître ou se développer entre des collaborateurs du Groupe ou avec un collaborateur d'une société tierce (client / fournisseur). Si ces relations sont de nature à créer un problème d'indépendance ou un conflit d'intérêt, de fait ou en apparence, dans l'esprit de nos clients ou de nos collaborateurs, celles-ci doivent être déclarées formellement par les personnes concernées à leurs responsables directs afin de déterminer si des notifications ou changements d'affectation sont nécessaires.

### • Développer des pratiques commerciales loyales

Nos actions doivent être guidées par une volonté d'engagement de nos services dont l'objectif est la satisfaction du client et le respect des règles du droit de la concurrence.

Tous les fournisseurs et prestataires de service du Groupe sont sélectionnés et traités avec objectivité et loyauté, dans le cadre de pratiques commerciales transparentes et de respect des engagements.

Tout collaborateur s'interdit notamment de participer à des ententes ou à toute pratique ayant pour conséquence d'entraver le libre jeu de la concurrence.

### • Respecter les Droits de l'Homme

L'engagement de Linedata est basé sur la reconnaissance et le respect des lois nationales applicables ainsi que de standards fondamentaux relatifs aux droits sociaux et à la protection de l'environnement.

Pour les sociétés implantées au Royaume-Uni, le Groupe a mis en place et actualise à chaque exercice annuel sa déclaration «Slavery Act». Cette déclaration est publiée en vertu de la loi britannique relative à l'esclavage moderne et au trafic d'êtres humains, dite « Modern Slavery Act », qui est entrée en vigueur le 29 octobre 2015.

Le Groupe Linedata continue de mettre en place des initiatives en faveur du respect des Droits de l'Homme et s'engage à mener ses activités de manière honnête et éthique afin d'empêcher toute forme d'esclavage et de trafic humain dans sa chaîne d'approvisionnement.

### • Refuser le travail forcé des enfants

Le Groupe Linedata est engagé à lutter contre le travail forcé ou toute autre forme de travail des enfants, à travers la mise en place d'un Code Ethique.

Le Groupe Linedata s'assure du respect du refus du travail des enfants dans les pays émergents dans lesquels il est implanté. En Inde, le Groupe Linedata a pris en compte le respect du «Labour Act» en vigueur depuis 1986.



En adhérant aux principes du Pacte Mondial mis en place sous l'égide des Nations Unis, Linedata s'engage à soutenir dans sa sphère d'influence les dix principes de ce Pacte en matière de Droits de l'homme, de Normes internationales du travail, d'Environnement et de lutte contre la corruption.

### 5.3 Mécénat & Bénévolat

Depuis plus de 20 ans, l'éthique et les valeurs humaines sont au cœur de l'identité de Linedata. Linedata Charity, notre grand programme d'entreprise à vocation caritative, concrétise l'engagement sociétal de Linedata dans trois domaines, l'Environnement, l'Education et la Santé, et comporte deux volets.

#### INITIATIVES CARITATIVES LOCALES

Depuis plus de 20 ans, les collaborateurs de Linedata vivent leur engagement en soutenant des initiatives caritatives. Ces initiatives ont représenté une trentaine de projets caritatifs entre 2018 et 2020 comme par exemple la préparation et distribution de repas aux sans-abris en lien avec la Whitechapel Mission à Londres, ou encore l'opération de don de sang à Mumbai en partenariat avec l'ONG Samarpan. A travers ces initiatives, nous redistribuons une partie de nos résultats à des causes dans les domaines de l'Environnement, l'Education et la Santé.

#### PARTICIPATION À LA CONSTRUCTION D'UNE UNIVERSITÉ MÉDICALE EN OUGANDA

Nous participons à la construction d'une université médicale en Ouganda, avec le parrainage de AKU (Aga Khan University), à travers le financement de la résidence universitaire. Avec ce projet, Linedata vise à faciliter l'accès au savoir des étudiants Ougandais qui en retour participeront au développement de leur pays. L'Ouganda compte l'une des populations les plus jeunes, sa croissance est la plus rapide du monde, avec un taux de fécondité de 5,8 enfants par femme. Dans ce contexte, la santé s'impose comme un enjeu fondamental auquel nous contribuons via le développement d'infrastructures médicales et la formation des futurs leaders du domaine sanitaire en Ouganda.





#### 5.4 Innovation et Transformation digitale

Depuis juin 2017, le rôle du département innovation est d'accompagner la transformation digitale, de piloter les expérimentations sur des sujets clés et d'accompagner les initiatives innovantes des collaborateurs.

Après une année 2018 consacrée au lancement de sa transformation digitale et à la mise en place des conditions fondamentales de son déploiement et une année 2019 focalisée sur l'innovation produits, 2020 a été consacrée à la diffusion de la culture d'innovation au sein de toutes les entités du groupe, dans un contexte très dynamique.

Avec l'atteinte d'un rythme de croisière sur nos deux plus gros labs (Mumbai et Tunis), malgré les défis posés par le travail à distance, et la multiplication très significative des projets d'innovation (plus de 80 en 2020 ont été soumis et instruits par des équipes de tous les bureaux), tous les collaborateurs ont maintenant conscience de l'impact qu'ils peuvent avoir sur la transformation du groupe, au service des collaborateurs et des clients.

En 2021, 2 nouveaux labs vont être déployés (notamment en Amérique du Nord, marché clé pour le groupe), et les projets d'innovation vont se poursuivre avec pour objectif l'industrialisation des processus d'innovation et l'identification de startups internes devant jouir d'un développement accéléré, et un renforcement des liens entre le groupe Linedata et son écosystème (startups, laboratoires de recherche, universités).

Linedata est engagé depuis plusieurs années dans une stratégie d'Innovation en 4 volets : produits, production, fonctions centrales et culture.

**Innovation produits et business :** L'ADN de Linedata est centrée sur l'innovation au service de nos clients. L'année 2020 a vu le plein développement du produit Linedata Analytics, désormais commercialement déployé chez nos clients, la sortie de deux produits majeurs entièrement basés sur le cloud public et embarquant des technologies telles que l'intelligence artificielle, et le développement de fonctionnalités produits spécifiques à la situation sanitaire mondiale (report d'échéances de crédits en masse pour les clients Lending & Leasing par exemple).

**Innovation au sein de la production :** Le métier du groupe Linedata est de développer des logiciels apportant de la valeur à ses clients. L'efficacité du processus technologique de production est un facteur clé de stabilité des produits proposés, d'efficacité du déploiement de ces derniers, et de maîtrise du coût des solutions.

L'accélération du déploiement de méthodes de test automatisées a permis de gagner en efficacité et en stabilité cette année encore, ainsi que l'adoption d'architectures microservices permettant d'avoir une approche modulaire de nos produits et de mieux maîtriser la dette technique.

**Innovation au sein des fonctions centrales :** Au-delà de l'innovation au service de ses clients, Linedata s'est également lancée dans une transformation digitale profonde au service de l'amélioration de la performance de ses fonctions centrales. Par exemple, le département des ressources humaines a encore accentué la digitalisation du parcours collaborateur, 100% dématérialisé, ainsi que la mise à disposition des managers de données clés sur leurs équipes.

**Développement d'une culture d'Innovation au sein du groupe :** A travers la création de ses Innovation Lab en France, en Tunisie, en Inde et aux Etats-Unis, Linedata souhaite créer des lieux dédiés à l'Innovation à l'initiative de nos collaborateurs et au service d'un meilleur service pour nos clients ou bien d'une plus grande efficacité opérationnelle au sein de nos équipes. Grâce au socle de ces Innovation Labs et grâce aux programmes de formation déployés auprès des équipes Linedata, nous sommes donc en mesure d'intensifier le savoir faire de nos équipes sur les thématiques liées notamment à l'Intelligence Artificielle ou au Big Data.

Ainsi, c'est plus de quatre vingt projets d'innovation significatifs qui ont été initiés par les équipes de Linedata au cours de l'année 2020.

L'année 2021 sera dédiée à la constitution d'un écosystème riche de partenaires gravitant autour des labs Linedata, et à un investissement accru dans le domaine de la blockchain.

6

# VERS UNE ENTREPRISE ECO-RESPONSABLE

VOLUNTEER

1

Politique  
environnementale  
Groupe

14

Bureaux ayant un  
dispositif de tri des  
déchets

# 6

## **VERS UNE ENTREPRISE ECO-RESPONSABLE**

6.1 Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables  
6.2 Gestion des achats responsables

Les problématiques environnementales et plus particulièrement les conséquences du changement climatique affectent de plus en plus la planète et les sociétés. Le groupe Linedata souhaite apporter une contribution positive aux enjeux sociaux et environnementaux. Le Comité RSE est impliqué dans cette contribution positive en mettant en place la politique environnementale du Groupe Linedata dont les principales actions sont présentées ci-dessous.

## 6.1 Réduire l'impact environnemental et favoriser les gestes éco-responsables

### • Protection de l'environnement

Le Groupe Linedata en tant qu'éditeur de logiciel est conscient des impacts environnementaux directs de ses activités comme par exemple l'impact de la pollution numérique.

Le Groupe est conscient de sa responsabilité en matière de protection de l'environnement et porte une attention particulière aux actions permettant la réduction de son empreinte environnementale.

### • Recyclage et gestion des déchets

Le Groupe Linedata attache une importance particulière à l'impact environnemental de ses déchets, notamment de son parc informatique (postes fixes, ordinateurs portables et serveurs de données).

Le recyclage du matériel informatique et électronique (ordinateurs, téléphones portables, photocopieurs) est généralement assuré par des entreprises ou associations respectant les normes environnementales locales en vigueur pour ce qui concerne le traitement des déchets électroniques.

### • Utilisation durable des ressources

Le Groupe Linedata mène une politique de sensibilisation de ses collaborateurs en les associant aux mesures prises pour économiser les ressources à travers des éco-gestes et des technologies susceptibles de réduire les impacts environnementaux des activités du Groupe. L'utilisation durable des ressources repose sur différentes actions :

#### ✓ En matière de parc informatique

Linedata poursuit le renouvellement de son parc informatique en privilégiant des serveurs plus performants et bénéficiant des dernières technologies en ce qui concerne la réduction de la consommation électrique; la diminution du nombre de serveurs permet de réduire la taille des "salles informatiques" et ainsi de diminuer leur consommation d'énergie (puissance électrique, climatisation...).

Les collaborateurs sont équipés dans la majorité des cas d'ordinateurs disposant du mode "veille" à partir d'un certain délai d'inactivité, économisant ainsi l'énergie. Lors de l'achat de nouveaux matériels, le Groupe Linedata s'informe des labels environnementaux tels que «Star», label reconnu au niveau international.

Les nouveaux modèles d'imprimantes mis en place possèdent des éco-fonctionnalités (diminution de la consommation d'énergie).

#### ✓ En matière d'éclairage

Le Groupe Linedata poursuit le remplacement des éclairages par des ampoules basse consommation lorsque cela est possible (hors néons) sur l'ensemble des sites. La présence dans les parties communes de minuteries permet une extinction automatique des lumières. En outre, les sociétés de ménage et de gardiennage sont incitées à éteindre le soir les lumières des bureaux sur l'ensemble des sites.

Les questions environnementales sont le fait de comportements quotidiens de tous les salariés dans le cadre de leurs activités. Les principales actions mises en œuvre sont présentées ci-après et tendent vers une économie circulaire (ReUse, ReCycle, RePair) à travers la prévention de la production de déchets, la réutilisation des produits, le recyclage ou, à défaut, une valorisation des déchets.

Les autres actions de recyclage et d'élimination des déchets reposent principalement sur:

- Le tri des déchets (papier, plastique, verre, pile) en collaboration avec une société externe ou de façon collective au sein des immeubles où se situent les sites Linedata avec si possible l'obtention des volumes de déchets recyclés afin de pouvoir suivre et optimiser le volume de déchets.
- La collecte des cartouches d'encre usagées sur l'ensemble des sites concernés.

#### ✓ En matière de papier

Le Groupe incite les salariés à n'imprimer qu'en cas de nécessité et à utiliser de préférence le recto-verso, et a mis en place des containers dédiés au recyclage du papier.

En matière de communication interne externe, les documents publics, tels que les rapports annuels et cartes de vœux, sont mis à disposition en version électronique.

En matière de gestion administrative du personnel, les documents administratifs internes tels que les demandes de congés ou les notes de frais sont gérées au moyen de l'intranet et d'un outil informatique; ces deux outils gèrent également l'ensemble du processus d'approbation.

En matière de dématérialisation des factures fournisseurs, nous invitons nos partenaires à nous transmettre des factures digitalisées via messagerie électronique ; De plus, un outil en ligne de gestion des achats avec des bons de commande digitalisés a été généralisé à l'ensemble du groupe.

En France, Linedata a mis en place des procédures de dématérialisation de documents, notamment :

- les bulletins de paie des collaborateurs. Un coffre-fort électronique est mis à disposition du personnel permettant aux collaborateurs de voir, de récupérer leurs bulletins de paie, et si le collaborateur le désire, de stocker divers documents gratuitement
- les tickets-restaurants

## • **Changement climatique**

Le Groupe Linedata a conscience de l'importance des émissions de gaz à effet de serre causées par la forte consommation énergétique des serveurs et prend en compte leurs impacts environnementaux lors des nouveaux investissements ou des renouvellements de serveurs.

Le Groupe Linedata entend également réduire la « pollution numérique » générée par les boîtes mail en instaurant de nouveaux éco gestes (tri des boîtes mail, instauration d'un jour sans mail...).

De part son activité internationale, le transport est également une source émettrice de gaz à effet de serre pour le Groupe.

### ✓ **Déplacements courtes distances**

Le Groupe a opté pour des implantations proches des transports en commun permettant ainsi de limiter l'utilisation des véhicules personnels et favorisant par conséquent la limitation de la pollution de l'air.

En France, Linedata poursuit le renouvellement de son parc automobile en privilégiant les véhicules à faible émission de CO2 et a implémenté un outil de covoiturage afin de limiter l'impact de l'usage d'un véhicule personnel.

## **6.2 Gestion des achats responsables**

Le Groupe Linedata a acheté près de 32 millions d'euros de biens et de services en 2020. Le Groupe s'engage à être responsable dans ses achats afin de répondre notamment aux enjeux environnementaux.

### • **Sélection des fournisseurs**

#### ✓ **Critères de sélection RSE**

Pour répondre à ces enjeux, la question écologique doit se poser dès le référencement d'un nouveau fournisseur en intégrant des critères RSE dans les grilles d'évaluation lors des appels d'offres.

#### ✓ **Local**

La sélection de fournisseurs locaux est également privilégié pour éviter l'impact environnemental lié au transport.

### ✓ **Politique de voyages**

Le Groupe a mis en place une politique de voyages destinée à limiter l'impact environnemental des déplacements.

Selon cette politique, les collaborateurs doivent privilégier:

- les réunions en audioconférence et en visioconférence plutôt que les déplacements (mise à disposition d'outils informatiques performants)
- les voyages en train plutôt qu'en avion
- la classe économique pour les voyages en avion, l'empreinte carbone de la classe Affaires étant largement supérieure à celle de la classe Economique

En 2020, Linedata a finalisé le déploiement d'un outil de gestion des voyages et des notes de frais pour l'ensemble du groupe. Cet outil permet de suivre l'impact carbone des déplacements professionnels.

### • **Engagement des fournisseurs**

La Charte des partenaires commerciaux formalise les exigences du Groupe relative aux droits de l'Homme, à la protection des données personnelles, à l'éthique des affaires, mais également à la protection de l'environnement. Cette Charte disponible sur le site internet de Linedata et transmise par email aux principaux fournisseurs du Groupe invite nos partenaires commerciaux à :

- Mettre en place une politique environnementale et à exercer leurs activités en cherchant à minimiser l'impact de celle-ci sur l'environnement.
- Veiller à éliminer ou réduire les sources de pollution générées par ses activités, préserver les ressources naturelles, limiter le gaspillage et promouvoir le recyclage, réduire ses consommations d'énergies.
- S'assurer, s'il y a lieu, que les déchets considérés comme dangereux sont gérés de manière sécurisée sur l'ensemble de ses sites (recyclage, stockage etc), et qu'ils sont correctement éliminés dans des usines de traitement sûrs.

7

## NOTE METHODOLOGIQUE



# 7

## NOTE METHODOLOGIQUE

- 7.1 Introduction
- 7.2 Linedata & ses parties prenantes
- 7.3 Périmètre
- 7.4 Informations non applicables
- 7.5 Explication du reporting

## 7.1 Introduction

En raison du nombre croissant de risques d'ordre social, sociétal et environnemental qui ont été identifiés, le Groupe Linedata rend compte dès à présent des impacts de son activité en vertu de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017. Ce texte modifie le cadre législatif en matière de publication d'informations extra-financières afin de l'aligner avec les exigences de la directive RSE n° 2014/95 du 22 octobre 2014.

Cet exercice permet au Groupe de constituer une cartographie des risques qui identifie les risques non seulement d'ordre RSE mais aussi d'ordre économique, financier, éthique, etc dont l'impact est décisif sur la capacité du Groupe à mener à bien ses missions sur le long terme.

## 7.2 Linedata & ses parties prenantes

L'objectif du programme RSE du Groupe Linedata est de s'appuyer sur un dialogue constant avec toutes ses parties prenantes : partenaires commerciaux, collaborateurs, fournisseurs, etc

Ce dialogue permet la création d'opportunités de croissance et de préserver la réputation éthique du Groupe Linedata.

En interne cette approche existe à tous les niveaux du Groupe:

- au Siège, les collaborateurs sont les interlocuteurs principaux et coordonnent des initiatives au sein du Groupe Linedata
- dans chaque entité du Groupe Linedata, les collaborateurs entretiennent une relation privilégiée avec nos parties prenantes.

Les objectifs de cette proximité avec les parties prenantes sont :

- de répertorier leurs attentes
- de prioriser en fonction d'eux les sujets RSE
- de définir des KPI afin d'évaluer la performance du Groupe Linedata

La Norme ISO 26000 constitue le fondement de cette approche.

En externe, le Groupe Linedata communique et interagit avec :

- Ses partenaires commerciaux, clients ou fournisseurs
- Les actionnaires qui ont accès aux informations à travers le document de référence. Les investisseurs peuvent avoir accès à toutes les communications à travers l'espace « Relations Investisseurs » sur le site web du Groupe Linedata.
- La société civile, le Groupe Linedata organise des partenariats, du mécénat et du bénévolat avec des associations à travers différentes actions.

## 7.3 Périmètre

### • Périmètre de consolidation

Les chiffres publiés dans ce rapport concernent toutes les sociétés consolidées. Dès lors qu'une société entre dans le Groupe, ses données sociales, sociétales, environnementales, éthiques, etc sont intégrées quel que soit le pourcentage de détention.

### • Variation de périmètre

Le Luxembourg est passé de la région Europe du Sud à la région Europe du Nord à partir de 2019.

Concernant l'évolution de la répartition des collaborateurs par activité, une nouvelle classification interne, appelée «mapping» ou cartographie des emplois, a été mise en œuvre à partir de décembre 2018. En conséquence, il existait un écart de 31 collaborateurs non intégrés dans la répartition des effectifs par activité en 2018, cet écart n'est plus présent en 2019 et en 2020.

Concernant le nombre de contrats de type CIVP en Tunisie, le Groupe Linedata a considéré qu'il était plus pertinent de créer une catégorie «Contrat subventionné».

Concernant les départs, la filiale Gravitas du Groupe Linedata avait vu ses effectifs se réduire de 71 collaborateurs fin 2018. Cette diminution intervenait à la suite de la volonté d'un client d'intégrer dans ses effectifs les équipes qui lui étaient dédiées. A ce titre un transfert à l'amiable de ces collaborateurs avait été opéré.

## 7.4 Informations non applicables

Compte tenu de son activité d'éditeur de logiciels, une partie de l'obligation III alinéa 2 de la loi L225-102.1 relative «à la lutte contre le gaspillage alimentaire, la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable» n'est pas applicable au Groupe Linedata ainsi que les conséquences sur le changement climatique de l'activité de la société et de l'usage des biens & services qu'elle produit.

Le Groupe Linedata considère que même si son activité est totalement tertiaire, elle doit être une entreprise éco-responsable.

## 7.5 Explication du reporting

### • Référentiel de reporting

Des référentiels communs de reporting ont été mis en œuvre au sein du Groupe afin d'assurer une homogénéité des indicateurs dans l'ensemble des filiales.

Sur les données sociales: Depuis 2019 la plateforme RH Talentsoft couvre la totalité des collaborateurs du Groupe Linedata (99,99% de l'effectif). Cette plateforme a été mise en place en 2017 à travers le Groupe afin de faciliter la gestion du personnel et donner accès aux managers et aux collaborateurs à un vaste éventail d'outils et d'informations RH.

### • Explication des principaux indicateurs Les indicateurs sociaux

**Effectifs Groupe:** Les effectifs du Groupe Linedata comprennent l'ensemble des collaborateurs bénéficiant d'un contrat de travail d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation au sein du Groupe Linedata au 31 décembre 2020, correspondant au dernier jour calendaire de l'année.

Les effectifs sont exprimés en nombre de collaborateurs, quel que soit le temps de travail ou la date d'entrée au cours du mois.

Les effectifs Stagiaires comprennent l'ensemble des collaborateurs bénéficiant d'un contrat de stage entre le 1 janvier et le 31 décembre 2020.

**Les régions du Groupe:** Les régions apparaissant dans les tableaux des indicateurs sociaux sont déterminées de la façon suivante:

- Région Europe du Sud: France, Espagne
- Région Europe du Nord: Royaume-Uni, Luxembourg, Irlande, Lettonie
- Région Amérique du Nord : Etats-Unis, Canada
- Région Asie : Hong-Kong, Inde
- Région Afrique du Nord : Tunisie, Maroc

**Les embauches et les départs:** Les embauches et les départs excluent tous les mouvements intra-entreprises tel que les transferts entre les entités juridiques.

**La catégorie des départs « Autres » comprend :** fin de période d'essai, fin de contrat à durée déterminée, transfert d'employés et décès.

**Le % d'absence pour accident de travail ou maladie professionnelle :** Il correspond aux nombres de jours d'arrêts suivant un accident de travail ou une maladie professionnelle sur le nombre estimé de jours travaillés (220 jours par an / collaborateurs).

**Les % d'entretien individuel (PDR), de mobilités et de collaborateurs formés** se basent sur les collaborateurs présents du 01/01 au 31/12/2020.

**Les heures de formations « Présentiel »** comprennent les formations internes, externes et certifications qui ne sont pas suivies via les plateformes « Online » : Pluralsight et Efront.

**Les heures de formations « Online »** comprennent les heures des formations sur la plateforme Pluralsight (données disponibles depuis 2019) et sur la plateforme Efront hors formations obligatoires liées à des aspects « Compliance » (données disponibles depuis 2020).

### Les indicateurs environnementaux

Les indicateurs environnementaux prennent en compte le nombre de véhicules professionnels existants sur 2 pays (France, Luxembourg).

Concernant le volume des déchets recyclés, le Groupe Linedata a uniquement accès aux volumes des déchets recyclés pour les bureaux de Neuilly et Arcueil. Le Groupe Linedata a actuellement 17 bureaux actifs ayant des salariés rattachés (nous n'avons pas de bureau en Espagne).

Depuis Octobre 2020, l'ensemble du groupe Linedata utilise une agence de voyage unique permettant la collecte de l'empreinte carbone liée aux voyages. L'indicateur 2020, impacté par l'absence de voyages sur les 3 derniers trimestres de l'année, reprend les données des pays suivants : France, Espagne, Royaume-Uni, Etats Unis et Canada.

Compte tenu de son activité d'éditeur de logiciels, le Groupe Linedata n'est pas dans la capacité de chiffrer l'ensemble des postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre.

### **Consolidation et contrôle interne**

Cette déclaration et ce reporting reposent sur des données consolidées sous la responsabilité du département Audit & conformité et du département RH sur la base des informations fournies par la Holding et les filiales du Groupe Linedata.

Les informations qualitatives proviennent d'entretiens avec les responsables des sujets traités dans les différents pays où Linedata est présent.

Une équipe pluridisciplinaire composée des Directions Juridique, Finance, RH, Audit & conformité est garante de l'approche globale retenue pour le Groupe.

Outre les ressources centrales du Groupe, un réseau de correspondants locaux a été constitué dans toutes les zones géographiques. Cette organisation garantit la régularité des flux d'informations au sein du Groupe, la mise en application concrète des actions à tous les niveaux, ainsi qu'un dialogue au plus haut niveau de l'entreprise concernant les problématiques liées à la responsabilité d'entreprise.

Des contrôles de cohérence ainsi que des contrôles de comparaison avec les données des exercices précédents sont effectués. En effet, les données sont collectées et contrôlées par l'équipe Audit & conformité qui en assure la cohérence avant que la déclaration de performance extra financière finale ne soit transmise à l'Organisme Tiers Indépendant pour vérification.

8

**ANNEXES**  
**(chiffres 2018-2020)**



### 8.1 Evolution des effectifs par contrat

	2018	2019	2020
Contrat à durée indéterminée	1136	1194	1052
Contrat à durée déterminée	0	0	0
Contrat subventionné	73	75	42
Contrat de stage & assimilé (stagiaire, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, VIE)	33	26	11
<b>Total</b>	<b>1242</b>	<b>1295</b>	<b>1105</b>

### 8.2 Evolution des effectifs par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	252	238	217
Europe du Nord	158	172	152
Amérique du Nord	241	232	178
Afrique du Nord	261	283	227
Asie	297	344	320
<b>Total</b>	<b>1209</b>	<b>1269</b>	<b>1094</b>

### 8.3 Répartition des effectifs par activité

	2018	2019	2020
Fonctions centrales	116	128	129
Gestion de projet	26	25	19
Consulting	131	126	117
Ventes et relation clients	49	49	45
Ingénierie logicielle	449	488	412
Management de la Technologie et des Services cloud	90	115	60
Services clients	317	335	312
Autre	0	3	0
<b>Total</b>	<b>1178*</b>	<b>1269</b>	<b>1094</b>

\* L'effectif 2018 était de 1209 collaborateurs hors stagiaires & assimilés. Fin 2018, la nouvelle cartographie des emplois «Mapping» ayant vu le jour, cela expliquait pourquoi il y avait un écart de 31 collaborateurs non intégrés.

#### 8.4 Evolution recrutement par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	7	17	13
Europe du Nord	19	13	1
Amérique du Nord	29	36	18
Afrique du Nord	85	98	5
Asie	148	137	83
<b>Total</b>	<b>288</b>	<b>301</b>	<b>120</b>

#### 8.5 Evolution des départs par nature

	2018	2019	2020
Démission	236	189	159
Licenciement & rupture conventionnelle	52	44	84
Retraite	5	3	4
Autres	8	16	41
<b>Total</b>	<b>301</b>	<b>252</b>	<b>288</b>

#### 8.6a Evolution des mobilités - géographiques par région

	2019		2020	
	Mobilité Entrante	Mobilité Sortante	Mobilité Entrante	Mobilité Sortante
Europe du Sud	4	0	2	0
Europe du Nord	4	6	1	2
Amérique du Nord	4	3	2	0
Afrique du Nord	0	4	0	3
Asie	1	0	1	1
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>6</b>

#### 8.6 b Evolution des mobilités – horizontales / verticales par région

	2019		2020	
	Mobilité Horizontale	Mobilité Verticale	Mobilité Horizontale	Mobilité Verticale
Europe du Sud	2	4	9	9
Europe du Nord	3	6	4	17
Amérique du Nord	13	26	2	12
Afrique du Nord	4	43	3	43
Asie	1	37	3	29
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>116</b>	<b>21</b>	<b>110</b>

### 8.7 a Evolution du Nombre d'heures de formation par région (hors formation « Conformité » obligatoire)

	2018	2019	2020
Europe du Sud	5 163	5 942	4 628
Europe du Nord	1 695	3 327	2 950
Amérique du Nord	392	1 088	2 023
Afrique du Nord	9 659	11 552	2 153
Asie	1 537	1 604	2 607
<b>Total</b>	<b>18 446</b>	<b>23 513</b>	<b>14 360</b>

### 8.7b –Evolution du Nombre d'heures de formation « Présentiel » par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	5 163	5 820	4 385
Europe du Nord	1 695	2 821	857
Amérique du Nord	392	0	8
Afrique du Nord	9 659	10 866	715
Asie	1 537	577	488
<b>Total</b>	<b>18 446</b>	<b>20 084</b>	<b>6 453</b>

### 8.7c –Evolution du Nombre d'heures de formation « Online » par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	Non disponible	122	243
Europe du Nord	Non disponible	506	2 093
Amérique du Nord	Non disponible	1 088	2 015
Afrique du Nord	Non disponible	686	1 437
Asie	Non disponible	1027	2 119
<b>Total</b>	<b>Non disponible</b>	<b>3 429</b>	<b>7 907</b>

### 8.7d –Focus 2020 – Formation (hors formation « Conformité » obligatoire)

	Nombre de formés - 2020	% collab. formés – 2020*	Nombre d'heures de formation- 2020	Nombre d'heures /formé – 2020
Europe du Sud	153	64%	4 628	30
Europe du Nord	139	84%	2 950	21
Amérique du Nord	163	80%	2 023	12
Afrique du Nord	200	75%	2 153	11
Asie	264	70%	2 607	10
<b>Total</b>	<b>919</b>	<b>74%</b>	<b>14 360</b>	<b>16</b>

### 8.7 e –Focus 2020 - Formation « Conformité » obligatoire

	Nombre de formés - 2020	% collab. formés – 2020*	Nombre d'heures de formation- 2020	Nombre d'heures /formé – 2020
Europe du Sud	227	98%	138	0,6
Europe du Nord	163	98%	113	0,7
Amérique du Nord	193	99%	107	0,6
Afrique du Nord	239	97%	135	0,6
Asie	332	99%	187	0,6
<b>Total</b>	<b>1 154</b>	<b>98%</b>	<b>680</b>	<b>0,6</b>

\* Le % de collaborateurs formés se calcule uniquement sur les collaborateurs présents du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 2020

### 8.8 Evolution de l'attrition par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	6%	4%	5%
Europe du Nord	10%	3%	4%
Amérique du Nord	13%	12%	11%
Afrique du Nord	32%	21%	14%
Asie	28%	24%	24%
<b>Total</b>	<b>19%</b>	<b>14%</b>	<b>13%</b>

### 8.9 Evolution du nombre de jours d'absence maladie par région

	2018	2019	2020
Europe du Sud	1363	1379	800
Europe du Nord	778	844	820
Amérique du Nord	404	503	754
Afrique du Nord	687	655	598
Asie	453	518	490
<b>Total</b>	<b>3 683</b>	<b>4080</b>	<b>3462</b>

### 8.10 Répartition des effectifs par tranche d'âge

	2018	2019	2020
De moins de 25 ans	86	99	51
Entre 25 et 34 ans	505	511	449
Entre 35 et 44 ans	282	303	279
Entre 45 et 54 ans	231	231	192
Entre 55 et 64 ans	100	121	119
De plus de 65 ans	5	4	4
<b>Total</b>	<b>1209</b>	<b>1269</b>	<b>1094</b>

# RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT (OTI)



## **6.2 Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration de performance extra- financière figurant dans le rapport de gestion**

### **Linedata Services**

27 rue d'Orléans, 92 200 Neuilly sur Seine

### **Exercice clos le 31 décembre 2020**

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1055 (dont la portée est disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration de performance extra financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2020 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225 102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

### **Responsabilité de la société**

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures internes.

### **Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables.

### **Responsabilité de l'organisme tiers indépendant**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux de formuler un avis motivé exprimant une conclusion sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci- après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

## Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2<sup>ème</sup> alinéa du III de l'article L.225-102-1 ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- Nous avons consulté des sources documentaires et mené des entretiens pour :
  - o Apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des indicateurs clés de performance au regard des principaux risques et politiques présentés ;
  - o corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes.
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance , nous avons mis en œuvre :
  - o des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
  - o des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices et couvrent entre 27 et 100% des données sélectionnées pour ces tests ;
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

## Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre octobre 2020 et février 2021 sur une durée totale d'intervention de 15 semaines. Nous avons mené 11 entretiens avec 10 personnes responsables de la préparation de la Déclaration.

## Conclusion

**Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère.**

Fait à Toulouse, le 16 février 2021

**L'ORGANISME TIERS INDEPENDANTSAS CABINET DE SAINT FRONT**

**Pauline de Saint Front**

Présidente

**Linedata Services**

Exercice clos le 31 décembre 2020

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**FINEXSI AUDIT**  
14, rue de Bassano  
75116 Paris  
412 029 357 R.C.S. Paris  
S.A. au capital de € 57 803

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## **Linedata Services**

Exercice clos le 31 décembre 2020

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société Linedata Services,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Linedata Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### ■ Evaluation des *goodwill*

Point clé de l'audit	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, la valeur nette des <i>goodwill</i> s'élève à M€ 151 pour un total bilan de M€ 298. Ces <i>goodwill</i> correspondent aux écarts constatés entre le coût d'acquisition des titres des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation et la part de votre groupe dans la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs et des passifs identifiables relatifs à ces sociétés, tel que cela est détaillé dans la note 3.1.3 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Les <i>goodwill</i> font l'objet d'un test de dépréciation selon les modalités et les hypothèses décrites dans la note 7.5 de l'annexe des comptes consolidés. Le cas échéant, le test conduit à comptabiliser une dépréciation de la valeur comptable pour la ramener à la valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.</p> <p>Pour les besoins de ce test, les <i>goodwill</i> sont alloués aux unités génératrices de trésorerie (UGT) en fonction des segments d'activité. Votre groupe a ainsi retenu trois UGT, identiques aux segments d'activité, pour tester les <i>goodwill</i>. La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie telle que décrite dans la note 7.5 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré l'évaluation des <i>goodwill</i> comme un point clé de l'audit compte tenu de leur importance dans les comptes consolidés de votre groupe et parce que la détermination de la valeur d'utilité prise en compte dans les tests de dépréciation nécessite le</p>	<p>Dans le cadre de notre audit, nous avons pris connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des estimations et des hypothèses faites par votre direction s'agissant des tests de dépréciation. Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ comparer les méthodes appliquées pour l'identification des UGT à celles appliquées sur l'exercice antérieur et décrites dans la note 7.5 de l'annexe des comptes consolidés ;</li><li>▶ apprécier le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini retenus par la direction, en les comparant à notre propre estimation de ces taux, établie conjointement avec nos spécialistes ;</li><li>▶ prendre connaissance et apprécier les scénarios élaborés par la direction pour intégrer les effets estimés de la crise liée au Covid-19, en particulier pour déterminer les flux de trésorerie futurs servant de base au calcul de la valeur d'utilité des différentes UGT ;</li><li>▶ examiner, par sondages, la cohérence des flux futurs de trésorerie utilisés avec les résultats historiques des UGT considérées et les business plans que vous nous avez communiqués ;</li><li>▶ vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique des tests de dépréciation ainsi réalisés par votre groupe.</li></ul>

recours à des estimations et à des hypothèses. Ces estimations et hypothèses requièrent une part importante de jugement de la direction, notamment en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'actualisation et s'appuient sur un business plan révisité intégrant notamment un décalage dans le temps de l'atteinte des objectifs du groupe du fait de la crise liée à la pandémie de Covid-19.

## ■ Activation et évaluation des frais de développement

Point clé de l'audit	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, la valeur des frais de développement de logiciels activés au cours de l'exercice s'élève à M€ 8,0.</p> <p>Ces frais de développement sont immobilisés lorsqu'ils respectent les critères d'éligibilité prévus par la norme IAS 38, tels que détaillés dans la note 7.2 de l'annexe des comptes consolidés. Au 31 décembre 2020, les frais de développement figurant à l'actif du bilan s'élèvent ainsi à M€ 22,3 en valeur nette comptable.</p> <p>Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur une période correspondant à leur durée d'utilité estimée qui est revue à chaque clôture, tel que cela est décrit dans la note 7.2 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>De plus, comme indiqué dans la note 7.5 de l'annexe des comptes consolidés, ces actifs ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation, dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur, similaires à ceux définis au titre des <i>goodwill</i>.</p> <p>La direction est amenée à exercer son jugement lors de l'évaluation des critères de capitalisation définis par la norme IAS 38, afin d'identifier les dépenses éligibles, lors de l'estimation de la durée de vie du projet, sous-jacente à l'amortissement de ces actifs, et le cas échéant lors de la mise en œuvre des tests de dépréciation, nécessitant d'estimer la valeur d'utilité.</p> <p>Nous avons ainsi considéré l'activation et l'évaluation des frais de développement comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ prendre connaissance des principes d'éligibilité des frais de développement des logiciels retenus par la direction ;</li> <li>▶ tester, sur un échantillon de projets capitalisés sur l'exercice, la conformité des dépenses activées de l'année avec les principes d'éligibilité du groupe, et la cohérence de la documentation sous-jacente (enregistrement des heures, charges externes...);</li> <li>▶ apprécier l'évaluation de la valeur d'utilité des nouveaux projets de l'exercice et des projets significatifs figurant toujours à l'actif, en mettant en œuvre les travaux précédemment décrits sur les <i>goodwill</i>.</li> </ul>

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### **■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

### **■ Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Linedata Services par votre assemblée générale du 28 juin 2004 pour le cabinet FINEXSI AUDIT et du 30 juin 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet FINEXSI AUDIT était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la seizième année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

FINEXSI AUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

Christophe Lambert

Henri-Pierre Navas

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2020



Linedata

# ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5.1</b>	<b>169 653</b>	<b>161 013</b>
Achats et charges externes	5.6	(35 361)	(29 655)
Impôts, taxes et assimilés		(3 010)	(2 846)
Charges de personnel	6.2	(82 659)	(78 160)
Autres produits et charges opérationnels courants	5.7	(1 449)	(1 241)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		(16 503)	(15 642)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>30 671</b>	<b>33 469</b>
<b>en % du CA HT</b>		<b>18,1%</b>	<b>20,8%</b>
Autres produits et charges opérationnels	5.8	(898)	(847)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>29 773</b>	<b>32 622</b>
<b>en % du CA HT</b>		<b>17,5%</b>	<b>20,3%</b>
Coût de l'endettement financier net	9.2.1	(2 265)	(2 109)
Autres produits financiers	9.2.2	1 589	480
Autres charges financières	9.2.2	(2 103)	(3 637)
Impôts sur les résultats	10.1	(9 535)	(7 101)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>17 461</b>	<b>20 256</b>
Résultat net des activités abandonnées		-	-
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>17 461</b>	<b>20 256</b>
<b>en % du CA HT</b>		<b>10,3%</b>	<b>12,6%</b>
Intérêts minoritaires		(349)	-
Part du Groupe		17 810	20 256
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>			
Résultat de base par action	11.2	2,69	3,09
Résultat dilué par action	11.2	2,69	3,09

# ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>17 461</b>	<b>20 256</b>
Ecart de conversion	2 837	(8 271)
Variation des instruments financiers dérivés	(5)	37
<i>Dont effets d'impôt</i>	2	(18)
<b>Eléments recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>2 832</b>	<b>(8 234)</b>
Ecart actuariel sur engagements de retraite	(408)	22
<i>Dont effets d'impôt</i>	131	(9)
<b>Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>(408)</b>	<b>22</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts</b>	<b>2 424</b>	<b>(8 212)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>19 885</b>	<b>12 044</b>

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les Autres éléments du résultat global.

# ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

	Notes	31/12/2019	31/12/2020
Ecarts d'acquisition	7.1	159 565	151 171
Immobilisations incorporelles	7.2	26 543	26 191
Droit d'utilisation IFRS 16	7.3	12 762	15 796
Immobilisations corporelles	7.4	22 764	21 586
Actifs financiers non courants		1 239	1 176
Autres actifs non courants		488	423
Impôts différés actifs	10.2	2 784	3 300
<b>Actif non courant</b>		<b>226 145</b>	<b>219 643</b>
Créances d'exploitation et autres débiteurs	5.3	48 570	43 458
Créances d'impôts		1 419	4 311
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1.2	17 178	30 180
<b>Actif courant</b>		<b>67 167</b>	<b>77 949</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>293 315</b>	<b>297 592</b>

	Notes	31/12/2019	31/12/2020
Capital social		6 626	6 626
Réserves		94 334	94 576
Résultat de l'exercice		17 810	20 256
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>118 770</b>	<b>121 458</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>(216)</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11</b>	<b>118 554</b>	<b>121 458</b>
Provisions pour retraites et engagements assimilés	6.3	8 216	8 371
Provisions non courantes	8.1	24	39
Emprunts et dettes financières non courants	9.1.1	72 643	75 130
Dettes de loyer non courantes IFRS 16		9 166	13 308
Impôts différés passifs	10.2	10 744	12 361
Autres dettes non courantes		124	777
<b>Passif non courant</b>		<b>100 917</b>	<b>109 986</b>
Provisions courantes	8.1	303	303
Emprunts et dettes financières courants	9.1.1	21 312	22 196
Dettes de loyer courantes IFRS 16		3 924	3 676
Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	5.4	45 042	37 124
Impôts exigibles passifs		3 262	2 849
<b>Passif courant</b>		<b>73 843</b>	<b>66 148</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>		<b>293 315</b>	<b>297 592</b>

# ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres Part du Groupe	Part des minoritaires	Total des Capitaux Propres
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>7 294 029</b>	<b>7 134</b>	<b>31 265</b>	<b>82 781</b>	<b>(14 088)</b>	<b>(13 714)</b>	<b>19 653</b>	<b>113 031</b>		<b>113 031</b>
Affectation résultat	-	-	-	19 653	-	-	(19 653)	-	-	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	17 810	17 810	(349)	17 461
Opérations sur capital	-	(508)	(17 277)	-	17 785	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	(5 246)	-	-	(5 246)	-	(5 246)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	(1 431)	1 367	-	-	(64)	-	(64)
Distribution de dividendes	-	-	-	(9 033)	-	-	-	(9 033)	-	(9 033)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(408)	-	(408)	-	(408)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	2 832	-	2 832	-	2 832
Autres mouvements	-	-	-	(152)	-	-	-	(152)	132	(20)
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>6 625 726</b>	<b>6 626</b>	<b>13 988</b>	<b>91 818</b>	<b>(182)</b>	<b>(11 290)</b>	<b>17 810</b>	<b>118 770</b>	<b>(217)</b>	<b>118 553</b>
Affectation résultat	-	-	-	17 810	-	-	(17 810)	-	-	-
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	20 256	20 256	-	20 256
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	(3 248)	-	-	(3 248)	-	(3 248)
Distribution de dividendes	-	-	-	(6 243)	-	-	-	(6 243)	-	(6 243)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	59	-	59	-	59
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(8 271)	-	(8 271)	-	(8 271)
Autres mouvements	-	-	-	(21)	21	135	-	135	217	352
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>6 625 726</b>	<b>6 626</b>	<b>13 988</b>	<b>103 364</b>	<b>(3 409)</b>	<b>(19 367)</b>	<b>20 256</b>	<b>121 458</b>	<b>(0)</b>	<b>121 458</b>

# ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2019	31/12/2020
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>17 460</b>	<b>20 256</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6.2, 7.2, 7.4 & 8.1	16 960	15 618
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(15)	-
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	6.2	21	-
Autres produits et charges calculés		(59)	-
Résultat sur cessions d'immobilisation et mises au rebut		27	-
Coût de l'endettement financier net	9.2.1	2 265	2 109
Impôts différés	10.2	999	1 876
Variation du besoin en fonds de roulement (Impôts sur les sociétés)		243	(2 263)
Variation nette du besoin en fonds de roulement	5.9	(2 201)	392
<b>Flux net de trésorerie provenant des opérations d'exploitation</b>		<b>35 700</b>	<b>37 988</b>
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7.2 & 7.4	(11 039)	(12 169)
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	3.4	(2 142)	(300)
Variation des autres actifs financiers		109	275
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(13 072)</b>	<b>(12 194)</b>
Opérations sur actions propres		(5 246)	(3 236)
Dividendes versés	11.1.3	(9 033)	(6 243)
Augmentation des emprunts et autres passifs non courants	9.1.1	16 400	15 000
Remboursement des emprunts et autres passifs non courants	9.1.1	(22 459)	(11 010)
Remboursement de la dette de loyer IFRS 16		(4 082)	(4 325)
Intérêts financiers versés		(2 309)	(2 127)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>(26 729)</b>	<b>(11 941)</b>
Effets de change		(444)	(852)
<b>VARIATION DE TRESORERIE NETTE</b>		<b>(4 545)</b>	<b>13 001</b>
Trésorerie nette d'ouverture		21 717	17 178
Trésorerie nette de clôture		17 172	30 179
<i>Dont :</i>			
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	9.1.3	17 178	30 180
<i>Concours bancaires courants</i>	9.1.3	(6)	(1)

# NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

<b>NOTE 1</b>	<b>PRINCIPES COMPTABLES</b>	<b>8</b>
1.1.	Référentiel appliqué	8
1.2.	Bases de préparation – Estimations et jugements comptables	8
<b>NOTE 2</b>	<b>IMPACT DE LA PANDEMIE COVID 19</b>	<b>9</b>
<b>NOTE 3</b>	<b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION</b>	<b>10</b>
3.1.	Référentiel appliqué	10
3.2.	Liste des sociétés consolidées	11
3.3.	Acquisition de Loansquare à 100%	12
3.4.	Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie	12
3.5.	Engagements hors bilan liés au périmètre de consolidation	13
<b>NOTE 4</b>	<b>INFORMATION SECTORIELLE</b>	<b>14</b>
4.1.	Informations par secteur d'activité	14
4.2.	Réconciliation avec les données du Groupe	16
4.3.	Informations par zone géographique	16
4.4.	Chiffre d'affaires par principaux clients	16
<b>NOTE 5</b>	<b>ACTIVITE</b>	<b>17</b>
5.1.	Chiffre d'affaires	17
5.2.	Créances clients, actifs et passifs des contrats	19
5.3.	Créances d'exploitation et autres débiteurs	20
5.4.	Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	20
5.5.	Autres actifs et dettes non courants	20
5.6.	Achats et charges externes	21
5.7.	Autres produits et charges opérationnels courants	21
5.7.1.	Autres produits et charges opérationnels	21
5.8.	Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés	22
5.9.	Transactions avec les parties liées	22
5.10.	Honoraires des commissaires aux comptes	22
<b>NOTE 6</b>	<b>CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL</b>	<b>23</b>
6.1.	Effectifs	23
6.2.	Frais de personnel	23
6.3.	Provisions pour retraites et engagements assimilés	24
6.4.	Rémunération des dirigeants (autres parties liées)	25
<b>NOTE 7</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>26</b>
7.1.	Ecart d'acquisition	26
7.2.	Immobilisations incorporelles	26
7.3.	Contrats de location	27
7.4.	Immobilisations corporelles	28
7.5.	Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés	29
<b>NOTE 8</b>	<b>AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS</b>	<b>31</b>
8.1.	Autres provisions	31
8.2.	Passifs éventuels	31
<b>NOTE 9</b>	<b>FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>32</b>
9.1.	Actifs et passifs financiers	32
9.2.	Produits et charges financiers	35
9.3.	Politique de gestion des risques financiers	35
9.4.	Engagements hors bilan liés au financement du Groupe	38
<b>NOTE 10</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>39</b>
10.1.	Impôts sur les résultats	39
10.2.	Impôts différés	40
<b>NOTE 11</b>	<b>CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION</b>	<b>41</b>
11.1.	Capitaux propres	41
11.2.	Résultat par action	41
11.3.	Gestion du risque sur le capital	42
<b>NOTE 12</b>	<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b>	<b>42</b>
<b>NOTE 13</b>	<b>TAUX DE CONVERSION DES MONNAIES ETRANGERES</b>	<b>42</b>

## NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Linedata Services est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation applicable aux sociétés commerciales, dont le siège social est situé 27, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine (France). Linedata Services est cotée sur Euronext Paris. Linedata Services et ses filiales en France et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») constituent un groupe acteur dans l'édition et la distribution de progiciels financiers, l'intégration de solutions et la réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels.

Ses domaines d'expertise sont l'Asset Management et les Crédits et Financements.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa séance du 16 février 2021.

### 1.1. Référentiel appliqué

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_fr)

#### 1.1.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 sont :

- amendements aux normes IAS 1 et IAS 8, relatifs à la définition de l'importance relative
- amendement à la norme IFRS 3, relatif à la définition d'une activité ("business")
- amendements aux normes IFRS 7, d'IAS 39 et IFRS 9, en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence.
- amendement à la norme IFRS 16 relatif aux allègements de loyers consentis au titre du Covid 19.

Le Groupe considère que la première application de ces amendements n'entraîne pas d'impact significatif pour le Groupe.

#### 1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Néant

#### 1.1.3. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2020 sont :

- IFRS 17 « Contrats d'assurance » ;
- IAS 1 : classement des passifs en tant que passifs courants et non courants
- amendement à la norme IAS 16 relatif au produit de la vente des immobilisations corporelles avant l'utilisation prévue
- amendement à la norme IAS 37 relatif aux coûts à considérer pour déterminer si un contrat est déficitaire.
- amendement à la norme IFRS 4 relatif à la prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9
- processus annuel d'amélioration des normes cycle 2018-2020

### 1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, d'autant plus dans le contexte de crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid 19 (voir Note 2), les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

#### Brexit : sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne

Suite au départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne, le Groupe n'a pas constaté d'impact significatif de cette décision sur son activité et n'en attend pas à ce titre pour l'année à venir. En effet, l'impact éventuel du Brexit sur l'activité de Linedata sera modéré par la présence du Groupe à la fois en Grande Bretagne et en Europe. Linedata pourrait ainsi servir ses clients dans l'ensemble des scénarios potentiels impliqués par le Brexit.

## NOTE 2 IMPACT DE LA PANDEMIE COVID 19

La crise sanitaire à laquelle le monde fait face depuis plusieurs mois a conduit le Groupe à se mobiliser afin d'assurer la continuité de ses services, par la mise en place de plans de continuité d'activités, déclinés par pays, tout en protégeant la santé de ses salariés.

Dès le début de la crise Covid-19, au mois de février / mars 2020, la priorité a été donnée à la protection de la santé des collaborateurs et à la continuité de service. Ainsi, l'utilisation du télétravail, généralisée à plus de 99% des collaborateurs au plus fort de l'épidémie et continuant à s'appliquer dans de nombreux bureaux, a permis une continuité des activités.

Anticipant un ralentissement de son activité, le Groupe a mis en œuvre, dès le début de la crise sanitaire, un programme de réduction de ses frais généraux en annulant ou repoussant toutes les dépenses non essentielles, et en réaffectant de façon ponctuelle pendant le confinement les équipes dont la charge de travail était réduite sur d'autres missions jugées prioritaires.

Avec le développement de la pandémie et les mesures de restriction de déplacements et de confinement des populations à travers le monde, le Groupe a constaté un ralentissement des activités de consulting en raison de la fermeture de plusieurs sites clients. Par ailleurs, les signatures de certains contrats clients en cours de finalisation ont été retardées, notamment sur l'activité Lending & Leasing qui pâtit plus fortement de l'attentisme lié à la crise sanitaire.

Dans ce contexte de crise, le Groupe a pu s'appuyer sur un profil résilient. Ses activités s'articulent autour de prestations récurrentes pour 79% de son chiffre d'affaires au 31 décembre 2020 (Licences, Business Process Services, Gestion d'infrastructures informatiques, Maintenance applicative).

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers consolidés au 31 décembre 2020, les points suivants peuvent être soulignés :

### Tests de valorisation sur les actifs incorporels (goodwills)

Le Groupe a réalisé, au 31 décembre 2020, des tests de perte de valeur sur l'ensemble des UGT du groupe.

En raison de la détérioration de l'environnement et de l'incertitude sur les perspectives économiques liée à la crise sanitaire en cours, ces tests s'appuient sur des hypothèses incluant un business plan révisé, qui intègre notamment un décalage dans le temps de l'atteinte des objectifs du Groupe. Les estimations des valeurs d'utilité des UGT ainsi actualisées n'ont engendré aucune dépréciation dans le cadre de l'arrêté des comptes.

### Valeur recouvrable des actifs opérationnels (créances clients, actifs contrats,...)

Un examen de l'impact de la pandémie Covid 19 sur le recouvrement des créances clients a été mené.

Le Groupe, ayant renforcé son dispositif de recouvrement de créances en 2020, a observé une amélioration des délais de règlements clients et n'a pas identifié de situations ponctuelles d'impayés qui auraient nécessité l'enregistrement de nouvelles provisions pour dépréciations de comptes clients significatives au 31 décembre 2020.

Le Groupe reste attentif à toute évolution de l'environnement économique pouvant engendrer des risques de défaillance de ses contreparties et ajustera le cas échéant lors des prochaines clôtures ses provisions clients.

### Trésorerie et liquidité Nette

La pandémie du Covid 19 a conduit le Groupe à sécuriser sa liquidité et sa situation financière.

A partir du premier trimestre 2020, le Groupe a renforcé son suivi de la trésorerie, de ses investissements et de son besoin en fonds de roulement.

Au deuxième trimestre 2020, Linedata a négocié avec ses partenaires bancaires un report des échéances d'emprunts pour un montant total de 9,7 M€ à l'horizon avril 2022 et janvier 2023.

Depuis le deuxième trimestre 2020, en lien avec le « CARES Act », les filiales américaines de Linedata ont bénéficié de 772 k€ (947 kUSD) de décalage de paiement de dettes sociales, qui seront payées à 50% en décembre 2021 et 50% en décembre 2022.

### Covenants

Le Groupe n'a pas rencontré de situation de non-respect de covenants.

Compte tenu de l'incertitude majeure sur les évolutions de la pandémie à travers le monde (nouvelle vague et nouvelles mesures de confinement éventuelles), le Groupe reste attentif aux évolutions de la crise actuelle. Ses éventuelles conséquences économiques et financières pour le Groupe seront appréhendées, le cas échéant, dans le cadre des clôtures à venir.

## NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 3.1. Référentiel appliqué

#### 3.1.1. Principes de consolidation

La société Linedata Services est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Linedata Services sont consolidés par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité. Le contrôle existe également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité, dispose :

- ✓ du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- ✓ du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- ✓ du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe, ou
- ✓ du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions de Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les comptes des sociétés consolidées sont tous clos au 31 décembre à l'exception des 2 sociétés indiennes qui clôturent le 31 mars et dont les comptes sont retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation appliquées par le Groupe.

#### 3.1.2. Méthodes de conversion

##### **Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers**

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Linedata Services.

##### **Conversion des comptes des filiales étrangères**

Les filiales ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ✓ les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture,
- ✓ les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice,
- ✓ toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* ».

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* », en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intragroupes ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

Les taux utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont présentés à la note 13.

##### **Conversion des transactions en devises**

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat.

#### 3.1.3. Regroupement d'entreprises

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée relative à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 16, IAS 38 et IFRS 9).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques et de ses politiques comptables et de gestion,
- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « écart d'acquisition » ou « goodwill » entre :
  - ✓ d'une part le prix d'acquisition de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquise
  - ✓ d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Le prix d'acquisition de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### 3.2. Liste des sociétés consolidées

Raison sociale	Pays	% contrôle	Méthode de consolidation
Linedata Services SA	France	-	Société mère
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Leasing & Crédit SAS	France	100%	Intégration globale
Loansquare SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Luxembourg	Luxembourg	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing SL	Espagne	100%	Intégration globale
Linedata Services Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Technologies Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Maroc	Maroc	100%	Intégration globale
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Derivation Software Limited	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Limited	Irlande	100%	Intégration globale
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	100%	Intégration globale
Linedata Services Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Asset Management Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata L&C Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Services LLC	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing Corp	Canada	100%	Intégration globale
Linedata Services H.K. Limited	Hong Kong	100%	Intégration globale
QRMO	Hong Kong	100%	Intégration globale
Linedata Services India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Private Limited	Inde	100%	Intégration globale

Linedata SA de C.V., Linedata Services Canada Inc et Derivation Software Corp, sociétés sans activité, ne sont pas consolidées.

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base de leurs comptes au 31 décembre, d'une durée de 12 mois.

### 3.3. Acquisition de Loansquare à 100%

Le 7 janvier 2019, le Groupe a acquis 70% du capital de la start-up française Loansquare, nouvel acteur dans le monde des plateformes de financement d'entreprises. Depuis cette date, le Groupe consolide cette société en Intégration globale puisqu'il en détient le contrôle exclusif.

Le prix d'acquisition était composé :

- d'un versement initial lors du closing de 700 K€ au titre des 70 premiers pourcents acquis
- d'une clause d'earn-out pour les 30 pourcents complémentaires dont la valeur avait été estimée sur la base des différents scénarios possibles d'acquisition.

Au 31 mars 2020, le Groupe a racheté aux minoritaires de Loansquare les 30% complémentaires pour un montant final de 300 K€ (contre une valeur estimée à 477 K€ au 31 décembre 2019).

Loansquare est un portail qui digitalise les interactions entre les emprunteurs et leurs banques, permettant aux entreprises de demander et de suivre directement leurs financements.

En intégrant la plateforme Loansquare qui facilite la mise en place et la gestion de tous types de crédits via une plateforme digitale qui fluidifie les échanges entre emprunteurs et institutions financières, Linedata enrichit son offre crédits et financements au travers de concepts innovants.

### 3.4. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie

L'incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie nette se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Coût des acquisitions décaissé	(700)	(300)
Endettement net / Trésorerie nette des sociétés acquises	4	
Ajustement de prix encaissé sur acquisitions antérieures	154	
Décaissement de retenue de garantie au titre d'acquisitions antérieures	(1 599)	
<b>ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATION, NETTES DE LA TRESORERIE ACQUISE</b>	<b>(2 141)</b>	<b>(300)</b>

Le Groupe a acquis 70% des parts de la société Loansquare pour un montant de 0,7 M€ le 7 janvier 2019 et le solde de 30% des parts le 31 mars 2020 pour 0,3 M€.

En avril 2019, soit plus d'un an après l'acquisition de QRMO, un accord avec les vendeurs a été conclu et a abouti à un ajustement de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition. Cet ajustement, net des honoraires de conseil, représente un encaissement de 154 K€.

Les décaissements de retenue de garantie au titre d'acquisitions antérieures sont liés à l'acquisition de Derivation Software Limited en 2016 pour laquelle la dernière tranche des retenues de garantie a été décaissée au cours du 1er semestre 2019.

### 3.5. Engagements hors bilan liés au périmètre de consolidation

Dans le cadre des rachats d'actifs, le Groupe a consenti les garanties suivantes :

Descriptif	Reçue / Donnée	Objet	Date de début	Date de fin	Bénéficiaire	Montant plafond
Acquisition des actions de Derivation Software	Reçue	Capacité à contracter, capital et propriété des actions, conformité légale des sociétés, propriété intellectuelle	08/04/2016	08/04/2022	Linedata Ltd	Prix d'acquisition payé par Linedata à chaque vendeur
		Taxes	08/04/2016	08/04/2023	Linedata Ltd	2 ME
Acquisition des actions de Quality Risk Management & Operations (QRMO)	Reçue	Garanties usuelles: Capacité à contracter, capital et propriété des actions, propriété intellectuelle.....	07/08/2017	Pour les garanties liées à la propriété des actions et la propriété intellectuelle : 7/08/2023 (6 ans) ou la date limite de prescription applicable au type de garantie visé. Pour les autres garanties: 7/08/2019 (2 ans)	Linedata Services (HK) Limited	Pour les garanties liées à la propriété des actions et la propriété intellectuelle : 100 % du Prix d'Acquisition (soit 5,6 MUSD) Pour les autres garanties : 50 % du Prix d'Acquisition (soit 2,8 MUSD)
Acquisition des actions de la société Loansquare	Reçue	Garanties usuelles: Capacité à contracter, capital et propriété des actions, existence juridique de la société, situation fiscale, sociale et douanière, propriété intellectuelle.....	07/01/2019	<p><b>Pour les garanties liées à :</b></p> <p><b>1.</b> La situation fiscale, sociale et douanière de la société ainsi que la propriété intellectuelle : la garantie expire au plus tardif des trois délais suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- expiration d'un délai de 30 jours suivant le 24ème mois à la suite de la Date de réalisation</li> <li>- expiration d'un délai de 30 jours suivant l'expiration de la prescription légale</li> <li>- expiration d'un délai de 30 jours suivant une décision administrative ou judiciaire définitive</li> </ul> <p><b>2.</b> La Capacité des Cédants (ainsi que la réelle propriété et leur liberté de disposer des titres émis), la Constitution et l'Existence valable de la Société, les litiges à l'encontre de la Société, les caractéristiques des actions émises, ou encore les déclarations relatives à l'absence de participation, directe ou indirecte, dans toute entité de quelque forme que ce soit,</p> <p>Le droit d'effectuer une réclamation se prescrit conformément aux différentes <b>prescriptions légales.</b></p> <p><b>3.</b> La garantie relative au « paiement interdit » qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes les actions que les Cédants auraient pu faire sur les dividendes, le capital, les créances (abandons) ; les actifs etc...</li> <li>- Le paiement par la Société des frais taxes coûts dépenses liés à la Cession.</li> </ul> <p>Les Cédants garantissent que la Société n'a effectué aucun Paiement Interdit depuis la date de Référence (31/10/2018) jusqu'à la Date de Réalisation du transfert des titres</p> <p>Le droit d'effectuer une réclamation se prescrit au bout de <b>18 mois.</b></p>	Linedata Services Leasing & Credit	70% du Prix Définitif

## NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

### Information par secteur d'activité

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du Groupe.

Les secteurs opérationnels présentés correspondent aux segments d'activités suivants :

- ✓ Asset Management,
- ✓ Lending & Leasing,
- ✓ Autres activités, comprenant l'Assurance et l'Epargne Retraite.

### Agrégat utilisé dans le cadre de la mesure de la performance

La mesure de performance de chaque secteur d'activité, telle que revue par le Comité Exécutif, est fondée notamment sur l'EBITDA (*Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization*) avant IFRS 16 déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel. L'EBITDA correspond à un indicateur clé du Groupe, reflétant de façon simple le niveau de trésorerie potentiellement généré par les opérations courantes du Groupe. Il est ainsi communément utilisé pour le calcul des ratios financiers et ratios de valorisation de l'entreprise.

### Information par secteur géographique

Les activités du Groupe par origine des ventes sont ventilées en quatre zones géographiques :

- ✓ Europe du Sud,
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

## 4.1. Informations par secteur d'activité

### 4.1.1. Au 31 décembre 2019

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités	Total Groupe
<b>Carnet de commandes</b>	<b>126 446</b>	<b>65 155</b>	<b>6 101</b>	<b>197 702</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>108 257</b>	<b>56 349</b>	<b>5 048</b>	<b>169 653</b>
<b>EBITDA</b>	<b>27 760</b>	<b>16 097</b>	<b>2 790</b>	<b>46 647</b>
<b>% EBITDA</b>	<b>25.6%</b>	<b>28.6%</b>	<b>55.3%</b>	<b>27.5%</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>17 252</b>	<b>10 214</b>	<b>2 307</b>	<b>29 773</b>
<b>% Résultat opérationnel</b>	<b>15.9%</b>	<b>18.1%</b>	<b>45.7%</b>	<b>17.5%</b>
Ecarts d'acquisition	103 670	48 949	6 946	159 565
Immobilisations incorporelles	19 157	7 341	45	26 543
Droit d'utilisation IFRS 16	9 205	3 277	281	12 762
Immobilisations corporelles	16 418	5 845	501	22 764
Autres actifs sectoriels non courants	1 343	354	29	1 727
Actifs sectoriels courants	35 290	29 100	1 358	65 748
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>185 083</b>	<b>94 867</b>	<b>9 159</b>	<b>289 108</b>
Passifs sectoriels non courants	2 183	5 417	764	8 365
Passifs sectoriels courants	25 211	18 880	1 254	45 345
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>27 394</b>	<b>24 297</b>	<b>2 018</b>	<b>53 709</b>
<b>Investissements incorporels</b>	<b>5 911</b>	<b>1 725</b>	<b>9</b>	<b>7 645</b>
<b>Investissements corporels</b>	<b>2 187</b>	<b>1 177</b>	<b>30</b>	<b>3 394</b>

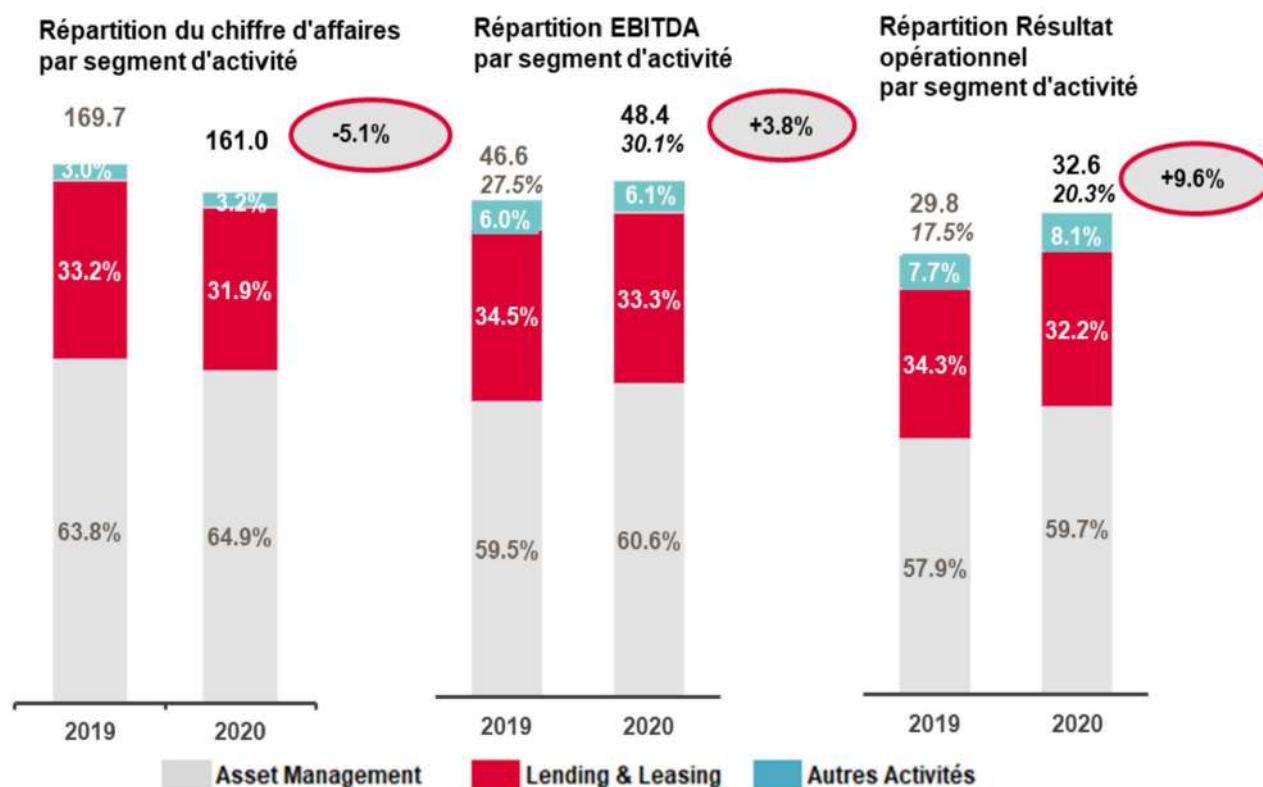
#### 4.1.2. Au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités	Total Groupe
<b>Carnet de commandes</b>	<b>108 122</b>	<b>64 519</b>	<b>4 570</b>	<b>177 211</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>104 491</b>	<b>51 394</b>	<b>5 128</b>	<b>161 013</b>
<b>EBITDA</b>	<b>29 340</b>	<b>16 140</b>	<b>2 952</b>	<b>48 432</b>
<b>% EBITDA</b>	<b>28.1%</b>	<b>31.4%</b>	<b>57.6%</b>	<b>30.1%</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>19 475</b>	<b>10 501</b>	<b>2 646</b>	<b>32 622</b>
<b>% Résultat opérationnel</b>	<b>18.6%</b>	<b>20.4%</b>	<b>51.6%</b>	<b>20.3%</b>
Ecarts d'acquisition	97 013	47 143	7 015	151 171
Immobilisations incorporelles	20 578	5 591	22	26 191
Droit d'utilisation IFRS 16	12 364	2 942	490	15 796
Immobilisations corporelles	16 897	4 020	669	21 587
Autres actifs sectoriels non courants	1 262	315	22	1 599
Actifs sectoriels courants	41 841	29 134	2 664	73 638
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>189 956</b>	<b>89 144</b>	<b>10 881</b>	<b>289 981</b>
Passifs sectoriels non courants	2 491	5 866	831	9 187
Passifs sectoriels courants	22 359	14 283	785	37 427
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>24 850</b>	<b>20 148</b>	<b>1 615</b>	<b>46 614</b>
<b>Investissements incorporels</b>	<b>6 266</b>	<b>1 931</b>	<b>4</b>	<b>8 201</b>
<b>Investissements corporels</b>	<b>3 560</b>	<b>241</b>	<b>88</b>	<b>3 889</b>

Le carnet de commandes correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestations non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture.

Les informations relatives au carnet de commandes sont détaillées en Note 5.1.

#### 4.1.3. Données sectorielles



## 4.2. Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>EBITDA</b>	<b>46 647</b>	<b>48 432</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(16 503)	(15 642)
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	(373)	(167)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>29 770</b>	<b>32 622</b>

Le total des actifs et passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante avec le total des actifs et passifs du Groupe :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>289 108</b>	<b>289 981</b>
Impôts différés actifs	2 787	3 300
Créances d'impôts	1 419	4 311
<b>TOTAL DES ACTIFS DU GROUPE</b>	<b>293 314</b>	<b>297 592</b>
<b>Passifs sectoriels</b>	<b>53 709</b>	<b>46 614</b>
Capitaux Propres	118 554	121 458
Emprunts et dettes financières	107 045	114 310
Impôts différés passifs	10 744	12 361
Impôts exigibles passifs	3 262	2 849
<b>TOTAL DES PASSIFS DU GROUPE</b>	<b>293 314</b>	<b>297 592</b>

## 4.3. Informations par zone géographique

Le chiffre d'affaires externe par origine des ventes est le suivant :

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2020	
Europe du Sud	56 883	33.5%	52 241	32.4%
Europe du Nord	32 921	19.4%	30 692	19.1%
Amérique du Nord	70 665	41.7%	69 727	43.3%
Asie	9 185	5.4%	8 353	5.2%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>169 653</b>	<b>100.0%</b>	<b>161 013</b>	<b>100.0%</b>

Le chiffre d'affaires réalisé par zone les plus contributrices est le suivant : le Groupe réalise un chiffre d'affaires de 69,7 M€ en 2020 en comparaison à 70,7 M€ en 2019 à partir de la zone Amérique du Nord et de 52,2 M€ en 2020 comparé à 56,9 M€ en 2019 à partir des entités françaises incluses dans la zone Europe du Sud.

## 4.4. Chiffre d'affaires par principaux clients

Au cours de l'exercice 2020, les 5 premiers clients de Linedata ont représenté 16% du chiffre d'affaires, et les 10 premiers 25% de ce chiffre d'affaires. En 2019, les 5 premiers clients de Linedata représentaient 16% du chiffre d'affaires, et les 10 premiers 26% de ce chiffre d'affaires.

## NOTE 5 ACTIVITE

### 5.1. Chiffre d'affaires

La norme applicable est IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Le chiffre d'affaires doit être reconnu de manière à traduire le transfert du contrôle des biens ou des services promis au client pour le montant de contrepartie auquel le Groupe s'attend à avoir droit en échange.

L'analyse menée par le Groupe a été conduite par référence aux différentes étapes de la norme à savoir :

#### ✓ Etape 1 : Identification du contrat

Le Groupe signe de façon systématique un contrat avec ses clients quelles que soient les prestations vendues. Les critères évoqués par la norme sont couverts lors des revues juridiques et financières :

- ✓ le recouvrement du prix est probable,
- ✓ les droits aux biens et services et les conditions de règlement peuvent être identifiés,
- ✓ le contrat est approuvé et les parties sont engagées à respecter leurs obligations.

#### ✓ Etape 2 : Identification des obligations de performance

Au regard de l'étape d'identification des obligations de prestation définie par la norme, il est identifié que le modèle économique du Groupe s'appuie sur la vente simultanée des éléments suivants:

1.a) la vente d'une licence perpétuelle ou à durée déterminée : cette licence fournit un droit d'utilisation et non pas un droit d'accès à la propriété intellectuelle. L'octroi de ce droit peut être perpétuel ou à durée limitée. Le Groupe n'autorise jamais ses clients à avoir accès au code source. Le fait générateur est la signature par le client d'un procès-verbal de réception du logiciel.

1.b) la vente de « packs utilisateurs » additionnels au contrat de licence : le Groupe peut vendre des licences supplémentaires sur la base d'un nombre d'utilisateurs supplémentaires demandé par le client. Il s'agit en général de « packs utilisateurs », optionnels pour le client, dont la quantité et le prix sont négociés dans le contrat initial. Dans le cas contraire, un avenant au contrat principal est négocié et signé avec le client. Il s'agira en l'occurrence d'une vente de licence séparée et optionnelle pour le client. En application de la norme IFRS 15, si la licence d'origine est inchangée et que le nombre d'utilisateur peut être augmenté selon le bon vouloir du client, l'ajout d'un utilisateur ne constituera pas une vente de licence, le paiement du client correspondra à une royauté fondée sur l'usage en cours de contrat.

2.) la vente d'une prestation d'implémentation : cette prestation consiste à paramétrer le logiciel afin qu'il puisse s'adapter à l'organisation et à l'activité du client. Il s'agira de paramétrage du logiciel standard et non de développements additionnels.

3.) la vente de consulting : il s'agit d'assister le client dans la définition et la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités.

4.) la vente d'une prestation de maintenance et de support : dans la mesure où le Groupe n'intègre pas de « garantie légale de conformité » au sens de la DGCCRF, il est proposé aux clients de signer un contrat de maintenance additionnel qui se caractérise par de la maintenance dite « corrective » permettant de corriger les « bugs » éventuels. Concernant la maintenance « évolutive », les mises à jour importantes, celles nécessitant le passage à une version dite « majeure », sont refacturées aux clients. La maintenance évolutive est assurée systématiquement par Linedata dans la mesure où cette prestation nécessite une connaissance approfondie des logiciels. A ce jour, il n'existe pas de tiers assurant la maintenance à la place de Linedata.

5.) la vente de prestation ASP (Saas) : la vente d'un service ASP se caractérise principalement par :

- ✓ l'octroi d'un droit d'utilisation temporaire d'un logiciel Linedata,
- ✓ la maintenance et le support du logiciel concerné,
- ✓ la mise à disposition d'une infrastructure matérielle et logicielle pour les environnements de production et recette,
- ✓ la réalisation d'une prestation d'hébergement, d'exploitation et d'administration.

Linedata est propriétaire des matériels, logiciels et méthodes tandis que le client est propriétaire exclusif de ses données.

En contrepartie de cette prestation, le client s'engage à verser une redevance annuelle englobant l'ensemble des services décrits ci-dessus.

En application des critères retenus de la norme, et compte tenu que :

✓ les clients ne peuvent pas faire appel à d'autres ressources facilement disponibles et sont obligés de faire appel à Linedata pour la réalisation de la dite prestation,

✓ certains contrats ne précisent pas la nature des différentes prestations alors que d'autres les détaillent,

le Groupe a identifié que dans un contrat ASP, les biens et services forment un tout et sont totalement dépendants les uns des autres. Le client reçoit et consomme simultanément tous les avantages générés par la prestation au fur et à mesure de sa réalisation. L'hébergement et la maintenance sont séparables de la licence.

S'agissant des jugements significatifs effectués au titre des montants exclus du solde des obligations de performance restant à satisfaire, du fait de l'application de la règle de plafonnement des contreparties variables, et notamment pour les contrats comportant des éléments variables, le groupe a calculé le montant moyen de chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices puis, le cas échéant, un pourcentage de risque d'attrition basé sur la connaissance des risques d'attrition.

#### ✓ Etape 3 : Détermination du prix de la transaction

Le prix de la transaction est le montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange du transfert de biens ou services. Les prix sont intégrés aux contrats signés avec les clients.

IFRS 15 introduit les critères applicables suivants à considérer pour déterminer le prix de la transaction:

- ✓ Part de prix variable : le Groupe n'octroie pas de remises, rabais ou de réduction de prix aux clients. S'agissant des contrats de maintenance, ceux-ci comportent des clauses de pénalités en cas de non atteinte des critères de performance. Historiquement, le Groupe n'a pas eu de pénalité significative sur ces contrats. En outre, ces contrats ne présentent pas de perte à terminaison. Enfin, les contrats ne prévoient pas de bonus lié à la performance de la prestation.

- ✓ Composante financière : compte tenu de la durée des contrats et du niveau bas des taux d'intérêt, le Groupe ne comptabilise pas une composante financière distincte.

#### ✓ Etape 4 : Allocation du prix de la transaction

Le Groupe alloue le prix de la transaction à chaque obligation de performance proportionnellement au prix de vente individuel.

#### ✓ Etape 5 : Comptabilisation du revenu lorsque chaque obligation de performance est satisfaite

Le groupe a établi que la reconnaissance du revenu en fonction des différentes obligations de performance est la suivante :

- ✓ Dans le cas où le client peut utiliser le logiciel standard avant le début de la phase d'implémentation : la vente de licence est reconnue « point in time », i.e. à la livraison, et la prestation d'implémentation est reconnue « overtime » i.e. à l'avancement.

- ✓ Dans le cas d'une installation complexe (les prestations de développement et /ou d'implémentation sont considérés comme déterminantes ou lorsque la transaction implique une modification significative du progiciel) : la vente de licence, la prestation d'intégration et la maintenance sont reconnues « overtime » puisque le client reçoit et consomme simultanément les avantages de la maintenance.

- ✓ La vente de consulting est reconnue « overtime », en régie.

- ✓ La vente d'utilisateurs additionnels est reconnue « point in time », i.e. à la livraison.

- ✓ La maintenance et le support sont reconnus « overtime » (montant fixe étalé sur la durée du contrat)

- ✓ L'ASP est reconnu « overtime »

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas utiliser les deux mesures de simplification prévues dans la norme IFRS15 concernant les contrats ayant une durée à l'origine inférieure à 1 an et les « obligations de performance » qui sont reconnues selon la méthode des « droits à facturer » pour déterminer le niveau du carnet de commande présenté.

### 5.1.1 Au 31 décembre 2019

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités	Total Groupe
ASP / Managed Services	38 072	4 373	1 630	44 075
Maintenance & support	21 159	27 890	2 429	51 478
Licences récurrentes	30 753	885	(0)	31 638
<b>Chiffre d'affaires récurrent</b>	<b>89 984</b>	<b>33 148</b>	<b>4 059</b>	<b>127 191</b>
Implémentation, Consulting & Services	17 468	18 940	839	37 246
Licences perpétuelles	804	4 261	150	5 215
<b>Chiffre d'affaires non récurrent</b>	<b>18 272</b>	<b>23 201</b>	<b>989</b>	<b>42 461</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>108 257</b>	<b>56 349</b>	<b>5 048</b>	<b>169 653</b>

## 5.1.2 Au 31 décembre 2020

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités	Total Groupe
ASP / Managed Services	37 812	3 840	1 868	43 520
Maintenance & support	20 966	31 358	1 694	54 018
Licences récurrentes	29 680	755	-	30 435
<b>Chiffre d'affaires récurrent</b>	<b>88 458</b>	<b>35 953</b>	<b>3 562</b>	<b>127 973</b>
Implémentation, Consulting & Services	15 763	12 191	1 012	28 966
Licences perpétuelles	270	3 249	555	4 074
<b>Chiffre d'affaires non récurrent</b>	<b>16 033</b>	<b>15 440</b>	<b>1 567</b>	<b>33 040</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>104 491</b>	<b>51 393</b>	<b>5 129</b>	<b>161 013</b>

En 2020, le Groupe réalise 79 % de son chiffre d'affaires sous forme de prestations récurrentes contre 75 % en 2019.

Le carnet de commandes correspondant au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestation non encore exécutées ou partiellement exécutées à la date de clôture, est présenté ci-dessous au 31 décembre 2020 :

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités	Total Groupe
ASP / Managed Services	34 635	7 875	1 900	44 410
Maintenance & support	32 746	49 095	1 929	83 770
Licences récurrentes	33 090	3 346	-	36 436
<b>Activité récurrente</b>	<b>100 471</b>	<b>60 316</b>	<b>3 828</b>	<b>164 615</b>
Implémentation, Consulting & Services	5 970	3 502	742	10 213
Licences perpétuelles	1 682	701	-	2 383
<b>Activité non récurrente</b>	<b>7 651</b>	<b>4 203</b>	<b>742</b>	<b>12 596</b>
<b>CARNET DE COMMANDES</b>	<b>108 122</b>	<b>64 519</b>	<b>4 570</b>	<b>177 211</b>

Au 31 décembre 2020, le carnet de commandes s'établit à 177,2 M€ et correspond aux obligations de prestation que le Groupe s'attend à exécuter et à reconnaître en chiffre d'affaires sur les exercices 2021 à 2026.

## 5.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats

Pour un contrat donné, le chiffre d'affaires comptabilisé reflète le paiement attendu en contrepartie des obligations de prestations rendues. Le cas échéant, un actif sur contrat est constaté en contrepartie du chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel un droit de paiement est encore conditionnel. Un passif sur contrat est comptabilisé si les paiements déjà reçus du client, ou les droits inconditionnels au paiement déjà acquis, excèdent le montant comptabilisé en chiffre d'affaires.

L'évolution des créances clients et des actifs (passifs) nets des contrats est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Créances clients (valeur brute) et actifs de contrats	Passifs de contrats (Produits constatés d'avance)	Créances clients et actifs (passifs) nets de contrats
<b>Solde au 31/12/2019</b>	<b>42 552</b>	<b>(16 003)</b>	<b>26 549</b>
Augmentation	174 073	(5 549)	168 524
Diminution	(175 696)	8 877	(166 819)
Ecart de conversion	(4 004)	947	(3 057)
<b>SOLDE AU 31/12/2020</b>	<b>36 925</b>	<b>(11 728)</b>	<b>25 197</b>

Linedata enregistre les paiements des clients sur la base d'un plan d'apurement des créances conformément aux contrats. Les actifs de contrats sont liés aux obligations de performance devant s'exercer au cours de l'exercice suivant conformément aux contrats.

Les passifs de contrats sont liés aux facturations effectuées en avance par rapport à la réalisation des obligations de performance. Les passifs de contrats sont enregistrés en revenu dès lors que les obligations de performance sont réalisées conformément aux contrats clients.

### 5.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs

Les créances d'exploitation et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés - valeur brute	42 552	36 925
Dépréciation des créances clients	(891)	(1 044)
<b>Créances clients et comptes rattachés - valeur nette</b>	<b>41 661</b>	<b>35 881</b>
Personnel et organismes sociaux	506	507
Créances fiscales	1 584	2 564
Prêts, cautions et autres créances financières à moins d'un an	314	26
Autres créances et débiteurs divers	1 093	800
Charges constatées d'avance	3 412	3 681
Provisions pour dépréciation	-	-
<b>Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur nette</b>	<b>6 909</b>	<b>7 578</b>
<b>CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES DEBITEURS</b>	<b>48 570</b>	<b>43 458</b>

L'ensemble du poste clients fait l'objet d'un suivi régulier par le management. Le Groupe a procédé à la revue du portefeuille de ses créances échues et non réglées afin de constituer les dépréciations jugées nécessaires sur la base de la meilleure estimation des recouvrements attendus. Cette analyse a été réalisée en cohérence avec IFRS 9.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Dépréciations sur créances clients en début de période</b>	<b>889</b>	<b>892</b>
Dotations	658	704
Reprises utilisées	(742)	(266)
Reprises non utilisées	-	(248)
Reclassements	68	
Ecart de conversion	18	(38)
<b>DEPRECIATIONS SUR CREANCES CLIENTS EN FIN DE PERIODE</b>	<b>892</b>	<b>1 044</b>

### 5.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Dettes fournisseurs	11 476	7 467
Dettes sur immobilisations - part à moins d'un an	146	207
Dettes fiscales et sociales	15 295	15 643
Participation et intéressement des salariés	871	348
Autres dettes	1 251	1 731
Produits constatés d'avance	16 003	11 728
<b>DETTES D'EXPLOITATION COURANTES ET AUTRES CREDITEURS</b>	<b>45 042</b>	<b>37 124</b>

### 5.5. Autres actifs et dettes non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Valeur brute	488	423
Provision pour dépréciation	-	-
<b>AUTRES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>488</b>	<b>423</b>

Les autres actifs non courants correspondent à la créance d'impôt recherche en Amérique du Nord, récupérable à plus d'un an.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Dettes sur immobilisations - part à plus d'un an	-	-
Autres dettes non courantes	124	777
<b>AUTRES DETTES NON COURANTES</b>	<b>124</b>	<b>777</b>

Les autres dettes non courantes correspondent principalement au décalage de paiement de dettes sociales qui seront payées en décembre 2022 pour 0,4 M€.

## 5.6. Achats et charges externes

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2020	
Achat sous traitance télécom, télématique, éditique	(10 427)	29,5%	(9 867)	33,3%
Autres Achats	(924)	2,6%	(980)	3,3%
Locations & charges locatives	(557)	1,6%	(523)	1,8%
Maintenance, entretien & réparation	(6 388)	18,1%	(6 070)	20,5%
Intérimaires, prestataires & sous traitance	(5 875)	16,6%	(5 146)	17,4%
Frais de développement portés à l'actif (Sous-traitance)	498	(1,4%)	775	(2,6%)
Honoraires et assurances	(5 211)	14,7%	(4 218)	14,2%
Voyages, déplacements, transport	(3 327)	9,4%	(807)	2,7%
Telecoms et Affranchissement	(722)	2,0%	(739)	2,5%
Services bancaires et assimilés	(141)	0,4%	(162)	0,5%
Autres charges externes	(2 287)	6,5%	(1 918)	6,5%
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>(35 361)</b>	<b>100,0%</b>	<b>(29 655)</b>	<b>100,0%</b>

Les charges de loyers sont relatives aux locations qui n'entrent pas dans le champ d'IFRS16, ainsi qu'aux charges locatives sur les contrats immobiliers.

## 5.7. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Résultat de change opérationnel	73	16
Redevances	(928)	(863)
Pertes sur créances irrécouvrables	(270)	(273)
Jetons de présence	(107)	(68)
Autres produits et charges opérationnels courants	(217)	(53)
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS</b>	<b>(1 449)</b>	<b>(1 241)</b>

### 5.7.1. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	19	(2)
Produit net d'ajustement de prix sur des acquisitions antérieures	-	-
Autres produits opérationnels non courants	292	110
Autres charges opérationnelles non courantes	(1 209)	(955)
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS</b>	<b>(898)</b>	<b>(847)</b>

Depuis 2019, les autres charges opérationnelles non courantes sont principalement composées d'une charge de 0,9 M€ pour financer un projet en Ouganda.

Linedata déploie en effet un projet d'entreprise à vocation caritative, « Linedata Charity ». C'est ainsi qu'elle a retenu trois domaines principaux d'intervention : l'Environnement, l'Education, et la Santé. S'agissant de l'Education plus particulièrement, Linedata participe à la construction d'une université médicale en Ouganda, avec le parrainage de AKU (Aga Khan University), à travers le financement de la résidence universitaire. Avec cette initiative, Linedata vise à faciliter l'accès au savoir des étudiants Ougandais, qui en retour, participeront au développement de leur pays. Ce projet inclut la création d'un fonds interne de solidarité, alimenté chaque année à partir des résultats dégagés de l'activité opérationnelle de Linedata. La gouvernance de ce fonds est assurée par un comité interne, qui définit les grandes orientations, vote son budget et assure le suivi de l'utilisation des subsides. C'est un accord non engageant; le versement annuel d'une somme de 1million d'USD jusqu'à l'année 2026 incluse (soit 8 ans) étant conditionné à une autorisation préalable du Conseil d'Administration de la Société. Le conseil d'administration a donné son autorisation en date du 10 décembre 2020.

En 2020, les autres charges et produits opérationnels non courants sont également constitués des charges supportées dans le cadre d'un dégat des eaux et de remboursements des assurances relatifs à ce dégat des eaux.

## 5.8. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés

L'effet sur la génération de trésorerie des éléments du besoin en fonds de roulement (« BFR ») enregistrés au bilan s'explique de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020	Variation nette	Variation sans effet de trésorerie		Impact trésorerie
				Change	Autres	Eléments de BFR
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	41 661	35 881	(5 780)	(1 322)	4	(4 462)
Personnel et organismes sociaux	506	507	1	(45)		46
Créances fiscales	1 584	2 564	980	(62)	(15)	1 057
Autres créances et débiteurs divers	548	800	252	(9)		261
Charges constatées d'avance	3 412	3 681	269	(212)		481
Autres actifs non courants	488	423	(65)	(39)		(26)
<b>Total actif</b>	<b>48 200</b>	<b>43 855</b>	<b>(4 343)</b>	<b>(1 689)</b>	<b>(11)</b>	<b>(2 643)</b>
Dettes fournisseurs	11 476	7 467	(4 009)	(363)	(86)	(3 560)
Dettes fiscales et sociales	15 295	15 643	348	(555)	326	577
Participation et intéressement des salariés	871	348	(523)		-	(523)
Autres dettes	708	1 731	1 023	(2 397)	412	3 008
Produits constatés d'avance	16 003	11 728	(4 275)	(838)	-	(3 437)
Autres dettes non courantes	124	777	653	(47)	(985)	1 685
<b>Total passif</b>	<b>44 477</b>	<b>37 695</b>	<b>(6 783)</b>	<b>(4 199)</b>	<b>(333)</b>	<b>(2 251)</b>
<b>TOTAL BFR</b>	<b>3 723</b>	<b>6 160</b>	<b>2 440</b>	<b>2 510</b>	<b>322</b>	<b>(392)</b>

## 5.9. Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe sont constituées des sociétés sur lesquelles le Groupe a une influence notable ou qui ne sont pas consolidées, des sociétés ayant un administrateur commun et/ou des dirigeants communs.

Afin de déterminer les transactions effectuées avec les parties liées, une revue des contrats est réalisée pour ceux existants avec ces parties liées et pour tous les contrats signés au cours de l'exercice.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>Transactions de Linedata Services avec la société Amanaat</b>		
Créances avec les parties liées	-	
Chiffre d'affaires	11	15

Linedata Services a signé fin décembre 2015 un contrat de prestations de services administratifs et financiers avec sa société-mère, Amanaat. La charge s'élève à 15 k€ au 31 décembre 2020.

De plus, Linedata Services a signé le 11 décembre 2017 un contrat de prestation de services avec la société Odigo Consulting LLC dont la Présidente est Mme Shabrina Jiva, membre du Conseil d'Administration de Linedata Services. Aucune charge n'a été enregistrée au titre de ce contrat sur l'exercice.

Le chiffre d'affaires avec les parties liées est réalisé aux conditions de marché. Il n'y a aucune garantie reçue pour les créances avec les parties liées.

## 5.10. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux, comptabilisés en charge en 2020 par la société Linedata Services et les filiales intégrées globalement sont les suivants :

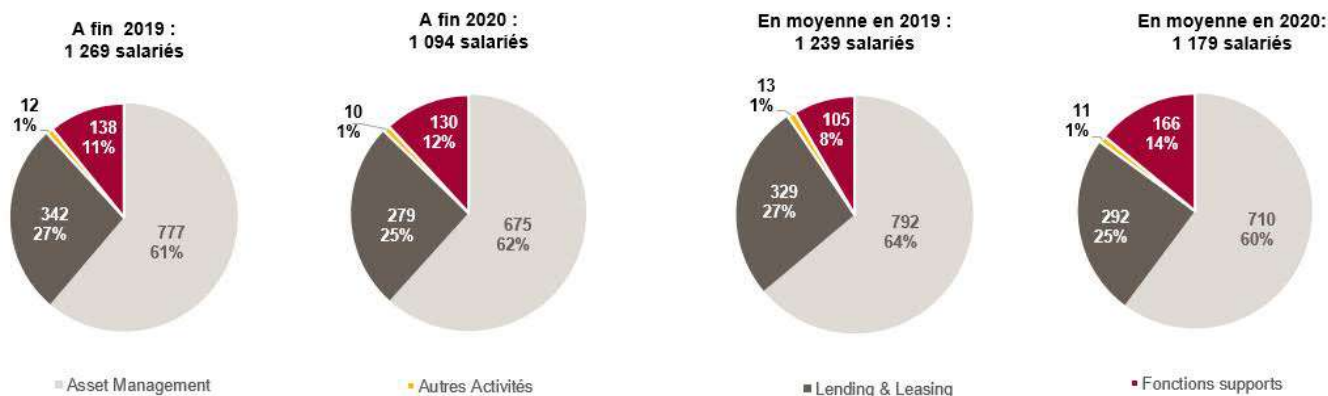
(en milliers d'euros)	ERNST & YOUNG et Autres (réseau Ernst & Young)		FINEXSI Audit	
	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	368	99,6%	149	99,0%
Services autres que la certification des comptes	2	0,4%	2	1,0%
<b>HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>369</b>	<b>100,0%</b>	<b>151</b>	<b>100,0%</b>

Les services autres que la certification des comptes correspondent aux attestations portant sur les covenants bancaires fournis dans le cadre des emprunts bancaires et obligataires de Linedata Services.

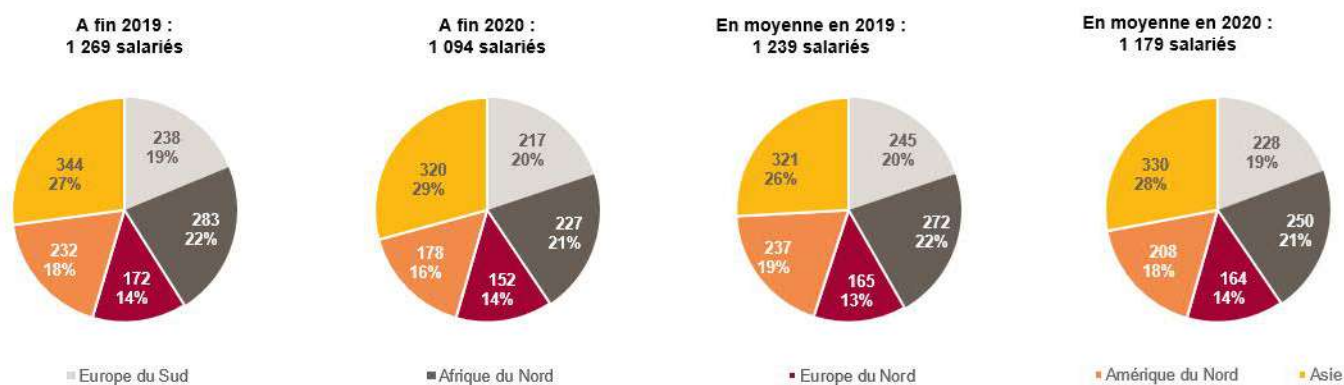
## NOTE 6 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### 6.1. Effectifs

#### 6.1.1. Ventilation sectorielle des effectifs



#### 6.1.2. Ventilation géographique des effectifs



### 6.2. Frais de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Salaires et traitements	(72 131)	(69 088)
Charges sociales	(17 028)	(16 502)
Participation des salariés	(871)	(348)
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	55	12
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	(373)	(167)
Frais de développement portés à l'actif	6 970	7 214
Quote-part crédit d'impôt recherche en charge de personnel	719	719
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(82 659)</b>	<b>(78 160)</b>

### 6.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays, le Groupe offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'indemnités de départ en retraite ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle (régime des médailles du travail). Ces régimes, dits à prestations définies, concernent essentiellement la France.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le Groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le Groupe utilise la méthode des unités de droits projetés pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel (« turnover »).

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêts d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

En France et en Tunisie, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Gravitax Technology Private Limited dispose d'un régime de retraite conformément au « Payment of Gratuity Act » de l'Inde de 1972.

#### 6.3.1. Hypothèses actuarielles en France

	31/12/2019	31/12/2020	Turnover	31/12/2019	31/12/2020
Taux d'actualisation des Indemnités de fin de carrière	0,75%	0,30%	Avant 25 ans	Entre 18% et 25%	Entre 18% et 25%
Taux d'actualisation des Médailles du travail	0,40%	0,00%	De 25 à 29 ans	Entre 13% et 17%	Entre 13% et 17%
Taux d'augmentation future des salaires	3,00%	3,00%	De 30 à 34 ans	Entre 9% et 12%	Entre 9% et 12%
Table de mortalité	TG H/F 2005	TG H/F 2005	De 35 à 39 ans	Entre 6% et 8%	Entre 6% et 8%
<b>Age de départ à la retraite :</b>			De 40 à 44 ans	Entre 4% et 6%	Entre 4% et 6%
Cadres nés avant le 01/01/1950	64 ans	64 ans	De 45 à 49 ans	Entre 2% et 4%	Entre 2% et 4%
Cadres nés après le 01/01/1950	66 ans	66 ans	50 ans et plus	< 2%	< 2%
Non cadres nés avant le 01/01/1950	62 ans	62 ans			
Non cadres nés après le 01/01/1950	64 ans	64 ans			

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 31 décembre 2020 sont proches de :

- ✓ 0.30% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 0.00% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

Les taux de charges sociales retenus pour l'évaluation des engagements au titre des indemnités de départ en retraite et des médailles du travail en France sont compris entre 50,11% et 53,38% en fonction des taux constatés par chacune des sociétés.

### 6.3.2. Evolution des engagements

(en milliers d'euros)	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	31/12/2019	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	31/12/2020
<b>Engagement à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>6 664</b>	<b>179</b>	<b>422</b>	<b>7 265</b>	<b>7 545</b>	<b>241</b>	<b>430</b>	<b>8 216</b>
Variation des écarts actuariels	520	-	-	520	(39)			(39)
Prestations servies aux salariés	(182)		(39)	(221)	(401)		(29)	(430)
Ecart de conversion	-	8	-	8		(27)		(27)
Charge de l'exercice	543	54	47	644	485	159	7	651
<i>Coût des services rendus</i>	429	54	29	512	428	176	32	636
<i>Coût financier</i>	108	-	4	112	57		2	59
<i>Écarts actuariels de l'exercice</i>			14	14			(27)	(27)
<i>Autres (transferts - reprises)</i>	6	-	-	6		(17)		(17)
<b>ENGAGEMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>7 545</b>	<b>241</b>	<b>430</b>	<b>8 216</b>	<b>7 590</b>	<b>373</b>	<b>408</b>	<b>8 371</b>

Les écarts actuariels reconnus incluent les écarts d'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Le gain actuariel reconnu sur l'exercice 2020 de 39 K€ résulte d'un gain de 743 K€ d'écarts d'expérience et d'une perte de 704 K€ d'écarts d'hypothèses principalement liée à l'évolution des taux d'actualisation.

Sur les passifs de retraite de la France, une variation de +/- 0,25 point du taux d'actualisation aurait pour conséquence une variation des engagements de -299 K€ / + 249 K€. L'impact des variations de taux d'actualisation pour les autres pays est non matériel à l'échelle du groupe.

La ventilation par échéance de l'engagement au titre des indemnités de départ en retraite en France est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Prestations théoriques actualisées à verser par l'employeur :		
à moins d'1 an	282	65
de 1 à 5 ans	1 064	1 188
de 5 à 10 ans	2 568	2 563
à plus de 10 ans	3 631	3 774
<b>ENGAGEMENT TOTAL</b>	<b>7 545</b>	<b>7 590</b>

### 6.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées)

Les principaux dirigeants du groupe sont constitués du Président Directeur Général, des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité exécutif.

L'assemblée générale mixte du 17 avril 2017 a fixé à 200 K€ le montant maximum des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil d'Administration.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondraient aux indemnités conventionnelles de départ en retraite. Il n'existe aucun autre engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Avantages à court terme	3 249	3 417
Indemnités de fin de contrat de travail	78	143
<b>REMUNERATION DES DIRIGEANTS</b>	<b>3 327</b>	<b>3 560</b>

## NOTE 7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

### 7.1. Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit en Note 3.1.3.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation réalisés en 2020 sont décrites en Note 7.5.

Les variations des écarts d'acquisition sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
<b>Au 31 Décembre 2019</b>	<b>175 728</b>	<b>(16 163)</b>	<b>159 565</b>
Ecarts de conversion	(8 717)	323	(8 394)
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>167 011</b>	<b>(15 840)</b>	<b>151 171</b>

Les écarts d'acquisition par segment d'activité se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
■ Asset Management	103 670	97 032
■ Lending & Leasing	48 949	47 150
■ Autres Activités	6 945	6 989
<b>ECART D'ACQUISITION - VALEUR NETTE</b>	<b>159 565</b>	<b>151 171</b>

Le diagramme circulaire illustre la répartition de l'ECART D'ACQUISITION - VALEUR NETTE de 151,2 M€ au 31/12/2020. Les segments sont : Asset Management (64%), Lending & Leasing (31%), et Autres Activités (5%).

### 7.2. Immobilisations incorporelles

#### Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée.

#### Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de logiciels et de relations clients évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement linéaire sur cinq à huit ans suivant leur durée d'utilité estimée par rapport notamment à l'obsolescence technologique constatée sur des logiciels présentant les mêmes caractéristiques techniques et s'adressant aux mêmes types de marché et clientèle. Les relations clientèles font l'objet d'un amortissement linéaire sur huit ans, en fonction d'un taux estimé d'attrition des clients.

#### Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 :

- ✓ les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées,
- ✓ les dépenses de développement des logiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
  - ✓ la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
  - ✓ l'intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre,
  - ✓ la capacité à utiliser ou vendre le logiciel,
  - ✓ la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables,
  - ✓ la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel,
  - ✓ la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.

Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée, qui est revue à chaque clôture. La durée d'utilité est estimée en fonction des projections d'avantages économiques futurs attendus des développements réalisés.

L'évolution des immobilisations incorporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
<b>Valeurs brutes au 31/12/2019</b>	<b>54 438</b>	<b>47 022</b>	<b>20 551</b>	<b>2 115</b>	<b>124 126</b>
Acquisitions	215	7 985	-	-	8 200
Cessions	-	-	-	-	-
Autres mouvements	2 059	(14)	-	(2 044)	1
Ecarts de conversion	(2 545)	(2 712)	(1 526)	(60)	(6 843)
<b>VALEURS BRUTES AU 31/12/2020</b>	<b>54 167</b>	<b>52 281</b>	<b>19 025</b>	<b>11</b>	<b>125 484</b>

Les acquisitions sont essentiellement liées à la capitalisation des frais de développement pour 8 M€ principalement liée aux projets AMP (Asset Management Platform) et Alchemy.

Les frais de recherche et développement sont de 17,6 M€ (avant capitalisation) en 2020, représentant 11,0 % du chiffre d'affaires en 2020, stable par rapport à 2019 où ils représentaient 11,1 % du chiffre d'affaires, soit 18,8 M€ (avant capitalisation).

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
<b>Amortissements au 31/12/2019</b>	<b>(48 481)</b>	<b>(28 638)</b>	<b>(18 070)</b>	<b>(2 393)</b>	<b>(97 582)</b>
Dotations aux amortissements	(3 046)	(1 757)	(1 414)	(336)	(6 553)
Autres mouvements	(2 026)	(667)	-	2 682	(11)
Ecarts de conversion	2 329	1 071	1 417	36	4 853
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/2020</b>	<b>(51 224)</b>	<b>(29 991)</b>	<b>(18 067)</b>	<b>(11)</b>	<b>(99 293)</b>

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
<b>Valeurs nettes au 31/12/2019</b>	<b>5 957</b>	<b>18 384</b>	<b>2 481</b>	<b>(278)</b>	<b>26 543</b>
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2020</b>	<b>2 943</b>	<b>22 290</b>	<b>958</b>	<b>-</b>	<b>26 191</b>

### 7.3. Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés en immobilisations corporelles au titre d'un droit d'utilisation de l'actif loué. Ces contrats sont comptabilisés au commencement du contrat pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location en contrepartie d'un passif, correspondant aux passifs de loyers dus au bailleur.

Les retraitements concernent des contrats de locations simples de bureaux et de véhicules.

Ces immobilisations sont amorties de façon linéaire sur la durée du contrat de location qui correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement. Aussi, l'IFRIC a publié en décembre 2019 sa décision finale concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles. Dans les comptes présentés, le groupe a mis en place cette décision d'application obligatoire au 31/12/2020.

Le Groupe applique les mesures simplificatrices prévues par la norme concernant l'exclusion des contrats de moins d'un an et des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les dettes de loyer initiales de chaque contrat de location correspondent aux taux marginaux d'endettement estimés par le management pour les biens loués. Ces taux sont différenciés (i) par pays et (ii) par durée de location résiduelle du contrat. (iii) Une différenciation par catégorie d'actifs est également effectuée

Les taux d'actualisation sont compris entre 2% et 8% et sont recalculés selon la maturité du contrat retraité et le risque pays pour chaque nouveau contrat.

La durée retenue dans la valorisation de ces engagements de loyers s'étend jusqu'en novembre 2030 et correspond à la période non résiliable complétée, le cas échéant, des périodes sujettes à des options de renouvellement, si et seulement si, l'exercice de ces options est « raisonnablement certain ».

L'évolution des droits d'utilisation IFRS 16 est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Bureaux	Flotte automobile	TOTAL
<b>Valeurs brutes au 31/12/2019</b>	<b>16 999</b>	<b>134</b>	<b>17 133</b>
Augmentation des droits d'utilisation	10 310	79	10 389
Modifications de contrats de location	(1 829)		(1 829)
Fin de contrats de location	(572)	(34)	(606)
Ecart de conversion	(1 591)		(1 591)
<b>VALEURS BRUTES AU 31/12/2020</b>	<b>23 317</b>	<b>179</b>	<b>23 496</b>
<b>Amortissements au 31/12/2019</b>	<b>(4 312)</b>	<b>(59)</b>	<b>(4 371)</b>
Dotations aux amortissements	(4 238)	(66)	(4 304)
Fin de contrats de location	503	34	537
Ecart de conversion	437	-	437
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/2020</b>	<b>(7 610)</b>	<b>(91)</b>	<b>(7 701)</b>
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2020</b>	<b>15 707</b>	<b>88</b>	<b>15 795</b>

L'augmentation des droits d'utilisation s'explique à hauteur de 8 030 K€ par la signature d'un nouveau bail souscrit par LDS Inc pour les locaux de Boston, dont la date d'expiration interviendra en novembre 2030.

Par ailleurs, au cours de l'exercice, la durée de location d'un bail a été réestimée, conduisant à réduire la valeur de son droit d'utilisation de 1 829 K€.

Le détail par échéance des dettes de loyer IFRS 16 est le suivant :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Echu au 31/12/2020	3 884	
Echu au 31/12/2021	3 135	3 676
Echu au 31/12/2022	2 341	2 881
Echu au 31/12/2023	1 639	2 425
Echu au 31/12/2024 et au-delà	2 036	2 157
Echu au 31/12/2025 et au-delà		5 844
<b>TOTAL</b>	<b>13 035</b>	<b>16 984</b>

## 7.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

- ✓ Constructions 5 à 20 ans
- ✓ Agencements 5 à 20 ans
- ✓ Matériel et outillage 2 à 5 ans
- ✓ Mobilier, matériel de bureau 2 à 5 ans

L'évolution des immobilisations corporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions y.c droit d'utilisation IFRS 16	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
<b>Valeurs brutes au 31/12/2019</b>	<b>33 794</b>	<b>14 322</b>	<b>34 663</b>	<b>82 779</b>	<b>15 762</b>
Acquisitions	10 316	2 000	2 023	14 339	79
Cessions / Sorties	(572)	(36)	-	(608)	(34)
Autres mouvements	(1 829)	-	(71)	(1 900)	-
Ecart de conversion	(1 687)	(605)	(2 134)	(4 426)	(193)
<b>VALEURS BRUTES AU 31/12/2020</b>	<b>40 022</b>	<b>15 681</b>	<b>34 481</b>	<b>90 184</b>	<b>15 614</b>

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions y.c droit d'utilisation IFRS 16	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
<b>Amortissements au 31/12/2019</b>	<b>(5 286)</b>	<b>(12 321)</b>	<b>(29 644)</b>	<b>(47 254)</b>	<b>(3 989)</b>
Dotations aux amortissements	(4 989)	(1 073)	(2 822)	(8 884)	(613)
Reprises d'amortissements	503	34	-	537	34
Autres mouvements	(1 619)	1 619	-	-	-
Ecart de conversion	473	500	1 825	2 798	192
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/2020</b>	<b>(10 918)</b>	<b>(11 241)</b>	<b>(30 641)</b>	<b>(52 800)</b>	<b>(4 376)</b>

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions y.c droit d'utilisation IFRS 16	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2019</b>	<b>28 508</b>	<b>2 001</b>	<b>5 019</b>	<b>35 525</b>	<b>11 773</b>
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2020</b>	<b>29 104</b>	<b>4 440</b>	<b>3 840</b>	<b>37 384</b>	<b>11 238</b>

Les investissements concernent quasi-exclusivement des serveurs, matériels informatiques et bureautiques ainsi que les travaux des locaux à Boston et l'impact du renouvellement de ce bail conformément à IFRS 16 (Cf. note 7.3).

## 7.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur. Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont affectés les actifs. Les UGT sont des entités opérationnelles générant des flux de trésorerie indépendants.

Dans l'organisation du Groupe, elles correspondent aux segments d'activités suivants :

- ✓ Asset Management,
- ✓ Lending & Leasing,
- ✓ Autres activités, incluant l'Epargne Entreprise d'une part et l'Assurance et l'Epargne Retraite d'autre part.

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur nette comptable et la valeur recouvrable des UGT. La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie :

- ✓ flux afférents à une période explicite de prévision de cinq ans, la première année de cette période s'appuyant sur le budget (En 2020, le budget a été révisé en prenant en compte les effets du Covid-19),
- ✓ flux postérieurs à cette période de cinq ans calculés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation égal :

- ✓ au taux de l'argent sans risque à dix ans,
- ✓ auquel s'ajoute la prime de risque du marché affectée d'un coefficient de risques spécifiques à l'actif, ou à l'UGT.

Si la valeur nette comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable, les actifs de l'UGT sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition et enregistrée au compte de résultat dans la rubrique « *Autres produits et charges opérationnels* ». La reprise des pertes de valeur de l'écart d'acquisition relatif à des participations consolidées par intégration globale est interdite. La reprise des pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (hors écart d'acquisition) est possible, dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée, si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable.

### 7.5.1. Modalités des tests de perte de valeur

Les tests sont réalisés selon les hypothèses suivantes :

- ✓ les prévisions utilisées sont fondées sur l'expérience passée, les carnets de commandes et les produits en développement,
- ✓ le taux de croissance à l'infini s'établit à 1,5%. Ce taux, identique à celui retenu pour les exercices précédents, est en ligne avec le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe ;
  - ✓ le taux d'actualisation calculé s'élève à 10% après impôts (identique à celui retenu pour les exercices précédents). Les principales composantes du coût moyen pondéré du capital sont une prime de risque de marché, un taux sans risque correspondant à une moyenne des taux d'intérêt des emprunts d'Etat de maturité élevée, un bêta calculé sur la base d'un échantillon des entreprises du secteur.
- ✓ Le taux d'imposition est différencié par UGT en retenant un taux effectif d'impôt pondéré en fonction du chiffre d'affaires réalisé par zone géographique.

Les hypothèses clés sur le taux de croissance à l'infini et sur le taux d'actualisation sont identiques pour chaque UGT à laquelle sont affectés les écarts d'acquisition dans la mesure où les risques business et financier des UGT retenues présentent des caractéristiques communes du fait :

- ✓ du profil identique des clients qui sont constitués de sociétés de taille importante, institutions bancaires ou financières dont le risque crédit est non significatif
- ✓ des zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère qui sont à profil de risque limité et dont les critères de croissance sont similaires.

Les tests effectués au niveau des UGT ont montré qu'aucune dépréciation des actifs immobilisés n'était nécessaire pour l'exercice clos au 31 décembre 2020.

### 7.5.2. Sensibilité des tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

La marge des tests, qui correspond à l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur nette comptable ainsi que les impacts des variations d'hypothèses clés sur cette marge sont présentés par UGT dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Autres Activités
<b>Marge du test</b>	<b>67.6</b>	<b>66.4</b>	<b>8.5</b>
<b>Impact sur la marge du test:</b>			
Hausse de 1 point du taux d'actualisation	(21.7)	(13.2)	(1.7)
Baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	(8.0)	(4.9)	(0.6)
<b>Combinaison des deux facteurs</b>	<b>(27.9)</b>	<b>(17.0)</b>	<b>(2.1)</b>
Baisse du chiffre d'affaires de 5% et de l'EBITDA de 10%	(28.3)	(15.1)	(1.8)
<b>Combinaison des trois facteurs</b>	<b>(52.5)</b>	<b>(30.1)</b>	<b>(3.7)</b>

## NOTE 8 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

### 8.1. Autres provisions

Une provision est constatée lorsque :

- ✓ le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé,
- ✓ il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- ✓ le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables.

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges	Autres provisions	PROVISIONS
<b>PROVISIONS AU 31/12/2019</b>	<b>329</b>	<b>-</b>	<b>329</b>
Dotations	16	-	16
Reprises utilisées	-	-	-
Reprises non utilisées	-	-	-
Effet de la conversion et autres variations	(2)		(2)
<b>PROVISIONS AU 31/12/2020</b>	<b>343</b>	<b>-</b>	<b>343</b>
Dont provisions non courantes	39	-	39
Dont provisions courantes	303	-	303

Les provisions pour litige couvrent essentiellement des litiges commerciaux.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances, conformément à la norme IAS 37. L'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat.

### 8.2. Passifs éventuels

Par opposition à la définition ci-dessus d'une provision, un passif éventuel est :

- ✓ une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe, ou
- ✓ une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Le Groupe n'a pas identifié de passifs éventuels.

## NOTE 9 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### 9.1. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- ✓ les dettes financières à long terme, les dettes de loyers, les crédits et dettes financières à court terme et les découverts bancaires qui composent l'endettement financier brut (cf. Note 9.1.2)
- ✓ les prêts et autres actifs financiers à long terme et la trésorerie et équivalents de trésorerie qui s'ajoutent à l'endettement financier brut pour donner l'endettement financier net (cf. Note 9.1.3)
- ✓ les instruments dérivés (cf. Note 9.1.4)
- ✓ les autres actifs et passifs financiers courants et non courants (cf. Note 9.1.5)

#### 9.1.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2020		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	1 176	1 176	-	-	1 176	-	-
Créances clients	36 925	36 925	-	-	36 925	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 180	30 180	30 180	-	-	-	-
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>68 281</b>	<b>68 281</b>	<b>30 180</b>	<b>-</b>	<b>38 101</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières non courants	75 130	75 130	-	-	-	75 082	48
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	13 308	13 308	-	-	-	13 308	-
Emprunts et dettes financières courants	22 196	22 196	-	-	-	22 196	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	3 676	3 676	-	-	-	3 676	-
Dettes fournisseurs	7 467	7 467	-	-	7 467	-	-
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>121 777</b>	<b>121 777</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 467</b>	<b>114 262</b>	<b>48</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2019		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	1 239	1 239	-	-	1 239	-	-
Créances clients	42 552	42 552	-	-	42 552	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 178	17 178	17 178	-	-	-	-
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>60 969</b>	<b>60 969</b>	<b>17 178</b>	<b>-</b>	<b>43 791</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières non courants	72 643	72 643	-	-	-	72 540	103
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	9 166	9 166	-	-	-	9 166	-
Emprunts et dettes financières courants	21 312	21 312	-	-	-	21 312	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	3 924	3 924	-	-	-	3 924	-
Dettes fournisseurs	11 476	11 476	-	-	11 476	-	-
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>118 521</b>	<b>118 521</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 476</b>	<b>106 942</b>	<b>103</b>

#### 9.1.2. Endettement financier brut

L'endettement financier brut comprend les emprunts obligataires et bancaires ainsi que les autres emprunts, les crédits à court terme et les découverts bancaires.

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti. Le montant des intérêts comptabilisés en charges financières est déterminé par application du taux d'intérêt effectif de l'emprunt à sa valeur comptable. La différence entre la charge calculée à partir du taux d'intérêt effectif et le coupon impacte la valeur de la dette.

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font généralement l'objet d'une comptabilité de couverture.

Les dettes liées aux contrats de location-financement sont comptabilisées au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location.

L'évolution de l'endettement financier brut du Groupe au cours de l'exercice s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	Var. Péri-mètre	Augmen-tation	Rembour-sement	Variation Juste valeur	Reclasse-ment	Autres variations	Ecart de conversion	31/12/2020
Emprunts obligataires	34 716	-	-	-	-	100	-	-	34 816
Emprunts syndiqués	11 980	-	-	-	-	(3 982)	-	-	7 998
Autres emprunts bancaires	17 585	-	15 000	-	-	(6 703)	-	-	25 882
Dettes liées aux contrats de location-financement	7 718	-	-	-	-	(1 335)	-	-	6 383
Autres dettes financières diverses	644	(541)	-	-	(55)	-	-	-	48
<b>Emprunts et dettes financières non courants</b>	<b>72 643</b>	<b>(541)</b>	<b>15 000</b>	<b>-</b>	<b>(55)</b>	<b>(11 920)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>75 127</b>
<b>Dettes de loyers IFRS 16</b>	<b>9 166</b>	<b>-</b>	<b>10 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 037)</b>	<b>(1 829)</b>	<b>(992)</b>	<b>13 308</b>
<b>Endettement financier non courant</b>	<b>81 809</b>	<b>(541)</b>	<b>25 000</b>	<b>-</b>	<b>(55)</b>	<b>(14 957)</b>	<b>(1 829)</b>	<b>(992)</b>	<b>88 435</b>
Emprunts obligataires	(32)	-	-	65	-	(100)	-	-	(67)
Emprunts syndiqués	7 961	-	-	(3 961)	-	3 982	-	-	7 982
Autres emprunts bancaires	11 582	-	-	(5 780)	-	6 703	-	-	12 505
Dettes liées aux contrats de location-financement	1 335	-	-	(1 335)	-	1 335	-	-	1 335
Intérêts courus	460	-	-	(18)	-	-	-	-	442
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	6	-	-	(5)	-	-	-	-	1
<b>Emprunts et dettes financières courants</b>	<b>21 312</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(11 034)</b>	<b>-</b>	<b>11 920</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22 198</b>
<b>Dettes de loyers IFRS 16</b>	<b>3 924</b>	<b>-</b>	<b>1 296</b>	<b>(4 325)</b>	<b>-</b>	<b>3 037</b>	<b>-</b>	<b>(257)</b>	<b>3 675</b>
<b>Endettement financier courant</b>	<b>25 236</b>	<b>-</b>	<b>1 296</b>	<b>(15 359)</b>	<b>-</b>	<b>14 957</b>	<b>-</b>	<b>(257)</b>	<b>25 873</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>107 045</b>	<b>(541)</b>	<b>26 296</b>	<b>(15 359)</b>	<b>(55)</b>	<b>-</b>	<b>(1 829)</b>	<b>(1 249)</b>	<b>114 308</b>

En septembre 2020, Linedata Services SA a souscrit un emprunt BPI à hauteur de 15 M€ au titre du renforcement de la structure financière.

Linedata Services SA a procédé aux remboursements suivants :

- sur le crédit syndiqué de 20 M€ à hauteur de 4 M€ en janvier 2020.
- sur l'emprunt BNP Paribas à hauteur de 3,1 M€ au cours de l'exercice.
- sur les emprunts BPI à hauteur de 2,7 M€ au cours de l'exercice.
- sur le crédit-bail immobilier à hauteur de 1,3 M€ au cours de l'exercice.

La variation des autres dettes financières diverses de 541 K€ est principalement liée à la clause de complément de prix Loansquare (Cf. 3.3).

A fin décembre 2020, le Groupe dispose donc des lignes de crédit suivantes :

(en milliers d'euros)	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Capital restant dû au 31/12/2020
Emprunt Obligataire	Juin 2015	Mai 2022	35 000	35 000
Crédit Syndiqué	Janvier 2017	Avril 2022	20 000	16 000
Crédit bilatéral - BNP	Août 2018	Avril 2022	20 000	12 475
Crédit bilatéral - BPI	Juin 2017	Decembre 2022	5 000	2 000
Crédit bilatéral - BPI	Juillet 2017	Janvier 2023	5 000	2 250
Crédit bilatéral - BPI	Mai 2019	Janvier 2023	10 000	6 666
Crédit bilatéral - BPI	Septembre 2020	Septembre 2025	15 000	15 000
			<b>110 000</b>	<b>89 391</b>

Par précaution, dans le cadre de la crise sanitaire mondiale actuelle, le Groupe Linedata a sollicité, de ses partenaires bancaires, un report d'échéance.

Sur le Crédit syndiqué, d'une valeur à l'origine de 20 M€, l'échéance de juillet 2020 est repoussée à avril 2022 pour un montant de 4 M€.

Sur l'emprunt BNP, d'une valeur à l'origine de 20 M€, les échéances du 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 sont repoussées à avril 2022 pour un montant de 3,1 M€.

Sur les emprunts BPI, d'une valeur à l'origine de 20 M€, les échéances de mars et août 2020 sont repoussées de août 2022 à janvier 2023 pour un montant de 2,6 M€.

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est fixe pour l'emprunt obligataire et les emprunts bilatéraux contractés en juin, juillet 2017 et septembre 2020
- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor, pour l'emprunt syndiqué libellé en euro, afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA)
- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor auquel s'ajoute une marge pour les emprunts bilatéraux contractés en août 2018 et mai 2019.

Les covenants relatifs aux dettes financières sont détaillés en Note 9.4.1.

### 9.1.3. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend les emprunts obligataires et bancaires, les autres emprunts, les crédits à court terme et découverts bancaires diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le poste « *trésorerie et équivalents de trésorerie* » est constitué des disponibilités, des valeurs mobilières de placement et des effets remis à l'encaissement et dont la date d'échéance est antérieure à la date de clôture. L'ensemble des éléments inclus dans ce poste sont qualifiés d'équivalents de trésorerie car ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tout en étant soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs financiers courants, comptabilisés à la juste valeur par le résultat, sont détenus dans l'optique de faire face aux besoins de trésorerie à court terme.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Emprunts obligataires	34 684	34 749
Emprunts syndiqués	19 941	15 980
Autres emprunts bancaires	29 167	38 387
Dettes liées aux contrats de location-financement	9 053	7 718
Dettes de loyers IFRS 16	13 090	16 984
Intérêts courus	460	442
Autres dettes financières diverses	644	48
Concours bancaires courants	6	1
<b>Endettement Financier Brut</b>	<b>107 045</b>	<b>114 309</b>
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	17 178	30 180
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>17 178</b>	<b>30 180</b>
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>89 867</b>	<b>84 129</b>

#### 9.1.4. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts, certains emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont considérés en majorité comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de ces instruments de couverture sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace de la relation de couverture et au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* » pour la partie inefficace ou lorsque le flux couvert apparaît lui-même en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est enregistré au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* ».

Les instruments financiers dérivés sont inscrits en actifs ou passifs financiers en fonction de leur valeur de marché.

#### 9.1.5. Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers non courants regroupent essentiellement les dépôts de garantie et les actifs disponibles à la vente. Les dépôts de garantie sont évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en contrepartie du résultat. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés et sont enregistrés initialement à la juste valeur. Toute variation de cette dernière est par la suite enregistrée dans les autres éléments du résultat global ou dans le résultat de l'exercice en cas de baisse importante ou prolongée de la juste valeur. Les pertes et gains latents constatés en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en résultat lors de la cession des titres.

Les autres actifs et passifs financiers courants comprennent les créances et les dettes commerciales. Les créances et les dettes commerciales sont initialement enregistrées à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Titres de participations non consolidés	-	-
Dépôts et cautionnements	1 230	1 171
Autres actifs financiers non courants	9	5
<b>Valeur brute</b>	<b>1 239</b>	<b>1 176</b>
Provision pour dépréciation	-	-
<b>ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>1 239</b>	<b>1 176</b>

## 9.2. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

### 9.2.1. Coût de l'endettement financier net

Les charges d'intérêts correspondent au montant des intérêts comptabilisés au titre des dettes financières, et les produits d'intérêts au montant des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11	5
Charges d'intérêts	(2 251)	(2 114)
Résultat des couvertures (différentiel de taux)	(25)	-
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(2 265)</b>	<b>(2 109)</b>

L'encours moyen des emprunts ressort à 89,6 M€ en 2020, contre 97,4 M€ en 2019.

Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est stable à un niveau de 2,4 % en 2020, contre 2,3 % en 2019.

### 9.2.2. Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Gains de change	1 551	448
Variation de la valeur des instruments financiers dérivés	15	-
Autres produits	23	31
<b>Autres produits financiers</b>	<b>1 589</b>	<b>479</b>
Perte de change	(1 235)	(3 036)
Variation de la valeur des instruments financiers dérivés	-	-
Autres charges d'intérêts IFRS 16	(619)	(464)
Autres charges	(249)	(136)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(2 103)</b>	<b>(3 636)</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>(513)</b>	<b>(3 157)</b>

Les gains et pertes de change portent essentiellement sur les transactions commerciales libellées en devises étrangères, essentiellement en dollar US et en Livre sterling.

Les autres charges d'intérêts IFRS 16 correspondent à l'effet de l'actualisation de la dette de loyer, en application de la norme.

## 9.3. Politique de gestion des risques financiers

### 9.3.1. Risques de marché

#### Risque de change

Le risque de change concerne essentiellement la conversion des états financiers des filiales étrangères. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture spécifique.

Le risque de fluctuation sur les opérations commerciales libellées en monnaie étrangère est peu important, chacune des entités intervenant très majoritairement dans son pays et sa devise.

Par ailleurs, dans le cadre des transactions intragroupes, Linedata Services est exposée au risque de variation des cours des devises au titre :

- ✓ des opérations commerciales courantes à court terme, principalement avec les entités du Groupe hors zone Euro. L'incidence de ces fluctuations des devises sur le résultat n'est pas significative.

Au 31 décembre 2019, la valeur nette comptable des actifs et passifs comptabilisés par les entités du Groupe dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle était la suivante :

(en milliers de devises)	USD	CAD	GBP	TND	HKD	MAD	INR	Total converti en euros
Actifs	129 019	3 702	35 386	7 318	89 145	7 507	371 259	176 646
Passifs	29 827	2 797	7 600	4 550	32 869	3 657	260 682	46 086
<b>Position nette avant couverture</b>	<b>99 192</b>	<b>905</b>	<b>27 786</b>	<b>2 768</b>	<b>56 276</b>	<b>3 850</b>	<b>110 577</b>	<b>130 560</b>
Intruments financiers de couverture								-
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>99 192</b>	<b>905</b>	<b>27 786</b>	<b>2 768</b>	<b>56 276</b>	<b>3 850</b>	<b>110 577</b>	<b>130 560</b>

La position au 31 décembre 2020 est la suivante :

(en milliers de devises)	USD	CAD	GBP	TND	HKD	MAD	INR	Total converti en euros
Actifs	140 914	5 092	37 564	6 572	79 352	4 133	391 593	174 962
Passifs	36 838	1 749	8 828	4 146	26 136	2 729	246 223	47 964
<b>Position nette avant couverture</b>	<b>104 076</b>	<b>3 343</b>	<b>28 736</b>	<b>2 426</b>	<b>53 216</b>	<b>1 404</b>	<b>145 370</b>	<b>126 998</b>
Intruments financiers de couverture								-
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>104 076</b>	<b>3 343</b>	<b>28 736</b>	<b>2 426</b>	<b>53 216</b>	<b>1 404</b>	<b>145 370</b>	<b>126 998</b>

### Analyse de sensibilité

La baisse de 10% de la parité de chacun des taux de change face à l'euro aurait une incidence négative de (14 111) K€ sur la position nette au 31 décembre 2020, contre (13 729) K€ au 31 décembre 2019. Une hausse de 10% de ces mêmes parités aurait une incidence positive de 11 545 K€ sur la position nette au 31 décembre 2020, contre 11 291 K€ au 31 décembre 2019.

### Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires. La trésorerie disponible du Groupe est placée en SICAV monétaires, certificats de dépôt ou comptes rémunérés, supports peu sujets aux fluctuations de marché et sans risque en capital.

### Couverture des emprunts

Un contrat de couverture a été mis en place afin de répondre aux obligations du crédit syndiqué contracté en janvier 2017.

Le taux d'intérêt applicable à l'emprunt bancaire est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 31 décembre 2020, le contrat de type swap en cours porte sur l'échange de l'Euribor 3 mois contre taux fixe de 0,165% et représente une couverture de 75% de la dette syndiquée en euro, soit un nominal de 12 M€ avec une échéance finale au 24 janvier 2022.

Au 31 décembre 2020, la valorisation de ce contrat de couverture est négative de (48) K€ (intégralement au passif) contre (103) K€ au 31 décembre 2019.

L'écart de valorisation, soit 55 K€ (hors effet d'impôt), a un impact sur les capitaux propres pour les contrats bénéficiant de la qualification de couverture parfaite au sens de la norme IFRS 9, soit pour la totalité de ces contrats.

## Synthèse de l'exposition au risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt sur la base des engagements au 31 décembre 2020 :

(en milliers d'euros)	Moins d'un an		Un à cinq an		Plus de cinq ans		Total valeurs nominales		
	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Fixe	Variable	Total
Emprunts obligataires	(67)	-	34 816	-	-	-	34 749	-	34 749
Emprunt syndiqué	-	7 982	-	8 000	-	-	-	15 982	15 982
Autres emprunts bancaires	2 938	9 567	16 312	9 570	-	-	19 250	19 137	38 387
Dettes liées aux contrats de location-financement	1 252	-	3 812	-	2 654	-	7 718	-	7 718
Emprunts IFRS 16	3 676	-	8 847	-	4 459	-	16 983	-	16 983
Intérêts courus	-	442	-	-	-	-	-	442	442
Autres dettes financières diverses	44	-	-	-	-	-	44	-	44
Concours bancaires courants	-	1	-	-	-	-	-	1	1
<b>EXPOSITION AVANT COUVERTURE</b>	<b>7 843</b>	<b>17 993</b>	<b>63 787</b>	<b>17 570</b>	<b>7 113</b>	<b>-</b>	<b>78 744</b>	<b>35 563</b>	<b>114 306</b>
Instrument de couverture de taux	6 000	(6 000)	6 000	(6 000)	-	-	12 000	(12 000)	-
<b>EXPOSITION APRES COUVERTURE</b>	<b>13 843</b>	<b>11 993</b>	<b>69 787</b>	<b>11 570</b>	<b>7 113</b>	<b>-</b>	<b>90 744</b>	<b>23 563</b>	<b>114 306</b>

## Analyse de sensibilité du coût de l'endettement financier à l'évolution des taux d'intérêts

Pour l'exercice 2020, sur la base de l'encours moyen des emprunts et des concours bancaires courants, une hausse du taux d'intérêts de 100 points de base aurait dégradé de 272 K€ le coût de l'endettement financier net du Groupe, soit 12,9 % de ce coût.

### Risque sur actions

Le Groupe ne détient pas de portefeuilles d'actions tierces ni d'OPCVM d'actions. Par ailleurs, toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement sur les capitaux propres.

### 9.3.2. Risques de liquidité

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 30,2 M€ et de dettes financières brutes de 114,3 M€.

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés de l'endettement financier net :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels						Total
		2021	2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà	
Emprunts obligataires	34 749	-	35 000	-	-	-	-	35 000
Emprunts syndiqués	15 980	8 000	8 000	-	-	-	-	16 000
Autres emprunts bancaires	38 387	12 509	15 572	3 752	3 752	2 806	-	38 391
Dettes liées aux contrats de location-financement	7 718	1 252	953	953	953	953	2 654	7 718
Emprunts IFRS 16	16 983	3 676	2 881	2 425	2 157	1 384	4 459	16 983
Intérêts courus	442	442	-	-	-	-	-	442
Autres dettes financières diverses	48	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	1	1	-	-	-	-	-	1
<b>Endettement Financier Brut</b>	<b>114 308</b>	<b>25 881</b>	<b>62 406</b>	<b>7 130</b>	<b>6 862</b>	<b>5 143</b>	<b>7 113</b>	<b>114 535</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 180	30 180	-	-	-	-	-	30 180
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>84 127</b>	<b>(4 299)</b>	<b>62 406</b>	<b>7 130</b>	<b>6 862</b>	<b>5 143</b>	<b>7 113</b>	<b>84 355</b>

### 9.3.3. Risques de crédit

De par son activité, le Groupe est exposé au risque de crédit, notamment au risque de défaut de ses clients. Le montant des créances clients et de leur antériorité est détaillé en Note 5.3.

## **9.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe**

### **9.4.1. Covenants**

Dans le cadre du contrat d'emprunt obligataire mis en place en juin 2015 et du contrat de crédit syndiqué signé en janvier 2017, Linedata Services s'engage au titre des covenants à ce qu'au 31 décembre 2020, le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé, soit inférieur à 2,25.

Compte tenu des impacts de l'application d'IFRS 16 sur le ratio de levier, Linedata a négocié des avenants aux contrats d'emprunts auprès des obligataires et du pool bancaire afin que le ratio de levier soit établi sur la base des comptes consolidés, à l'exclusion de l'application de cette norme.

Au 31 décembre 2020, le ratio de levier (hors impact IFRS 16) s'élève à 1,541.

### **9.4.2. Nantissements**

Linedata Services ne consent aucun nantissement au 31 décembre 2020.

### **9.4.3. Autres engagements**

Dans le cadre de l'emprunt obligataire et du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

## NOTE 10 IMPOTS SUR LES RESULTATS

### 10.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

#### 10.1.1. Détail des impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Impôts courants	(8 794)	(5 225)
Impôts différés	(741)	(1 876)
<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>(9 535)</b>	<b>(7 101)</b>

Le montant des déficits non activés au 31 décembre 2020 est de 7 248 K€, soit 1 596 K€ d'impôts différés actifs non reconnus (sur base d'un taux de 21% aux Etats Unis, de 19% aux Royaume-Uni et de 32% pour la France).

#### 10.1.2. Analyse de la charge d'impôts

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2020	
Résultat avant impôt	26 996		27 357	
<b>Imposition théorique</b>	<b>(8 644)</b>	<b>32,02%</b>	<b>(7 660)</b>	<b>28,00%</b>
<b>Incidence des :</b>				
Autres différences permanentes	(95)	0,4%	(161)	0,6%
Effet des pertes de l'exercice non activées	(254)	0,9%	(204)	0,7%
Effet des crédits d'impôts	44	(0,2%)	47	(0,2%)
Effet des paiements fondés sur actions	9	(0,0%)		-
Régularisations sur exercices antérieurs y compris filiales US	(238)	0,9%	565	(2,1%)
Régularisations sur exercices antérieurs - "IP Box"	-		1 171	(4,3%)
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(592)	2,2%	(488)	1,8%
Différentiel de taux - France / Etranger	1 962	(7,3%)	87	(0,3%)
Retenue à la source sur prestations à l'Etranger	(997)	3,7%	(661)	2,4%
Quote-part de frais et charges sur dividendes	(416)	1,5%	(250)	0,9%
Opérations taxées à des taux différents	(198)	0,7%		-
Opérations taxées à des taux différents - "IP Box"	-		756	(2,8%)
Autres	(116)	0,4%	(302)	1,1%
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>(9 535)</b>	<b>35,32%</b>	<b>(7 101)</b>	<b>25,95%</b>

Le groupe constate une baisse du taux effectif d'impôt qui s'établit à 25.95%, principalement lié à la mise en place du dispositif de l'« IP Box » sur les revenus nets de licences d'actifs incorporels en France, qui bénéficient d'un taux d'IS réduit à 10% (contre 28% pour le taux standard).

L'application du nouveau dispositif a conduit à une économie d'impôt de 1 171 K€ pour l'exercice 2019, prise en compte dans les états financiers de l'exercice 2020.

La charge d'impôts est décomposée par principales zones géographiques dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	31/12/2019		31/12/2020	
Europe du Sud	(6 379)	43,2%	(2 754)	22,2%
Europe du Nord	(984)	19,0%	(982)	18,1%
Amérique du Nord	(2 143)	32,6%	(3 354)	36,1%
Asie	(29)	6,0%	(11)	4,3%
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>(9 535)</b>	<b>35,3%</b>	<b>(7 101)</b>	<b>26,0%</b>

## 10.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

Les impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt concerné sera réalisé ou le passif d'impôt réglé.

Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporelles et aux pertes fiscales reportables ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont enregistrés en capitaux propres et non en compte de résultat.

Les impôts différés par catégorie de différences temporelles se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Engagements de retraite	2 005	1 917
Déficits fiscaux activés	-	-
Ecarts d'acquisition et Actifs incorporels	(8 564)	(12 413)
Autres différences temporelles	(1 402)	1 434
<b>IMPOTS DIFFERES NETS</b>	<b>(7 961)</b>	<b>(9 062)</b>
<i>Dont :</i>	-	
<i>Impôts différés actifs à moins d'un an</i>	2 449	2 211
<i>Impôts différés actifs à plus d'un an</i>	335	1 088
<i>Impôts différés passifs à moins d'un an</i>	(1 208)	(1 070)
<i>Impôts différés passifs à plus d'un an</i>	(9 537)	(11 291)

L'évolution des impôts différés nets sur l'exercice est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
<b>En début de période</b>	<b>(6 711)</b>	<b>(7 961)</b>
Impôts imputés au compte de résultat	(741)	(1 876)
Impôts imputés en capitaux propres	(302)	(122)
Reclassement		
Ecarts de conversion	(207)	897
<b>EN FIN DE PERIODE</b>	<b>(7 961)</b>	<b>(9 062)</b>

## NOTE 11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

### 11.1. Capitaux propres

Le capital social de Linedata Services s'élève au 31 décembre 2020 à 6 625 726 €, composé de 6 625 726 actions, d'une valeur nominale de 1 €.

#### 11.1.1. Evolution du capital social

Le Conseil d'administration du 10 décembre 2020 a autorisé à compter de janvier 2021 à annuler 107 576 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 107 576 € pour le ramener à 6 518 150 €.

#### 11.1.2. Actions propres

Toutes les actions Linedata Services détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

Au 31 décembre 2020, Linedata Services détenait 137 352 actions de ses propres actions, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale, pour un montant total de 3 409 K€, soit un prix moyen d'achat de 24,77 €. La valorisation des titres auto-détenus au cours de clôture de décembre 2020 (28,30 €) s'élève à 3 887 K€.

Linedata Services détenait également au 31 décembre 2020, 3 409 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

Toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement en capitaux propres. L'impact de l'exercice est de (3 248) K€.

#### 11.1.3. Dividendes

L'Assemblée Générale Mixte de Linedata Services réunie le 16 juin 2020 a décidé de distribuer un dividende ordinaire dont le montant s'élève à 6 294 K€ au titre de l'exercice 2019, soit 0,95 € par action. Ce dividende, hors détentions d'actions propres, a été mis en paiement le 8 juillet 2020, pour le montant de 6 097 K€. Le dividende théorique au titre de l'exercice précédent s'élevait à 9 626 K€, soit 1,35 € par action.

### 11.2. Résultat par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- ✓ le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, calculé en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions, diminué des actions propres.
- ✓ le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice, diminué des actions propres. Ne sont prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l'exclusion de celles qui ont un effet relatif. Sont considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d'options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action.

	31/12/2019	31/12/2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	17 810	20 256
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	6 625 726	6 558 373
<b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>2,69</b>	<b>3,09</b>

	31/12/2019	31/12/2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	17 810	20 256
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	6 625 726	6 558 373
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	6 625 726	6 558 373
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>2,69</b>	<b>3,09</b>

### 11.3. Gestion du risque sur le capital

Le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation tout en maximisant le rendement aux actionnaires grâce à une gestion de la structure de ses fonds propres et de sa dette.

L'évolution du ratio d'endettement, impacté de la norme IFRS 16, est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2019	31/12/2020
Emprunts et dettes assimilées	93 380	97 276
Dettes de loyers IFRS 16	13 090	16 984
Concours bancaires courants	6	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17 178)	(30 180)
<b>Endettement net (*)</b>	<b>89 298</b>	<b>84 081</b>
Fonds Propres	118 554	121 458
<b>RATIO D'ENDETTEMENT (Gearing)</b>	<b>75,3%</b>	<b>69,2%</b>

(\*) non compris les autres dettes financières diverses

### NOTE 12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la suite de la décision du conseil d'administration du 10 décembre 2020, Linedata a procédé à l'annulation le 14 janvier 2021 de 107 576 actions auto-détenues et à la réduction corrélative du capital social d'un montant nominal de 107 576 € pour le ramener à 6 518 150 €.

### NOTE 13 TAUX DE CONVERSION DES MONNAIES ETRANGERES

	Taux moyen de la période			Taux de fin de période		
	Exercice 2019	Exercice 2020	Variation	31/12/2019	31/12/2020	Variation
Dinar Tunisien	3,2759	3,1939	(2,6%)	3,1275	3,2877	4,9%
Dirham Marocain	10,7565	10,8234	0,6%	10,7428	10,9187	1,6%
Dollar américain	1,1196	1,1413	1,9%	1,1234	1,2271	8,5%
Dollar canadien	1,4857	1,5294	2,9%	1,4598	1,5633	6,6%
Dollar de Hong-Kong	8,7724	8,8517	0,9%	8,7473	9,5142	8,1%
Livre Sterling	0,8773	0,8892	1,3%	0,8508	0,8990	5,4%
Roupie indienne	78,8502	84,5795	6,8%	80,1870	89,6605	10,6%

Sources : Oanda pour les taux des Dinars Tunisien et Marocain, et Banque de France pour les autres taux de change.